

**Université Paris 8**  
**Institut Français de Géopolitique**

Rebière Noémie  
12318666

Mémoire de Master 2

LA GÉOPOLITIQUE DE L'ÉNERGIE EN TURQUIE ET SON REPOSITIONNEMENT  
SUR L'ECHIQUIER MONDIAL

Les gazoducs TANAP et TAP comme cas d'étude

Sous la direction de Nora Seni



Photos prises à Samsun, 21 Février 2013.

Année universitaire 2012-2013

## REMERCIEMENTS

Je remercie toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire.

L'équipe pédagogique de l'Institut Français de Géopolitique que je remercie pour la qualité de l'enseignement dispensé au cours de cette année universitaire et également Carine Moin et Mourad Amara pour leur disponibilité et leur gentillesse.

Mme Nora Seni, ma directrice de recherche, que je remercie vivement pour son écoute, son soutien tout au long de cette recherche, et surtout pour sa patience face à mes questionnements volubiles. M. Sohbet Karbuz, mon directeur de stage à l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie avec lequel j'ai eu de nombreuses discussions passionnantes, et dont les précieux conseils ont nourri ma recherche.

Mes remerciements vont également à tous les professionnels du secteur de l'énergie que j'ai pu rencontrer lors de mon étude de terrain en Turquie, qui ont gentiment accepté de me recevoir et de prêter attention à mes questions, notamment à M. Cenk Pala, représentant du projet TAP en Turquie, M. Özertem, spécialiste des questions énergétiques en Turquie et Asie centrale, M. Hantouche, délégué de la RTE chez TEAIS qui m'ont apporté leurs connaissances et une grande qualité d'analyse. M. Tahla Dinc qui m'a permis de visiter une centrale hydroélectrique, ainsi que le personnel de la DSI à Samsun qui m'a hébergé et guidé pendant mon séjour dans la région de la Mer Noire.

Virginie Arslan, à la fois pour son accueil chaleureux et amical lors de mes séjours à Ankara, pour nos discussions tardives et son intérêt pour mes recherches. Ainsi que mes camarades de l'Institut Français de Géopolitique avec lesquels j'ai partagé, au cours de cette année, non seulement de nombreuses heures passées en bibliothèque, mais aussi des débats enflammés sur la recherche en géopolitique et sur les problématiques que posent la réalisation d'un mémoire de recherche.

Je remercie tout particulièrement ma mère, Sophie Rebière Martin, pour ses relectures attentives et sa subtilité d'écriture. Pour m'avoir supportée et soutenue moralement au cours de la rédaction de ce mémoire, je remercie chaleureusement ma sœur, Sarah Rebière, mes amis proches et ma famille qui ont toujours su prêter une oreille attentive à mes questionnements et mes inquiétudes.

Et enfin tous les anonymes rencontrés au cours de mes voyages en Turquie pour ces instants partagés.

## INTRODUCTION

### *Définition de l'objet d'étude*

Depuis une dizaine d'années, on remarque un intérêt croissant pour la place qu'occupe la Turquie au niveau régional et international, notamment par la multiplication de publications journalistiques et scientifiques sur le sujet. Sa croissance économique et démographique, son positionnement vis-à-vis du Monde arabo-musulman à l'issue des Printemps arabes — qualifié de néo-ottomanisme, son investissement diplomatique en tant que pays frontalier dans la crise syrienne, son influence économique et idéologique sur les pays du Caucase et d'Asie centrale, enfin son rapprochement avec la Russie et la Chine, ont soulevé de nombreuses questions quant à sa volonté de s'imposer comme puissance régionale. De plus, sa position géographique au carrefour de l'Asie, du Moyen-Orient et de l'Europe, entre les pays producteurs d'hydrocarbures à l'Est et les pays consommateurs à l'Ouest lui confère un rôle géostratégique majeur.

L'énergie — notion aux réalités multiples — est aujourd'hui une composante incontournable de la politique des états. La Turquie ne fait pas figure d'exception, en 2012 elle était le deuxième pays après la Chine à avoir la plus forte croissance en termes de demande énergétique. Depuis la Révolution industrielle la demande énergétique globale n'a cessé d'augmenter, elle explose actuellement avec l'arrivée des pays émergents sur le marché mondial. L'augmentation des consommateurs, l'inégale répartition des énergies fossiles sur l'ensemble de la planète et leurs quantités limitées intensifient la lutte entre les puissances pour le contrôle des ressources et ses routes d'approvisionnement. La Turquie, frontalière des pays qui détiennent plus de 70% des ressources mondiales d'hydrocarbure, est devenue l'un des principaux territoires de transit pour alimenter l'Union européenne. Que ce soit à l'échelle nationale ou régionale, le secteur de l'énergie occupe désormais une place capitale dans la politique de la Turquie.

La définition du terme de *géopolitique* du Dictionnaire culturel<sup>1</sup> est la suivante : "Étude des rapports entre les données naturelles de la géographie, la politique des états, les relations internationales, les tensions et les conflits." La géopolitique est une méthode d'analyse qui répond à un besoin de compréhension du monde contemporain où la multiplication et l'interpénétration des enjeux et des acteurs en complexifient l'approche.

---

<sup>1</sup> REY, Alain (dir.), *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Le Robert, 2005, Tome II, p. 1330.

J'ai choisi d'aborder la géopolitique de l'énergie en Turquie à partir d'une étude centrée sur deux pipelines, plus précisément sur la sélection des gazoducs Trans-Anatolian Gas Pipeline (TANAP) et Trans-Adriatic Pipeline (TAP) qui acheminent les ressources d'Asie centrale jusqu'aux marchés européens en passant par le territoire turc. À partir de ce prisme je propose de mettre en lumière les interactions qui se nouent autour de ce projet. Premièrement, cette approche révèle le rôle central de l'énergie dans la définition des politiques intérieure et extérieure des états. Celles-ci répondent à des intérêts stratégiques, à des projections de puissance qui s'appuient sur une idéologie fondatrice et s'expriment par la création d'alliances, de conflits et de guerres. De plus, la substitution progressive du pétrole par le gaz entraîne le déplacement des enjeux énergétiques et transforme les intérêts et alliances géopolitiques. Deuxièmement, comment les évolutions politiques, économiques et sociales au niveau régional et mondial à un instant T influent sur la politique intérieure d'un état et sur son positionnement à l'international. Par exemple, comment la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) a transformé les relations de la Turquie avec l'Union européenne, les États-Unis et les états post-soviétiques de la Mer Noire et d'Asie centrale ; ou plus récemment l'impact qu'ont eu les Printemps arabes et la crise syrienne sur la position de la Turquie au Moyen Orient. Troisièmement, en quoi l'affirmation politique des pays émergents et la crise économique et identitaire que connaît l'Occident redéfinit la place qu'occupe la Turquie sur l'échiquier mondial. Son appartenance à la fois aux institutions politiques et militaires occidentales et aux alliances asiatiques et moyen-orientales témoigne de son rôle d'état-pivot.

Les bornes spatiales de mon objet de recherche recouvrent l'ensemble du continent eurasiatique. Cela s'explique par le choix de la construction d'une voie de transport d'hydrocarbures en Turquie et l'alimentation de celle-ci par les ressources des pays qui l'entourent, comme objet d'étude. Les termes de "hub" ou de "pivot" renvoient à des notions de "centre", de "charnière" qui impliquent une relation indissociable à la périphérie, ce qui demande plusieurs niveaux d'analyses : national, régional et international. Nous examinerons l'impact des questions énergétiques dans les relations que la Turquie entretient avec l'Europe à l'Ouest de la Turquie, qui est la principale destination des pipelines existantes et en construction sur le territoire turc ; avec la Russie, au Nord-Est de la Turquie, qui est le principal fournisseur du gaz turc et européen ; avec les pays du Caucase et d'Asie centrale, à l'Est de la Turquie, qui renferment des ressources gigantesques d'hydrocarbures ; avec le Moyen-Orient, au Sud-Est de la Turquie, qui regorge lui aussi d'hydrocarbures ; et enfin avec les États-Unis, dont les intérêts économiques, politiques et militaires sont présents dans toutes

les régions citées précédemment. La zone géographique d'étude est donc large mais il s'agira tout au long de la réflexion de se recentrer sur la Turquie qui constitue la base de cette recherche.

En ce qui concerne les bornes chronologiques, elles s'étendent de la chute de l'URSS à nos jours. Afin ne pas tomber dans l'écueil d'une interprétation trop hâtive du Temps présent, il est nécessaire de s'intéresser aux causes et aux fondements de la position stratégique actuelle de la Turquie comme territoire de transit. Nous verrons que les politiques énergétiques actuelles, la formation des alliances, les luttes pour la domination des territoires stratégiques découlent directement de la période de la Guerre froide, qui correspond à la constitution du Corridor énergétique Sud-Européen. Lors de mon Master de recherche en Histoire des Relations Internationales, j'ai pu étudier à partir d'archives diplomatiques et journalistiques, les processus diplomatiques et les ressorts des relations internationales entre l'Europe et l'Empire Ottoman à l'heure de son démantèlement et la naissance de la nation turque. La connaissance de cette période fondatrice de l'identité nationale et de la position actuelle de la Turquie sur la scène internationale m'a permis de replacer les évolutions de la politique extérieure de la Turquie sur un temps long, particulièrement dans les relations qu'elle entretient aujourd'hui avec les puissances occidentales et les nations qui se sont formées sur les ruines de l'Empire.

### *Présentation critique des sources et méthode de recherche*

Le choix d'un sujet de recherche résulte des interrogations et des attentes d'une société et s'inscrit en continuité ou se pose en rupture avec les ouvrages et les publications existantes. Pour comprendre les enjeux que représente l'objet de recherche choisi, regardons la situation des savoirs sur le sujet. Dans le cas de l'étude de l'énergie en Turquie, l'historiographie est abondante, particulièrement depuis le début des années 2000 où l'on assiste à une forte augmentation des publications dans les journaux et les revues scientifiques. La littérature grise de l'Union européenne et de l'Administration américaine en fait pourtant largement état depuis le début des années 1990, période où se met en place la politique énergétique européenne et où sont conçus les premiers projets de pipelines qui contournent le territoire russe. L'origine et la quantité des productions scientifiques et journalistiques sur le thème du transport des hydrocarbures via le territoire turc dénotent d'une préoccupation manifeste. En effet, en Europe comme aux États-Unis, l'accès à l'énergie constitue depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un enjeu éminemment stratégique à cause de leur manque de ressources. Il semblerait que l'arrivée de nouveaux acteurs depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle sur le marché mondial de

l'énergie ait exacerbé les préoccupations de la société civile autour de la question de l'accès à l'énergie.

Dans la production littéraire récente, la banalisation des termes de hub, de carrefour, d'état-pivot pour désigner la Turquie démontre à la fois son avènement comme puissance régionale et la difficulté à définir clairement l'aire géopolitique à laquelle elle appartient. Cette spécificité a conduit les chercheurs français et étrangers à aborder les questions énergétiques en Turquie à partir d'un angle basé sur l'approche régionale. Les travaux existants concernent : la Turquie et ses relations avec l'Asie centrale et le Caucase, où l'approche dominante est celle des rivalités de pouvoir entre la Russie et l'Iran pour la domination de ces territoires. Les relations entre la Turquie et le Moyen-Orient, où la position de la Turquie comme alliée stratégique des États-Unis est mise en avant. Récemment on assiste à une augmentation des publications sur l'affirmation du modèle turc dans les pays arabes, mais il s'agit généralement d'une approche idéologique et culturelle, dont découle la création du terme de néo-ottomanisme. Enfin, à propos de ses relations avec l'Union européenne, on retiendra deux approches dominantes, celle de la question de l'intégration de la Turquie à l'Union européenne et celle de la Turquie comme élément clef de la sécurité énergétique européenne. Depuis la fin des années 1990, la production littéraire sur les questions énergétiques connaît également un développement soutenu en Turquie, comme en témoigne l'essor des groupes de recherches et des revues — nous pouvons notamment citer *Insight Turkey, Turkish Policy Quarterly*. Avec l'entrée de la Turquie dans l'ère libérale, on assiste au double processus de privatisation et de la sortie de l'état des secteurs économiques clefs. Cela se traduit par une multiplication des travaux de recherche sur les changements structurels qu'ont engendrés la privatisation du secteur énergétique et l'alignement de la Turquie sur la législation européenne en termes de régulation du secteur énergétique et du fonctionnement des institutions nationales. Les publications concernant les liens entre la stratégie énergétique du gouvernement turc et ses influences sur la définition de sa politique de voisinage est directement liée à la croissance de la demande énergétique du pays et au manque de ressources suffisantes sur son territoire qui l'oblige à importer la quasi-totalité de sa consommation en hydrocarbures, ce qui la place dans une situation de forte dépendance vis-à-vis de ses voisins russes et iraniens.

Au regard des changements géopolitiques récents, au Moyen-Orient avec les Printemps arabes et la crise syrienne, les découvertes de gaz en Méditerranée Orientale, l'arrivée de la Chine comme acteur majeur sur le marché de l'énergie en Asie centrale et au Moyen Orient, et les réticences de l'Union européenne à accepter la Turquie comme membre,

je me propose dans ce mémoire de recherche de dresser un tableau du repositionnement politique de la Turquie au sein de chacune des aires qui l'entoure à partir d'une approche centrée sur la question énergétique. La lecture du livre de Frédéric Tonolli, *L'inavouable histoire du pétrole, le secret des sept soeurs*<sup>2</sup>, où l'auteur aborde l'histoire contemporaine sous l'angle énergétique de la course aux ressources énergétiques entre les grandes puissances, m'a conforté dans la définition de mon objet d'étude. L'auteur s'intéresse au fonctionnement du marché du pétrole depuis sa découverte jusqu'en 2011, date de sortie de l'ouvrage, or depuis quelques d'années, le gaz naturel tend à remplacer le pétrole comme ressource stratégique. Les travaux de Samuel Lussac sur la région du Caucase, notamment sa thèse sur *"L'Azerbaïdjan, les hydrocarbures et les pipelines. Réseaux sociotechniques et régionalisation"* m'ont permis de mieux comprendre les interactions complexes entre les compagnies pétrolières et gazières et les états, mais aussi le rôle des facteurs humains et non-humains, c'est-à-dire les aspects techniques liés aux territoires et aux modes de transports, sur les zones transfrontalières où transitent les pipelines. Mon choix de travailler sur la sélection de deux gazoducs et sur leur signification géopolitique repose la question du rôle de l'énergie dans la définition de la politique extérieure de la Turquie en prenant en compte les évolutions qui sont à l'oeuvre, tant dans le secteur énergétique qu'au sein des régions qui l'entourent.

Comment appréhender l'ensemble de ces facteurs en marche qui interagissent les uns sur les autres ? La contemporanéité du sujet choisi pose la question de la pertinence des sources. Celles qui m'ont servies à analyser les questions énergétiques en Turquie, ses évolutions actuelles et ses perspectives futures sont la presse turque et internationale, les publications scientifiques des revues et des think tanks turcs et étrangers, la littérature grise des institutions turques, de l'Administration américaine et de l'Union européenne, les rapports des compagnies gazières et pétrolières, des entreprises d'analyse de risque, des agences internationales, et les témoignages des acteurs du secteur qui nous intéressent. L'utilisation des rapports, notamment ceux produits par la Commission européenne et l'Administration américaine ont été des outils précieux pour analyser la place de la Turquie dans les stratégies énergétiques de l'Union européenne et des États-Unis en Asie centrale et au Moyen Orient. Les rapports des institutions turques, des compagnies gazières et pétrolières, ainsi que la presse spécialisée dans le secteur énergétique m'ont permis d'accéder aux données chiffrées sur l'état des ressources, à la localisation précise et aux avancements des projets énergétiques.

---

<sup>2</sup> TONOLLI, Frédéric, *L'inavouable histoire du pétrole, le secret des sept soeurs*, Editions de La Martinière, 2012, Paris, 256 p.

Soulignons que ces données produites par les compagnies pétrolières et gazières, les entreprises de consulting ou les institutions étatiques peuvent être remises en question. En effet, les données sur la consommation et de la production énergétique, des exportations et des importations, de même que les quantités d'hydrocarbures que renferment les gisements peuvent faire l'objet de manipulations afin de répondre à des intérêts politiques et/ou financiers. Parallèlement à la presse spécialisée, la consultation de la presse quotidienne turque et internationale démontre que les projets énergétiques sont traités loin du public. La presse quotidienne rend compte, par exemple, de rencontres ministérielles autour de propositions de projet mais il s'agit le plus souvent de dépêches succinctes. Il est donc difficile de connaître les tenants et les aboutissants des projets en cours. Cependant, ce n'est pas tant l'annonce de projets qui nous intéresse mais tout autant l'absence d'information — qui dénote souvent d'un enjeu politique. De plus, les aspects techniques du secteur de l'énergie nécessitent des connaissances scientifiques pointues. Par exemple les caractéristiques physiques et géologiques des gisements, les différentes sortes de gaz et de pétrole, les formes variables d'exploitation, de forage et de transformation sont des éléments essentiels pour comprendre l'intérêt stratégique que représente un territoire. L'accès à l'information présente donc des limites, tout comme la complexité du secteur énergétique où le manque de connaissances théoriques et techniques peuvent constituer un obstacle pour le chercheur.

Les discussions formelles et informelles avec des professionnels lors de mes voyages en Turquie et de mon stage à l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie m'ont permis d'affiner mon approche sur le fonctionnement du secteur de l'énergie. Depuis ma première étude de terrain en Février 2013, mon objet de recherche a notablement évolué. Le stage, que j'ai effectué du mois de Mai au mois de Juillet 2013 à l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie où j'ai assisté M. Sohbet Karbuz<sup>3</sup>, spécialiste des hydrocarbures, pour la publication d'un rapport sur les perspectives énergétiques en Turquie, a fortement influencé la réalisation de ce mémoire. En effet, la découverte de notions techniques et de rapports, revues et sites internet spécialisés dans le domaine de l'énergie et des hydrocarbures m'a permis de faire un saut qualitatif dans le choix des sources. Nous pouvons notamment citer les rapports de *Deloitte*, *The Oil and Gas Year*, *U.S Energy Information Administration*, *Upstream*. À la suite de ce stage, j'ai décidé de retourner en Turquie afin de pouvoir compléter ma recherche par des entretiens avec des spécialistes de la géopolitique de l'énergie. Mes rencontres avec

---

<sup>3</sup> Voir annexe n°1, entretien n°23.



M. Cenk Pala<sup>4</sup>, représentant du projet TAP en Turquie et ancien directeur du pôle hydrocarbures chez BOTAS, ainsi qu'avec M. Özertem<sup>5</sup>, spécialiste des questions énergétiques en Turquie et en Asie centrale à l'USAK, ont alimenté ma réflexion par la finesse de leurs analyses. Ma présence en Turquie lors la rédaction de ce mémoire m'a permis de m'immerger et de recentrer mon raisonnement sur le territoire étudié — démarche qui constitue l'un des points fondateurs de l'approche géopolitique.

### *Problématique et annonce de plan*

La singularité de l'angle d'approche choisi, à partir d'abord de la sélection des gazoducs TANAP et TAP, puis des conséquences de la réalisation de ceux-ci sur la politique énergétique turque, réside dans le fait qu'elle permet d'étudier les liens qui unissent les pays producteurs d'hydrocarbures aux pays consommateurs ainsi qu'aux pays de transit. L'étude de la mise en œuvre de voies d'exportation d'hydrocarbures soulève une série de questions qui ont guidé notre réflexion tout au long de cette recherche. Comment la Turquie use-t-elle de la diplomatie énergétique pour se positionner comme état-pivot dans la région? En quoi la construction des gazoducs TANAP et TAP sont révélateurs de la place géostratégique qu'occupe la Turquie au niveau régional et mondial et comment elle met en lumière les luttes de pouvoirs des forces en présence pour le contrôle des routes et des ressources énergétiques?

Dans un premier chapitre introductif, nous définirons par souci de clarté, les grandes notions de la géopolitique de l'énergie, les enjeux énergétiques auxquels la Turquie est confrontée au niveau national et la politique mise en place pour y répondre. Enfin les origines historiques de la constitution du Corridor Sud-Européen qui confère à la Turquie son rôle stratégique actuel dans la question de l'alimentation des pays d'Europe. Dans une seconde partie, nous examinerons le rôle de l'énergie dans les liens qui unissent l'Union européenne et la Turquie ; les modalités de sélection des pipelines TANAP et TAP, les avantages qu'ils signifient pour la Turquie et le développement de la coopération régionale entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Nous analyserons également les projets concurrents afin de démontrer l'aspect politique que renferment les voies de transport de l'énergie. Ainsi que les relations que la Turquie entretient avec ses principaux fournisseurs, la Russie, l'Iran et l'Azerbaïdjan. Dans un troisième chapitre, nous regarderons comment la Turquie pourrait bénéficier des nouvelles découvertes d'hydrocarbures en Méditerranée orientale et au Nord de

---

<sup>4</sup> Voir annexe n°1, entretien n°24.

<sup>5</sup> Voir annexe n°1, entretien n°25.

l'Irak. Nous montrerons l'ingérence des grandes puissances, notamment des États-Unis, dans la politique énergétique de la Turquie et en quoi les évolutions des dernières années témoignent de l'affirmation d'une identité politique turque indépendante de ses alliances traditionnelles.

## **CHAPITRE 1 : Approche de la géopolitique de l'énergie en Turquie**

Une approche globale des enjeux énergétiques mondiaux s'impose comme préambule de cette étude. Dans ce chapitre introductif, nous définirons d'abord les grandes notions et les principaux enjeux que présentent la géopolitique de l'énergie, puis nous regarderons comment ces enjeux se traduisent à l'échelle de la Turquie, ainsi que la politique énergétique mise en place par le gouvernement pour y répondre. Enfin nous nous interrogerons sur les facteurs historiques et géographiques qui ont permis à la Turquie de devenir un "hub énergétique".

### **I) L'énergie comme outil de pouvoir : définition des notions fondamentales**

#### **A) Qu'est-ce que la "sécurité énergétique" ?**

Pourquoi l'énergie représente-t-elle un enjeu ? Le terme d'"enjeu" comprend les notions de risque et de compétition. Dans le cas de l'énergie, nous sommes face à une demande qui augmente mais dont les ressources qui permettent de la produire existent en quantité limitée. L'accès à l'énergie représente donc un risque, celui d'une pénurie potentielle, et fait l'objet d'une compétition entre les états pour assurer leur approvisionnement. Cette double caractéristique fait de l'accès à l'énergie un enjeu géopolitique par excellence.

#### ***1) Les grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle : l'augmentation de la demande en énergie fossile et le changement climatique***

Les enjeux énergétiques répondent aux mêmes problématiques quelle que soit l'échelle étudiée. La demande mondiale augmente, particulièrement avec le développement économique des pays émergents, les énergies fossiles non renouvelables représentent 80% de la consommation mondiale, ce qui engendre une course pour l'appropriation des ressources et des voies de transit de celles-ci. Dans son rapport de l'année 2013 *Energy Outlook 2030*<sup>6</sup>, la Compagnie britannique British Petroleum (BP) fait le constat que les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) — dont la Turquie est membre — ont atteint leur croissance maximum et que les pays non-membres de l'OCDE représenteront d'ici 2030, presque 93% de la demande en énergie, soit une augmentation de 61% par rapport à 2011. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, (IEA) une hausse de 75%

---

<sup>1</sup> BP Energy Outlook 2030, BP Statistical Review, Janvier 2013, (<http://www.bp.com/en/global/corporate/about-bp/statistical-review-of-world-energy-2013.html>)

de la consommation mondiale d'électricité est à prévoir entre 2007 et 2030<sup>7</sup>. D'ici 2020, la Chine et l'Inde, avec leurs développements économiques et démographiques extrêmement rapides, consommeront plus d'un tiers des ressources mondiales.

Dans le mix énergétique mondial, le gaz est amené à devenir la première énergie fossile consommée. Le gaz est facilement transportable, notamment avec le développement du gaz naturel liquéfié (LNG), et moins polluant que les autres énergies fossiles. *L'International Energy Outlook 2013*, estime que la consommation mondiale totale de gaz naturel augmente de 1,7% en moyenne par an. Elle était de 113 trillion de mètres cubes (m<sup>3</sup>) en 2010 et est estimée à 132 trillion d'ici 2020, et 185 trillion en 2040.<sup>8</sup> L'utilisation du pétrole déclinera d'ici 2018, cependant il représente encore 32% de la consommation mondiale en énergie et reste un enjeu majeur, en tant que principal combustible pour le secteur des transports. Avec plus de 1,3 milliards d'habitants, la Chine se pose comme acteur majeur dans la course aux ressources, on estime qu'elle sera la première consommatrice mondiale de pétrole d'ici 2025<sup>9</sup>.

Or les énergies fossiles ont la particularité d'être limitées et polluantes, ce qui augmente le facteur risque. Leur utilisation croissante depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est en majeure partie responsable du changement climatique. Au cours des dernières décennies, on assiste à une prise de conscience des conséquences écologiques qu'elles engendrent pour la planète et pour la qualité de vie des générations actuelles et à venir. De nombreuses initiatives ont été mises en place, on peut citer les *Sommets de la Terre*, à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui rassemble tous les dix ans les dirigeants du monde entier et qui a donné naissance au *Programme des Nations Unies pour l'Environnement*. On remarque l'essor des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) pour la protection de l'environnement, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre le nucléaire, etc. Cependant les pays du sud, qui vont devenir les plus gros consommateurs dans les prochaines décennies, réclament leur droit au développement. Ils mettent en avant le coût très élevé des infrastructures respectant les normes environnementales et des moyens techniques qu'ils nécessitent et rappellent aux pays industrialisés leur part de responsabilité dans la situation environnementale actuelle.

---

<sup>7</sup> "Key World Energy Statistic 2012", *International Energy Agency*, (<http://www.iea.org/publications/freepublications/publication/kwes.pdf>)

<sup>8</sup> "Annual Energy Outlook 2013", *US Energy Information Administration*, April 2013, ([http://www.eia.gov/forecasts/aeo/pdf/0383\(2013\).pdf](http://www.eia.gov/forecasts/aeo/pdf/0383(2013).pdf))

<sup>9</sup> CHOW, Edward C., "Emerging threat of resources wars", *CSIS*, June 2013, [www.csis.org](http://www.csis.org)

## ***2) La sécurité énergétique : élément central des politiques énergétiques des états***

La géopolitique comme discipline entend appréhender les rivalités de pouvoir autour d'enjeux sur un territoire. Si l'on s'attache à cette définition, l'énergie — plus particulièrement les énergies fossiles, qui sont non-renouvelables et les plus consommées — représente un enjeu géostratégique de premier ordre pour les gouvernements. Les énergies fossiles étant inégalement réparties sur l'ensemble de la planète, les pays consommateurs d'hydrocarbures ne disposent pas toujours de ressources sur leur territoire. C'est le cas des pays d'Europe qui importent la quasi-totalité de sa consommation d'hydrocarbures. Cela confère aux pays producteurs un pouvoir fort face auxquels les pays importateurs se trouvent dans une posture de vulnérabilité. L'exemple de la guerre du gaz entre la Russie et l'Ukraine entre 2006 et 2009 illustre cette dépendance énergétique et la vulnérabilité des états importateurs. La notion de "sécurité énergétique" prend ici toute sa signification. Il s'agit de diversifier le mix énergétique au niveau national et les origines d'importation d'hydrocarbure afin de ne pas dépendre d'un acteur unique. Cela permet également de négocier le prix d'achat des ressources en mettant en avant le principe de concurrence. Nous retrouverons cette stratégie dans la politique énergétique de l'Union européenne qui souhaite réduire sa dépendance vis-à-vis la compagnie nationale Gazprom, qui détient le quasi-monopole du secteur gazier russe.

La sécurité énergétique ne se conçoit pas de la même façon si un pays est producteur ou consommateur. Pour les pays producteurs, leur économie dépend le plus souvent majoritairement du secteur énergétique, c'est le cas de l'Irak pour lequel 95% de son économie repose sur ses exportations pétrolières<sup>10</sup>. Les pays producteurs ne pouvant plus exporter leurs hydrocarbures se retrouvent dans une situation d'asphyxie économique. L'Iran, qui est sous embargo international depuis bientôt trente ans, connaît d'importantes difficultés économiques. En revanche, l'Allemagne importe la quasi-totalité de son gaz à la Russie mais ne se perçoit pas comme vulnérable vis-à-vis de celle-ci, sa sécurité énergétique étant assurée puisqu'elle est capable de répondre à la demande du pays.

---

<sup>10</sup> "Iraq", *US Energy Information Agency*, 2013, p.1.

### ***3) Le savoir technique comme moyen de domination***

La problématique de la dépendance des pays consommateurs aux pays producteurs relève en fait d'une réalité plus complexe. Les ressources d'hydrocarbures ont été découvertes par les pays occidentaux à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les premières découvertes massives de pétrole se situent principalement en Iran, en Irak et en Syrie. Ces nations, formées après la chute de l'Empire Ottoman par les puissances occidentales en fonction de la répartition de leurs intérêts stratégiques, ne disposaient pas des connaissances techniques pour exploiter leurs ressources nationales. Les compagnies occidentales ont construit l'ensemble des infrastructures de forage, d'exploitation et de raffinement, et se sont départagées les bénéfices de l'exploitation des gisements de pétrole. Aujourd'hui encore l'accès à la technique reste un facteur de dépendance pour de nombreux pays producteurs d'hydrocarbure, ce sont les entreprises étrangères détentrices du savoir technique qui viennent exploiter les ressources. Cette question de la dépendance au savoir technique ne concerne pas seulement l'exploitation des énergies fossiles, elle concerne toutes les formes d'énergie, du nucléaire aux énergies renouvelables. C'est notamment le cas de la Turquie qui fait appel aux entreprises étrangères pour la construction de centrales nucléaires ainsi que pour le développement des énergies renouvelables. Or l'importation du savoir et des moyens techniques entraîne une augmentation du coût financier. Ce dernier est également un facteur de dépendance du fait qu'il induit un recours aux investissements extérieurs. Les enjeux de l'accès à l'énergie sont multiples, ainsi que les dépendances qu'ils engendrent.

### **B) L'énergie et le territoire**

La notion de territoire est un élément essentiel à prendre en compte pour la compréhension des enjeux relatifs à l'énergie. La localisation des ressources et le transport de celles-ci ne peuvent pas être appréhendés sans prendre en compte le territoire et ses caractéristiques géographiques.

#### ***1) Upstream, la localisation des ressources***

La situation géographique et géologique détermine la facilité d'accès au gisement et par là-même son coût financier pour l'exploitation des ressources. Que les gisements se trouvent en *on-shore*, c'est-à-dire sur terre, ou en *off-shore*, en mer, les techniques de forage et d'exploitation diffèrent et peuvent influencer le choix de la compagnie selon ses capacités techniques et financières. La localisation géographique, dans le cas de nouvelles découvertes

peut provoquer des luttes de pouvoir entre les habitants qui défendent leurs lieux de vie et l'histoire de leur territoire, et les compagnies privées ou étatiques qui veulent tirer profit des ressources. Cette remarque ne s'applique pas seulement aux énergies fossiles mais à toutes les sortes de production d'énergie qui nécessitent la construction d'infrastructures importantes. Actuellement à l'échelle internationale, on assiste à des mobilisations de plus en plus fréquentes des populations contre la mise en place de nouvelles infrastructures sur leur territoire. Une des raisons les plus évoquées est celle de la préservation de l'environnement, mais aussi de l'histoire et de l'identité géographique d'un territoire.

## ***2) Le transport de l'énergie et la sécurité du territoire***

L'énergie peut être produite et consommée sur place ou être transportée vers des marchés extérieurs. Pour cela, les ressources doivent traverser des territoires pour se rendre d'un point A à un point B. Si les voies d'accès sont bloquées, le pays exportateur ne bénéficie plus de sa rente commerciale, quant à l'importateur il peut souffrir un déficit énergétique qui risque d'endommager son économie. Comme pour la localisation des ressources, la géographie est à prendre en considération. Si le transport se fait par pipeline terrestre ou maritime, qu'il traverse une plaine ou un paysage montagneux, les caractéristiques du territoire influenceront le coût final de la marchandise. Le transport d'hydrocarbure ne se fait pas uniquement par pipeline, il se fait aussi par tanker : le gaz naturel liquéfié ou le pétrole sont stockés dans des barils ou des bonbonnes et sont transportés par camions, trains ou bateaux. Les lieux de passages de ceux-ci sont le plus souvent des points névralgiques de transit : le détroit d'Ormuz, le Canal de Suez, les détroits turcs, ainsi que les zones frontalières. De fait, le commerce des ressources énergétiques dépend de la conjoncture politique des territoires traversés. Prenons l'hypothèse d'une escalade de tensions avec l'Iran, la fermeture du détroit d'Ormuz altérerait considérablement le commerce mondial d'hydrocarbures. En Turquie, particulièrement au Sud-Est du pays, la sécurité du territoire est un problème récurrent. Le pipeline Kirkouk-Ceyhan, qui prend sa source en Irak et traverse des territoires où vivent une large majorité de kurdes — population en conflit avec le gouvernement central depuis plus de trente ans — est régulièrement endommagé par des attentats ou des sabotages, ce qui diminue le flux de pétrole. Les données démographiques et sociales du territoire de transit sont indissociables de la notion de sécurité énergétique. Cette dernière s'applique de la même manière pour le secteur de l'électricité, ses lieux de production, ses réseaux de distribution et de transmission.

### ***3) Qu'est-ce qu'un "hub"***

Le terme anglais *hub* signifie "moyeu" en français, il désigne la partie centrale d'une roue. L'image parle d'elle-même, un "hub" énergétique est la partie au centre d'un système et en permet le fonctionnement. La Turquie est qualifiée de "hub", de "corridor énergétique" et de "territoire de transit". Selon la définition de Cenk Pala<sup>11</sup>, un pays qui se définit comme "hub" doit anticiper sa propre consommation et les projections des années à venir, ainsi que celles des marchés visés par le transit d'hydrocarbures. Cela implique de disposer de l'ensemble des infrastructures nécessaires au commerce de l'énergie, c'est-à-dire de raffineries, d'usines de transformation, de terminaux pétroliers et gaziers, et d'un réseau de transport d'hydrocarbure développé. Contrairement aux termes de "corridor" et de "transit" qui désignent un simple passage, le terme de "hub" renvoie à la mise en place d'un système complexe qui émane d'une politique d'état. Sa position géostratégique centrale pourrait donc permettre à la Turquie de devenir un "état-pivot", c'est-à-dire être un élément indispensable pour la périphérie et un centre de pouvoir autour duquel s'articulent les pôles qui l'entourent.

### **C) L'identification des acteurs et l'opacité du secteur**

Les deux notions clefs de l'analyse géopolitique sont celle du territoire, que nous avons abordé ci-dessus, et celle des acteurs, que nous allons développer dans cette partie. Nous nous concentrerons principalement sur le secteur des hydrocarbures.

#### ***1) Appréhender le fonctionnement du secteur de l'énergie***

De nombreuses questions se posent. Comment se décident les accords pétroliers et gaziers entre les pays producteurs, les compagnies exploitantes et les pays consommateurs ? Quelle est la nature exacte de ces arrangements ? Quel pouvoir ont les États sur ces entreprises multinationales ? Pour comprendre le fonctionnement du secteur de l'énergie et du marché des hydrocarbures, il est impératif d'en connaître les acteurs. Comme tous les secteurs stratégiques qui comprennent des enjeux financiers d'envergure, notamment le marché de l'armement, le secteur pharmaceutique ou encore l'industrie chimique, une certaine opacité

---

<sup>11</sup> Annexe n°1, entretien n°24.



englobe le fonctionnement de ces secteurs d'activité. Notons que les compagnies pétrolières et gazières s'imposent comme les plus grosses capitalisations boursières de la planète<sup>12</sup>.

Frédéric Tonolli, auteur de *L'inavouable histoire du pétrole, le secret des sept soeurs* analyse comment, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, Les *Sept soeurs* — nom donné par le président de l'entreprise italienne ENI pour désigner l'accord officieux qui réunit les grandes compagnies pétrolières — ont contrôlé l'ensemble des réserves d'hydrocarbures de la planète. Comme le montre Carola Hoyos, dans son article "The news seven sisters"<sup>13</sup>, publié en 2007 dans le *Financial Times*, aujourd'hui les *Sept soeurs* se sont multipliées et ne sont plus exclusivement occidentales, celles issues des pays dits du "sud" sont d'ailleurs en train de détrôner les entreprises occidentales. Il s'agit des compagnies Amarco d'Arabie Saoudite, Gazprom de Russie, CPNC de Chine, NIOC d'Iran, PDVSA du Venezuela, Petrobras du Brésil et Petronas de Malaisie<sup>14</sup>. Elles contrôlent presque un tiers de la production mondiale de gaz et de pétrole et plus d'un tiers des réserves mondiales, comparé au 10 % que détiennent les anciennes *Sept soeurs* — réduites au nombre de quatre dans les années 1990 : les compagnies américaines Exxon Mobile et Chevron, britannique BP et néerlandaise Royal Deutch Shell. L'IEA a calculé que 90% de l'approvisionnement futur proviendrait des pays émergents<sup>15</sup>.

Au cours d'un entretien, le Dr Cenk Pala<sup>16</sup> m'a fait remarquer que ce sont les mêmes entreprises qui exploitent les ressources dans les différents endroits du monde. Selon ses termes, le "timing" est une donnée essentielle pour comprendre le fonctionnement du marché. Cela signifie que les compagnies organisent l'exploitation des ressources dans différents endroits du monde en fonction de leurs intérêts propres. Les exploitations en Mer Caspienne représentent un coût très élevé dû à la difficulté d'accès aux ressources, contrairement aux ressources irakiennes qui sont facilement exploitables. Or si les entreprises exportent à bas prix les ressources irakiennes avant celles de la Mer Caspienne, leurs investissements pour l'exploitation de la Mer Caspienne ne seront plus rentables. Il est donc primordial pour les compagnies de coordonner les mises en vente des exploitations selon leurs coûts respectifs. En d'autres termes, ce sont les compagnies pétrolières et gazières qui contrôlent l'ensemble du marché des hydrocarbures avec un manque de transparence notable.

---

<sup>12</sup> FB Bourse.com : <http://www.fb-bourse.com/classement-compagnies-petrolieres-2010/>

<sup>13</sup> Carola Hoyos, "The New seven sisters", *Financial Times*, March 2007

<sup>14</sup> *id.*

<sup>15</sup> *id.*

<sup>16</sup> Voir annexe n° 1, entretien n° 24.

## *2) Les acteurs annexes aux compagnies pétrolières et gazières*

En dehors des compagnies pétrolières et gazières, il existe une nébuleuse d'acteurs. On peut se demander quels sont les acteurs qui conduisent les recherches scientifiques, géologiques, produisent les rapports, fixent les prix du marché ? Qui achète les ressources, les revend, les distribue ? Quels liens entretiennent les États avec ces compagnies ? Ces dernières sont souvent des multinationales par la multiplication et la diversification de leurs actionnaires. On assiste également à la multiplication des filiales et des secteurs d'activité. Le marché de l'énergie ne se résume pas aux hydrocarbures, il comprend aussi toutes les autres formes d'énergie, le charbon, le nucléaire, les énergies renouvelables, le secteur de l'électricité ; chacun composé d'une multitude d'acteurs et de sous-secteurs. Le secteur de l'énergie comprend également toutes les recherches en amont de la production d'énergie et de l'extraction des ressources. Il faut notamment citer les compagnies de prospection et de forage pour la recherche des hydrocarbures, comme Schlumberger, Technip ou Halliburton. La prospection de nouvelles ressources relève du domaine de la géomorphologie et demande des connaissances scientifiques très élaborées et des moyens financiers d'envergure. Citons également les acteurs qui s'occupent de la construction des infrastructures énergétiques, c'est-à-dire la conception et la réalisation technique de tous les mécanismes nécessaires à la production d'énergie (Alstom par exemple). Un autre secteur lié à l'énergie est celui, florissant, des cabinets de consulting et d'analyse de risque (Deloitte, Risk&Co) qui travaillent indépendamment ou non des grandes entreprises. Ils fournissent des rapports sur l'état des ressources et des infrastructures, ainsi que sur les risques politiques et économiques des pays dans lesquels les entreprises énergétiques sont implantées.

Avec la libéralisation de l'économie mondiale, on assiste à une complexification du marché due à deux phénomènes simultanés que sont la multiplication des acteurs privés et le désengagement de l'État au sein des secteurs de transports, de l'industrie, de l'électricité, de la production d'énergie qui étaient auparavant exclusivement gérés au niveau national. Le dénombrement des acteurs et l'opacité du secteur énergétique rendent difficile l'accès à l'information et constituent un obstacle pour la recherche.

## **II) État des lieux de la situation énergétique : à quels enjeux la Turquie est-elle confrontée ?**

L'étude de la géopolitique de la Turquie dans son environnement régional ne se conçoit pas sans l'analyse de ses problématiques nationales. Nous regarderons donc les enjeux énergétiques auxquels la Turquie est confrontée et les moyens qu'elle propose pour y répondre.

### **A) La Turquie : seconde croissance mondiale en demande d'énergie**

#### ***1) Causes et dynamiques internes***

Le rappel des facteurs démographiques, sociaux et économiques de la Turquie, ainsi que caractéristiques géographiques et historiques permettent de dresser un tableau du pays qui constitue l'objet de cette recherche.

##### **a) Situation démographique et sociale**

La Turquie compte environ 75 millions d'habitants, on estime son développement démographique à 82,6 millions d'habitants en 2015. La densité de population est de 94 habitant au km<sup>2</sup> mais elle est très inégalement répartie sur le territoire. La capitale Ankara compte seulement 4 millions d'habitants alors que la ville d'Istanbul compte 11,5 millions d'habitants. Izmir, située sur la côte égéenne, est la troisième plus grosse ville de Turquie, avec 2,8 millions d'habitants<sup>17</sup>. C'est autour de ces trois villes, situées à l'Ouest du pays, que la majeure partie de l'activité économique du pays est concentrée. Entre l'Ouest et l'Est de la Turquie, il existe de grosses disparités en termes de développement économique et industriel, de densité de population, de taux de fécondité et d'alphabétisation de la population. La région du sud-est de l'Anatolie, majoritairement peuplée de kurdes, présente les plus bas indices de développement. Cette minorité représente environ 20% de la population nationale, soit entre 12 et 15 millions de kurdes, et est au cœur d'un conflit qui l'oppose depuis près d'un siècle au gouvernement turc<sup>18</sup>. Les autres minorités : arméniens, grecs, alévis, turkmènes, assyriens, représentent environ 12% de la population, les turcs environ 70%. Le pays compte environ 96% de musulmans, 0,6% de chrétiens et 3% d'autres

---

<sup>17</sup> BAZIN, Marcel, DE TAPIA, Stéphane, *La Turquie : géographie d'une puissance émergente*, Armand Collin, 2012, Paris, pp. 3-11.

<sup>18</sup> BOZARSLAN, Hamit, *Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, Paris, 2009, 172 p.

confessions. Les disparités régionales et les conflits qui opposent les minorités au gouvernement central sont à regarder à la lumière de l'histoire de l'Empire ottoman et de la naissance de la Turquie comme État-nation. La République de Turquie s'est fondée sur une idéologie unitaire de la nation, c'est-à-dire sur une unité territoriale, ethnique, linguistique et religieuse, or elle est héritière d'un empire multiculturel, multiethnique et multilinguistique<sup>19</sup>. La négation de la diversité des identités présentes sur le territoire turc soulève aujourd'hui des tensions politiques et sociales.

#### b) Un développement économique rapide

Le gouvernement turc a longtemps mené une politique économique protectionniste. Dans les années 1980, Turgut Özal, d'abord ministre des finances puis Président de la République, fait entrer la Turquie dans l'ère de l'économie mondiale en adoptant les principes de l'économie libérale et en ouvrant son pays aux investissements étrangers. La fin des années 1980 correspond à l'arrivée du gaz dans les grandes villes (Istanbul, Ankara, Izmir)<sup>20</sup>. Depuis la Turquie a connu un développement rapide et est aujourd'hui la 15e économie mondiale. Elle enregistre un PIB (en parité nominale) de 789 milliards de dollars pour l'année 2012<sup>21</sup>, le secteur des services représente 63,7% du PIB, le secteur de l'industrie 26,6% et le secteur de l'agriculture 9,6%. Le secteur de l'énergie ne représente que 2% du PIB mais est devenu un enjeu décisif dans le développement économique de la Turquie. C'est un secteur privilégié d'investissement pour les entreprises privées turques et pour les investissements directs extérieurs (IDE). Les plus grosses entreprises turques ont massivement investi dans ce secteur au cours de ces dernières années. Si l'on regarde les entreprises comme Koç, Sabanci, Alarko, Dogan, le secteur de l'énergie occupe aujourd'hui la première ou la seconde place dans leur domaine d'activité alors qu'il était quasi inexistant il y a une dizaine d'années<sup>22</sup>. Le développement économique de la Turquie a vu naître l'avènement d'une classe moyenne consommatrice, dont une grande partie est issue de l'exode rural et s'installe dans les villes nouvelles d'Anatolie. La Turquie est aujourd'hui considérée comme une puissance émergente, par son poids démographique mais aussi par sa croissance et son développement économique.

---

<sup>19</sup> MANTRAN, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989, 810 p.

<sup>20</sup> Voir annexe n°1, entretien n°22.

<sup>21</sup> Données de la Banque Mondiale

<sup>22</sup> "Notes sur les entreprises turques", *Service Économique Régional de l'Ambassade de France à Ankara*, Juillet 2012.

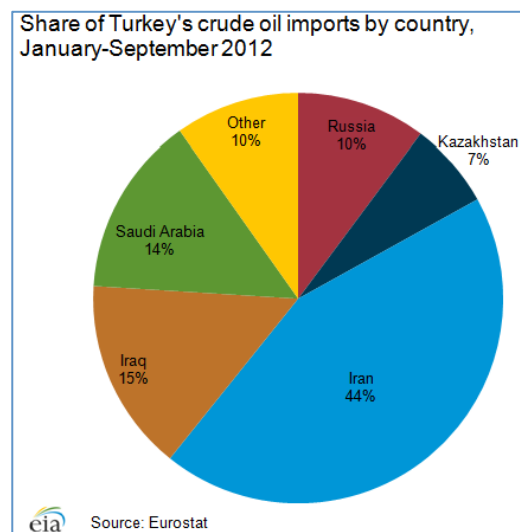
## 2) Données chiffrées sur la production et la consommation nationale

### d'énergie

En 2012, la Turquie était le premier pays de l'OCDE en termes de croissance énergétique et le second au niveau mondial après la Chine. Selon l'IEA, la consommation d'énergie en Turquie devrait doubler au cours des prochaines décennies, ainsi que sa consommation d'électricité. Regardons les données chiffrées qui reflètent sa consommation, sa production nationale en matières premières et les volumes qu'elle importe pour répondre à cette demande croissante. Cela nous permettra de connaître le niveau de sa dépendance énergétique qui s'accroît simultanément à l'augmentation de la demande nationale.

L'augmentation massive de la consommation d'énergie en Turquie accroît considérablement sa dépendance aux énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) qui représentent la majorité de sa consommation. Le charbon reste une ressource essentielle dans la production d'électricité en Turquie, en 2011 elle en a consommé 109 millions de tonnes. Malgré le fait qu'elle exploite 3,3 millions de tonnes par an de charbon pour des réserves estimées à 1,2 milliards de tonnes, la Turquie importe plus de 90% du charbon qu'elle consomme, il provient majoritairement de la Russie, d'Australie et des États Unis<sup>23</sup>. La Turquie est le huitième importateur de charbon au monde pour l'année 2012<sup>24</sup>. Elle

produit également 55 millions de tonnes de lignite (dérivé du charbon extrêmement polluant) pour des réserves estimées à 8,3 milliards de tonnes<sup>25</sup>. En 2011, la consommation de pétrole en Turquie était en moyenne de 706 000 barils par jours. Ses ressources nationales s'élèvent en moyenne entre 50 000 et 70 000 barils par jour, ce qui représente environ 8% de sa consommation nationale. Elle importe plus de 90% de sa consommation totale de pétrole. En 2012, 44% provenant d'Iran, 15% d'Irak, 14% d'Arabie Saoudite, 10% de Russie, 7% du



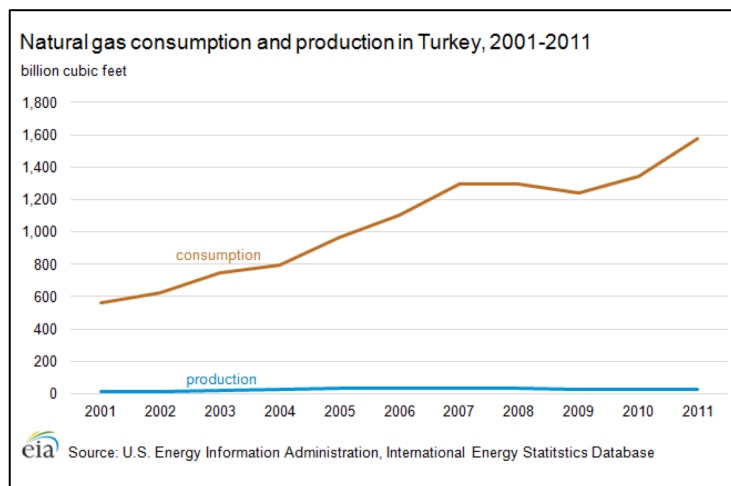
Kazakhstan et 10% d'origines diverses, comme le montre le graphique ci-dessus<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> "Turkey", *US Energy Information Administration*, 2013, p. 14.

<sup>24</sup> "Key World Energy Strategy 2013", *International Energy Agency*, p.15

<sup>25</sup> BAZIN, Marcel, DE TAPIA, Stéphane, *La Turquie : géographie d'une puissance émergente*, Armand Colin, Paris, 2012, 335 p.

<sup>26</sup> "Turkey", *op. cit.*, p. 2.



En ce qui concerne le gaz naturel, la consommation totale de la Turquie pour l'année 2012 était de 46 milliards de m<sup>3</sup> (mmc)<sup>27</sup>. En 2011, la Turquie a produit 764 millions de m<sup>3</sup> de gaz de ses ressources nationales, elle importe donc la quasi-totalité du gaz consommé, dont 58% en provenance de la Russie, 19% de

l'Iran, 9% d'Azerbaïdjan, 9% d'Algérie, 3% du Nigéria, et 2% de LNG d'origines diverses. La même année, la consommation de gaz de la Turquie a dépassé sa consommation en pétrole et en charbon<sup>28</sup>. Selon le rapport de l'année 2013 de l'IEA, la Turquie est le cinquième pays au monde comme importateur de gaz naturel<sup>29</sup>. Cet ensemble de chiffres nous montre que le gaz naturel est devenu la première source d'énergie consommé en Turquie (voir graphique ci-dessus<sup>30</sup>). Ce sont les raisons pour lesquelles ce mémoire de recherche s'articule autour des gazoducs TANAP et TAP qui approvisionneront la Turquie et les pays européens.

### 3) Focus sur le secteur de l'électricité

Aujourd'hui l'électricité représente la part la plus importante de la consommation totale d'énergie, avant le secteur industriel et celui des transports<sup>31</sup>. L'augmentation de la demande en électricité en Turquie est estimée au plus bas à 6,5% et au plus haut à 7,5% par an. En 2012, la Turquie a consommé 227 milliards de KWh, elle serait amenée à en consommer 433,9 milliards en 2020<sup>32</sup>, soit quasiment le double en moins de dix ans. La capacité électrique installée est passée de 31 846 MW en 2002 à 57 071 MW en 2012, dont plus de 60% représentent des centrales thermiques et plus de 30% des centrales hydrauliques<sup>33</sup>. Le schéma<sup>34</sup> ci-dessous, nous montre le détail de la capacité installée par

<sup>27</sup> Site du Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles : <http://www.enerji.gov.tr>

<sup>28</sup> "Turkey", *op. cit.*, p. 8.

<sup>29</sup> "Key World Energy Statistics 2013", *op. cit.*, p.13.

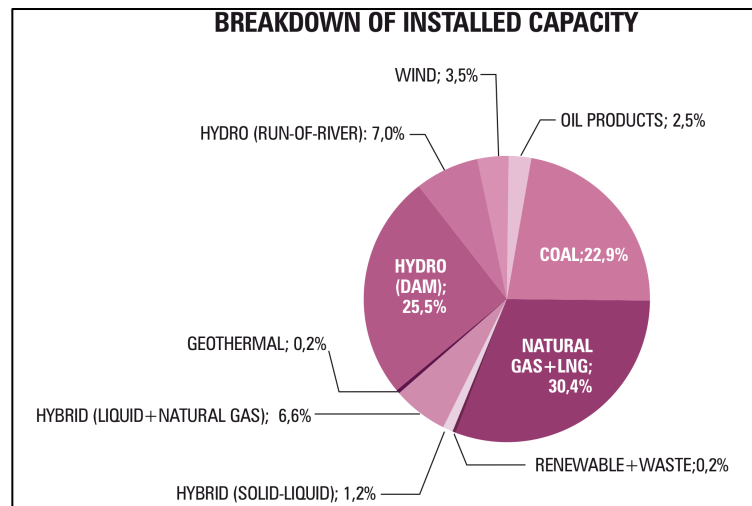
<sup>30</sup> "Turkey", *op. cit.*, p. 8.

<sup>31</sup> *ibid.*, p. 35.

<sup>32</sup> "Turkish Energy Market", EMRA, 2012, p.15.

<sup>33</sup> "Brief Status Report", EUAS, 2012, p.7

type de ressources pour l'année 2012. Étant donné que le volume d'électricité produit augmente, il est nécessaire de développer le réseau de transport et de distribution de l'électricité, d'autant que le réseau électrique atteint désormais les régions de la Turquie qui étaient auparavant mal desservies, notamment la



partie Est de la Turquie. En 2009, la Turquie disposait de 45 000 km de réseaux de transport de l'électricité, en 2012, elle a atteint 54 000 km<sup>35</sup>.

Hormis tous ces aspects techniques, il est intéressant de relever que le secteur de l'électricité peut également renfermer des conflits de nature géopolitique. Lors d'un entretien à TEIAS, compagnie nationale de distribution d'électricité, mon interlocuteur<sup>36</sup> m'a rapporté que la région administrative de Diyarbakir, à majorité kurde au Sud-Est du pays, ne payait pas environ 25% de sa note d'électricité à l'entreprise nationale de distribution. Il m'a expliqué qu'il s'agissait ici de "pertes non-techniques". Dans le jargon du secteur de l'électricité on parle de pertes "techniques" — liées au transport de l'électricité — et de pertes "non-techniques" — qui désigne le vol d'électricité sur le réseau. Les différentes causes des pertes non techniques sont soit un problème de facturation, soit le fait d'agents corrompus au niveau de l'installation du compteur ou de la relève. Le fait que le gouvernement tolère qu'une région administrative à majorité kurde ne paie pas la totalité de sa note d'électricité laisse à penser qu'il pourrait s'agir d'un arrangement officieux avec les pouvoirs locaux ou avec le pouvoir central. L'électricité servirait-elle à acheter la paix sociale ? C'est l'hypothèse émise par mon interlocuteur lors de l'entretien.

<sup>34</sup> "Turkish Energy Market 2012", *op. cit.*, p. 15

<sup>35</sup> Voir annexe n°1, entretien n°7.

<sup>36</sup> Entretien dont la personne interviewé a demandé à garder l'anonymat

## **B) Comment assurer la sécurité énergétique de la Turquie ?**

La Turquie dispose d'une quantité très faible d'énergie fossile sur son territoire, cependant la majeure partie de sa consommation énergétique repose sur les énergies fossiles qu'elle importe. Cela représente un coût financier de plus en plus important étant donné que l'augmentation de sa consommation. Nous verrons dans cette partie quelle est la politique énergétique du gouvernement turc. Dans le *Strategic plan 2010-2014*<sup>37</sup> du Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles, trois objectifs sont mis en avant pour assurer sa sécurité énergétique : la Turquie doit diversifier son mix énergétique en développant l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables, en diversifiant les origines d'importation des hydrocarbures, et en se positionnant comme pays de transit majeur.

### ***1) Diversification du mix énergétique***

Diversifier le mix énergétique signifie développer différentes sortes de production d'énergie afin de diminuer la dépendance à un seul type de ressources. Aujourd'hui la production d'énergie en Turquie repose majoritairement sur le gaz naturel qu'elle importe. Développer différentes sortes d'énergie, comme l'hydraulique, le nucléaire, les énergies renouvelables permettront à terme de diminuer les importations d'énergies fossiles et de produire de l'énergie à partir de ressources nationales. De plus, la question du changement climatique et des normes écologiques pousse les gouvernements à favoriser le développement des énergies "propres" et l'efficacité énergétique. Dans les énergies propres, on comprend tous les types de production d'énergie qui n'émettent pas de gaz à effet de serre, soit le nucléaire, l'hydraulique, l'énergie solaire, éolienne, géothermique.

#### **a) Optimiser le potentiel hydraulique de la Turquie**

L'hydraulique représente actuellement 24,19% de la production électrique en Turquie<sup>38</sup>. Le potentiel total de production hydroélectrique du pays est estimé à 36 260 MW, la capacité installée en 2012 était de 18 925 MW<sup>39</sup>. La Turquie dispose d'importantes ressources hydrauliques au Nord dans la région de la Mer Noire et à l'Est, avec le bassin hydraulique situé entre le Tigre et l'Euphrate. Actuellement, c'est dans la région de la Mer Noire que l'on dénombre le plus de projets hydroélectriques. Depuis une dizaine d'années,

<sup>37</sup> "Strategic plan 2010-2014", *The Republic of Turkey Ministry of Energy and Natural Resources*, 45 p.

<sup>38</sup> Voir annexe n°1, entretien n°15.

<sup>39</sup> "Brief Status Report", *op. cit.*, p.33.



les conflits entre la population et les compagnies privées au sujet de la construction de nouveaux barrages sont récurrents. Les recherches que j'ai effectuées sur ce sujet m'ont amenée à me déplacer dans la région de la Mer Noire, à Samsun, où j'ai rencontré des ingénieurs de la DSI (Devlet Su Isleri)<sup>40</sup>, institution nationale chargée des projets hydrauliques. Au cours de mon séjour, j'ai pu visiter une centrale hydro-électrique et discuter des problèmes environnementaux générés par les nouvelles centrales dans la région. Les problèmes soulevés par la construction de centrales hydroélectriques concernent paradoxalement les aspects environnementaux. La multiplication de projets hydrauliques sur une même rivière peut provoquer des pénuries d'eau en aval de celle-ci, générant un assèchement des zones agricoles et un déséquilibre de la faune. Ce problème provient en partie du processus de privatisation du secteur énergétique qui a ouvert le marché de l'énergie aux entreprises privées et a favorisé le développement de petites centrales hydroélectriques<sup>41</sup>. Les plus grands barrages restent la propriété de l'État<sup>42</sup>, comme c'est le cas du GAP (Güney Anadolu Projesi) qui comprend 22 barrages et 19 centrales hydroélectriques. Ce dernier a soulevé plusieurs conflits au niveau régional et national<sup>43</sup>. En amont de ces deux fleuves, le GAP réduit considérablement le volume d'eau pour l'Irak et la Syrie qui se trouvent en aval des fleuves. De plus, depuis le début de la construction du projet GAP, des associations kurdes, minorité ethnique majoritaire dans le Sud-Est de l'Anatolie, s'opposent au gouvernement turc sur la réalisation du projet. La construction des barrages implique d'inonder des territoires revendiqués par la minorité kurde comme patrimoine culturel. La ville d'Hassankeyf, dans la région de Diyarbakir, récemment classée patrimoine historique de l'UNESCO, va être submergée par la mise en eau du barrage d'Ilisu. Les mouvements d'opposition kurdes dénoncent une destruction volontaire du patrimoine culturel kurde alors que le gouvernement turc revendique une intégration régionale par des projets de modernisation.

#### b) L'entrée de la Turquie dans l'énergie nucléaire

Depuis 1956, le Secrétariat Général à la Commission à l'Énergie Atomique en Turquie a effectué plusieurs tentatives pour se doter de l'énergie nucléaire. En 2007 la

---

<sup>40</sup> Voir annexe n°1, entretien n°15 et 16.

<sup>41</sup> "Government to ease hydro plants construction for firms", *Hurriyet Daily News*, 04.04.2013.

<sup>42</sup> "Turkey not planning large dam privatization", *Hurriyet Daily News*, 23.07.2013.

<sup>43</sup> DE TAPIA, Stéphane, "Le projet GAP en Turquie : aménagement du territoire, politique intérieure et géopolitique", *CNRS*, Juin 2008.

TAEK (Autorité turque de l'énergie atomique) relance le programme nucléaire de la Turquie et lance un appel d'offre pour la construction de trois centrales nucléaires sur cinq ans. Le gouvernement turc prévoit de faire passer la part de l'énergie nucléaire dans la production nationale d'électricité à un minimum de 8% en 2020 à 20% en 2030<sup>44</sup>. Développer l'énergie nucléaire en Turquie a pour but de réduire sa dépendance énergétique, or si l'on regarde l'origine des financements des projets de centrales nucléaires, on s'aperçoit qu'ils proviennent d'investissements extérieurs, avec des contrats sous forme de Partenariats Publics Privés, les infrastructures ne sont donc pas la propriété de l'État turc. Lorsque la Turquie a lancé un appel d'offre pour la construction des trois centrales nucléaires, le cahier des charges était si incomplet que toutes les compagnies se sont retirées, sauf l'entreprise russe Rosatom. Le projet de la centrale d'Akkuyu, près de la ville de Mersin, a donc été accordé à l'entreprise russe. Celle aurait pu remporter l'appel d'offre pour la construction des trois centrales, mais le gouvernement turc a refusé que la Russie détienne le monopole de sa production nucléaire<sup>45</sup>. Le contrat signé avec l'entreprise russe Rosatom pour la centrale nucléaire d'Akuyyu stipule que l'état turc devra racheter à la Russie l'énergie électrique produite. La Russie assurera le fonctionnement et l'approvisionnement de la centrale en combustible durant toute sa durée de vie et se chargera également du recyclage des déchets. La Turquie s'engage en échange à racheter au moins 50% de l'électricité de la centrale au prix de 0,1235 dollar par kWh et ce durant 15 ans, le reste pouvant être vendu au prix du marché<sup>46</sup>. Le gouvernement turc semble chercher à s'affranchir du monopole russe en matière d'énergie, lequel ne se traduit plus uniquement en importation de gaz naturel mais prend désormais d'autres formes. Pour la seconde centrale nucléaire située à Sinop sur la côte de la Mer Noire, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, le Canada et la France sont en compétition pour répondre à l'appel d'offre<sup>47</sup>. Ce projet, comme celui d'Akkuyu, a engendré une forte protestation de la part de la société civile turque, plusieurs ONG, dont Greenpeace<sup>48</sup>, sont engagées dans un combat contre le développement du nucléaire en Turquie. Ils mettent en avant le fait que la Turquie se trouve sur une zone à la jonction de plusieurs plaques tectoniques et le danger environnemental que cela représente.

---

<sup>44</sup> ÜLGEN, Sinan (dir.), "The Turkish model for transition to nuclear energy II", *EDAM, Center for Economic and Foreign Studies*, December 2012, p. 6.

<sup>45</sup> Voir annexe n°1, entretien n°19.

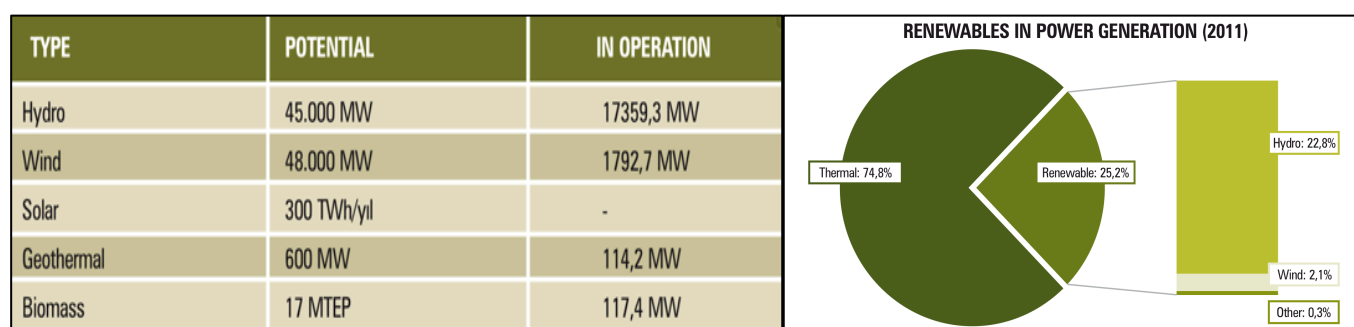
<sup>46</sup> "La centrale russo-turque d'Akkuyu, précurseur d'une nouvelle forme de financement et de gestion du nucléaire civil ?", *IRIS*, 06/04/2012.

<sup>47</sup> "Second nuclear plant accord ready by month's end : Turkish Energy Minister", *Hurriyet Daily News*, 12.03.2013.

<sup>48</sup> Voir annexe n°1, entretien n°3

### c) Développer les énergies renouvelables

À l'horizon 2023, le gouvernement turc prévoit que la part des énergies renouvelables sera à hauteur de 30% dans le mix énergétique turc. Ma rencontre avec M. Erdak Calikoglu<sup>49</sup>, Directeur Général de la Direction Générale des Énergies Renouvelables, organe qui dépend du ministère de l'Énergie, m'a permis d'obtenir des informations précises sur la façon dont l'état turc s'investit dans le soutien aux énergies renouvelables. Il n'existe pas de budget d'état destiné aux énergies renouvelables mais des lois facilitant les investissements des compagnies privées dans le secteur des renouvelables ont été mises en place. Aujourd'hui l'énergie éolienne représente 3,96% du mix énergétique turc, son potentiel total de production est estimé à 48 000 MW, sa capacité installée est de 2 156 MW<sup>50</sup>. Le géothermique, le biogaz et le biofuel constitue 0,6% du mix énergétique<sup>51</sup>. L'énergie solaire n'est pas utilisée en Turquie mais le potentiel estimé est de 380 milliards de KWh. La lecture du tableau ci-dessous<sup>52</sup> indique que les énergies renouvelables ont un potentiel de développement et qu'elles tiendront à l'avenir une place importante dans le mix énergétique turc. Les énergies renouvelables constituent donc un secteur d'investissement attractif pour les entreprises privées. Lors d'un entretien, un professionnel de l'EPDK<sup>53</sup>, Autorité de Régulation du Marché de l'Énergie, m'a signalé que les licences pour la production d'énergie éolienne et solaire avaient fait l'objet de spéculation. En effet, la capacité totale des licences disponibles était de 20 000 MW, or le nombre de licences délivrées s'élevait à 80 000 MW, soit une quantité



quatre fois supérieure à la capacité de production définie pour l'énergie solaire et éolienne. Nous pouvons nous demander qui a racheté ces licences et pourquoi l'EMRA, Autorité de

<sup>49</sup> Annexe n°1, entretien n°13.

<sup>50</sup> "Brief Status Report", *op. cit.*, p.36.

<sup>51</sup> "Brief Status Report", *op. cit.*, p.7.

<sup>52</sup> "Turkish Energy Market", *op. cit.*, p.55

<sup>53</sup> Voir annexe n°1, entretien n°6

Régulation, a délivré une quantité quatre fois supérieure que la quantité réellement disponible. On peut supposer qu'un grand nombre de personnes qui travaillent au sein des entreprises nationales du secteur de l'électricité étaient détenteurs de ces licences.

Ce que j'ai voulu souligner dans cette partie, c'est d'une part, les divers conflits que les questions énergétiques peuvent engendrer au niveau local, on constate une augmentation des mobilisations de la part de la société civile autour de questions territoriales et environnementales. Et d'autre part, les réalisations concrètes de la politique de diversification du mix énergétique avec l'augmentation de la capacité de chacune des énergies énoncées. L'ensemble de ces données nous montre l'envergure de la croissance du secteur en Turquie et la place qui lui est attribuée dans la politique du gouvernement turc. Au cours des six premiers mois de l'année 2013, cent nouvelles centrales sont entrées en opération, augmentant la capacité de production d'électricité de plus de 3000 MW<sup>54</sup>.

## 2) Diversifier ses origines d'importation de gaz et de pétrole

Parallèlement à la diversification de son mix énergétique au niveau national, le gouvernement turc cherche à diversifier les origines de ses importations en énergie fossile. Pour le gaz et le pétrole, la Turquie dépend majoritairement de ses voisins russe et iranien. La diversification des importations permet à un pays de réduire la part de chacun de ses fournisseurs donc de ne plus dépendre d'un acteur unique.

YEARS	RUS. FED. (WEST)	B. STREAM	IRAN	AZERB	ALGER (LNG)	NIGERIA (LNG)	SPOT (LNG)	TPAO	TOTAL
2000	10,082				3,594	704		151	14,531
2001	10,928		114		3,626	1,198			15,866
2002	11,574		660		3,722	1,139			17,095
2003	11,229	1,231	3,461		3,794	1,107			20,822
2004	10,919	3,183	3,498		3,182	1,016			21,798
2005	12,639	4,885	4,248		3,815	1,013		136	26,736
2006	12,038	7,278	5,594		4,211	1,099		87	30,307
2007	13,565	9,188	6,054	1,258	3,255	1,396	1,117	40	35,873
2008	13,156	9,806	4,113	4,580	4,220	1,017	333	895	38,120
2009	7,680	9,527	5,253	4,960	4,486	903	259		33,068

<sup>54</sup> "100 news power plants come into operation", *Hurriyet Daily News*, 19.07.2013.

À la lecture de ce tableau<sup>55</sup>, on s'aperçoit que les nouveaux contrats ont permis à la Turquie de réduire peu à peu sa dépendance vis-vis de la Russie et l'Iran, qui sont ses deux principaux fournisseurs de gaz et de pétrole. L'importation de gaz en provenance d'Azerbaïdjan à partir de l'année 2007 constitue un apport significatif dans la diversification des origines d'importation. Le contrat signé avec l'Azerbaïdjan a permis à la Turquie de renégocier le prix d'importation du gaz russe. Le prix d'achat de 1000 m<sup>3</sup> de gaz par la Turquie à l'Azerbaïdjan est de 350 dollars, 406 dollars à la Russie et 500 dollars à l'Iran<sup>56</sup>. En Janvier 2013, le gouvernement turc renouvelait son contrat avec l'Algérie pour l'importation de 4 mmc par an de LNG pour une durée de dix ans, dont le volume sera amené à doubler dans les années à venir<sup>57</sup>. Dans cette dynamique de diminuer sa dépendance aux importations d'hydrocarbures, le gouvernement turc a lancé en 2008, une campagne de prospection d'hydrocarbure sur l'ensemble du territoire turc. Trois millions de m<sup>3</sup> de gaz ont été découverts dans la région de Marmara, dont l'exploitation permettra de couvrir 3 à 5% de la demande nationale, les recherches se poursuivent dans le Golfe de Saros, en Mer Egée et en Mer Noire. Des recherches pour la découverte de gaz de schiste sont menées en Anatolie Centrale et dans le Sud-Est de la Turquie<sup>58</sup>. Le pétrole fait également l'objet de prospection dans le Sud-Est<sup>59</sup> de la Turquie et dans la région de la Mer Noire<sup>60</sup>.

### **C) Les acteurs du secteur de l'énergie en Turquie**

Comment fonctionne le secteur énergétique en Turquie ? Quelles sont les institutions étatiques qui le régissent ? Comment ce secteur a-t-il évolué depuis l'entrée de la Turquie dans l'économie libérale ?

#### ***1) Les institutions étatiques***

Le Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles a été créé en 1963, il est dirigé par le Ministre Taner Yildiz depuis le 1er Mai 2009. Ce ministère détermine la stratégie énergétique nationale. Comme l'énonce le *Strategic Plan 2010-2014*, le but principal est d'assurer la sécurité énergétique de l'État turc tout en contribuant à la croissance économique

---

<sup>55</sup> "Strategic plan 2010-2014", *op. cit.*, p.26.

<sup>56</sup> Voir annexe n°1, entretien n°4.

<sup>57</sup> "Prolongement d'un accord gazier avec l'Algérie, en attendant Nabucco", *Leblogfinance*, 05.01.2013.

<sup>58</sup> "Turkey looks to realise its huge shale gas potential", *Hurriyet Daily News*, 19.06.2013.

<sup>59</sup> "Turkish firms find oil in southeastern well", *Hurriyet Daily News*, 02.09.2013.

<sup>60</sup> "Turkey revives hopes on Black Sea sources", *Hurriyet Daily News*, 06.06.2013.

nationale. Il s'attache également à développer les ressources naturelles présentes sur le territoire turc. Les trois institutions<sup>61</sup> qui lui sont directement rattachées sont significatives de l'importance que revêt la sécurité énergétique et le développement des ressources nationales pour l'état turc. Il s'agit de la Direction Générale des Recherches Minérales et d'Exploration (MTA) et de l'Autorité Turque de l'Énergie Atomique (TAEK), ainsi que la Direction Générale des Énergies Renouvelables (YEGM). D'autres institutions et compagnies nationales travaillent en coopération avec ce ministère, il s'agit des compagnies du secteur de l'électricité (EUAS, TEIAS et TETAS), la Direction Générale des Entreprises Turques de Charbon (TKI), la compagnie de transport du pétrole et de gaz (BOTAS), la compagnie turque de pétrole (TPAO)<sup>62</sup>. Le Ministère des Eaux et des Forêts, auquel est rattaché la Direction Générale des Travaux Hydrauliques (DSI), qui supervise les infrastructures hydrauliques ; ainsi que le Ministère de l'Environnement et du Développement Urbain travaillent en coopération avec le Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles. Un remaniement du secteur s'est effectué à partir de l'année 2001 avec l'application de la loi 4646, qui s'inscrit dans le cadre de l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne et qui aligne la législation turque sur la législation européenne pour l'ensemble du secteur énergétique. Cette loi de 2001 est à l'origine de la fondation de l'Autorité de Régulation du Marché de l'Énergie (EPDK), institution fondamentale pour comprendre le fonctionnement actuel du secteur de l'énergie en Turquie. Elle supervise l'ensemble des secteurs du gaz, du pétrole et de l'électricité. Cette institution fonctionne de manière indépendante des ministères avec lesquels elle travaille. Son rôle principal est de faire appliquer les lois de régulation et de privatisation, de délivrer les licences pour l'ensemble du secteur énergétique et de contrôler le bon fonctionnement des infrastructures. Elle a un pouvoir coercitif qui lui attribue le droit de sanctionner les entreprises qui ne répondent pas aux normes imposées.

## ***2) La privatisation du secteur***

Depuis l'adoption de la loi 2001 qui concerne la régulation et la privatisation du secteur de l'énergie, une série de lois destinées à rendre compétitif le marché énergétique turc

---

<sup>61</sup> Voir annexe n°2, organigramme du Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles.

<sup>62</sup> "Ministry Organisation", *Ministère de l'énergie et des ressources naturelles*, <http://www.enerji.gov.tr>

ont été votées<sup>63</sup>. Elles imposent la privatisation des compagnies nationales dans le secteur du gaz, du pétrole et de l'électricité. Le processus de privatisation des compagnies nationales a amené un nombre considérable d'entreprises privées turques et étrangères à investir dans le secteur. Les lois n° 4628, 4646 et 5015<sup>64</sup> imposent de séparer la production, le transport et la distribution afin d'abolir tout monopole dans le secteur de l'électricité, du gaz naturel, du pétrole. Dans le secteur de l'électricité, ce processus est largement avancé. L'ancienne compagnie nationale d'électricité (TEAS) a été divisée en trois compagnies : pour la production d'électricité (EUAS), le transport (TEIAS) qui concerne le transport de l'électricité sur les lignes à hautes tensions, et la distribution (TEDAS) qui concerne la distribution de l'électricité au sein des villes. La compagnie de transport de pétrole et de gaz (BOTAS) qui détient la quasi-totalité du réseau de pipeline de la Turquie est en cours de privatisation. Actuellement 11% du réseau a été racheté par diverses compagnies turques (Bosphorus (1.68%), Enerco (5.60%), Avrasya Gaz (1.11%), Ege Gaz (2.04%) et la compagnie néerlandaise Shell (0.56%)<sup>65</sup>. La corporation turque des raffineries de pétrole, Tüpras, conserve 86% de la capacité totale de raffinage en Turquie, avec quatre raffineries en activité et deux en cours de construction. La Compagnie pétrolière turque TPAO ne dispose plus du monopole du marché pétrolier en Turquie. On voit émerger des compagnies privées turques, telles que Calik enerji, Koç ou Sabanci qui ont de nombreuses filiales dans tous les secteurs de l'énergie, de la production pétrolière aux énergies renouvelables<sup>66</sup>. Il existe aussi des joint-ventures comme Genel Energy qui est une entreprise turco-britannique. En Avril 2013, 75% des investissements dans le domaine de l'énergie provenaient du secteur privé<sup>67</sup>.

La collecte de l'ensemble de ces données est le résultat de la lecture quotidienne de la presse turque et de revues spécialisées dans le secteur de l'énergie, mais surtout des recherches et des entretiens réalisés en Turquie au cours du mois de Février 2013 et de mon stage à l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie. Cette approche m'a permis de saisir l'ampleur des enjeux auxquels la Turquie est confrontée face à l'augmentation croissante de sa demande énergétique nationale, ainsi que les moyens politiques, économiques, législatifs

---

<sup>63</sup> "Turkish parliament opens way to oil market liberalization", *Hurriyet Daily News*, 31.05.2013.

<sup>64</sup> "Energy law", <http://www.lexadin.nl/wlg/legis/nofr/eur/lxwetur.htm>

<sup>65</sup> Voir annexe n°1, entretien n°12.

<sup>66</sup> "Energy becomes new love large turkish corporations", *Hurriyet Daily News*, 17.08.2013.

<sup>67</sup> "Private firms to dominate 75 percent of energy : Minister", *Hurriyet Daily News*, 25.04.2013.

et techniques mis en œuvre pour y répondre. Suite à cet état des lieux de la situation énergétique en Turquie et pour parachever ce chapitre introductif, examinons les causes et les facteurs qui ont déterminé la position actuelle de la Turquie comme acteur stratégique dans le commerce des hydrocarbures, malgré l'absence de ressources sur son territoire.

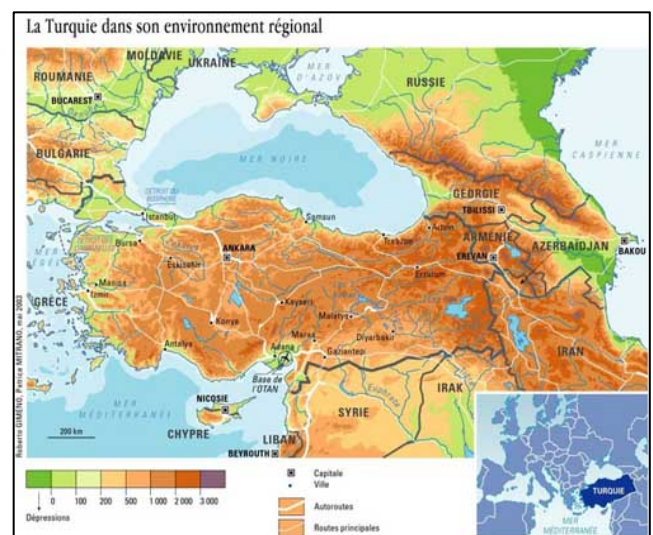
### III) Comment la Turquie est-elle devenue le "hub énergétique de l'Europe"<sup>68</sup> ? (1990-2005)

Toute situation d'un pays à un moment donné est la somme de son histoire et de sa géographie. Dans cette partie, nous rappellerons les grandes caractéristiques géographiques de la Turquie et les dates clefs de sa politique extérieure. Puis nous examinerons les enjeux du Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et du Blue Stream, premiers pipelines qui traversent le territoire turc, qui font directement écho aux problématiques énergétiques qui se posent aujourd'hui avec la construction du TANAP.

#### A) Son positionnement géographique et historique

##### 1) Une position géographique de carrefour

La Turquie fait 780 576 km<sup>2</sup>, le territoire s'étend d'Ouest en Est, avec 3%, soit 23 378 km<sup>2</sup>, sur le continent européen. La Thrace orientale (partie européenne) est séparée de l'Anatolie (partie asiatique) par la mer de Marmara et les détroits du Bosphore à l'Est et des Dardanelles à l'Ouest. Elle est entourée de quatre mers : la mer Méditerranée au Sud, la mer Egée à l'Ouest, la mer Noire au Nord et la mer de Marmara au Nord-Ouest. L'Arménie et l'Azerbaïdjan la séparent de la mer Caspienne, à l'Est. La Turquie est divisée en sept régions : la



<sup>68</sup> CHUVIN, Pierre, « La Turquie : futur Hub énergétique de l'Europe ? », *Revue Tiers Monde*, 2008/2 n° 194, p. 359-370.



région Egéenne, la région de la mer Noire, la région d'Anatolie centrale et d'Anatolie orientale, la région de Marmara, la région d'Anatolie du Sud-Est et la région Méditerranéenne, qui sont subdivisées en quatre-vingt-une provinces. Elle est frontalière de neuf pays : la Grèce et la Bulgarie au Nord-Ouest, Chypre au Sud-Est, la Syrie au Sud, l'Irak et l'Iran au Sud-Est, l'Azerbaïdjan et l'Arménie à l'Est et la Géorgie au Nord-Est. Situé au coeur du continent Eurasiatique, l'aire géopolitique à laquelle la Turquie appartient est difficilement définissable.

La position stratégique d'un pays ne dépend pas seulement de sa géographie, elle évolue simultanément aux transformations des enjeux mondiaux. Les découvertes de gaz non-conventionnel en Amérique du Nord pourraient amoindrir l'intérêt stratégique de la Turquie comme corridor énergétique de l'Europe si les États-Unis et le Canada venaient à exporter leurs ressources sur le marché européen. De même, les ressources de l'Asie centrale, et celles découvertes en Méditerranée orientale et en Irak du Nord pourraient s'exporter vers l'Est. La Chine et l'Inde, avec bientôt trois milliards d'habitants, connaissent une explosion de leur demande en énergie. Dans ce cas, la Turquie ne constituerait plus un territoire géostratégique. Ces deux hypothèses, qu'elles se réalisent ou non, nous montre à quel point le contexte historique, politique et géographique à un instant T est primordial pour appréhender un enjeu stratégique.

## ***2) Un pays traditionnellement occidentaliste qui diversifie ses alliances***

La République de Turquie est fondée en 1923 avec la signature du Traité de Lausanne par Mustafa Kemal Atatürk après une guerre d'indépendance contre les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, qui ont démantelé l'Empire ottoman avec la signature du Traité de Sèvres en 1920. Dès sa fondation, la Turquie se tourne vers l'Occident, politiquement et idéologiquement. Elle est affiliée aux grandes institutions internationales, elle est membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945, adhère à l'OTAN en 1952 et à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) en 1973. Après avoir rejoint le Conseil de l'Europe en Août 1949, elle devient membre associé de la CEE en 1963. Par ailleurs, elle participe à des institutions commerciales et financières dominées par les pays occidentaux : membre fondateur de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) en 1960, elle devient membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995 et du G20 en 1999. Elle participe à l'Union pour la Méditerranée, où elle a obtenu le sixième poste de Secrétaire général adjoint, avec le

portefeuille des transports. Depuis 1999, elle est officiellement candidate à l'Union européenne, dossier encore en cours de négociation aujourd'hui.

Historiquement, la Turquie est donc profondément liée à l'ensemble géopolitique européen, cependant les réticences des membres de l'Union européenne quant à son adhésion l'ont poussée à diversifier ses partenariats politiques. Cela se traduit également au niveau économique, bien que l'Europe reste la principale destination des exportations turques la Turquie se tourne vers d'autres marchés, notamment le Moyen-Orient, les pays de l'ex-URSS, l'Asie et l'Afrique. Quelques dates significatives : en 1969, la Turquie devient membre de l'Organisation de la Conférence Islamique. Depuis 1992, elle est membre de la Coopération Economique de la Mer Noire dont le siège est à Istanbul. L'AKP arrive au pouvoir en 2002 et entame progressivement une politique de rapprochement avec le Moyen-Orient, qui s'est accentuée avec les Révolutions arabes. En 2008, la Turquie signe un traité de coopération avec les six états membres (Arabie Saoudite, Oman, Emirats Arabes Unis, Koweït, Bahreïn, Qatar) du Conseil de Coopération du Golfe. En 2010, un accord est signé pour la mise en place d'une zone de libre-échange entre la Turquie, la Syrie, le Liban et la Jordanie — étant donné les circonstances actuelles, celui-ci n'a pour le moment pas donné suite. La parution de nombreux articles sur le néo-ottomanisme turc ces dernières années témoigne d'une prise de conscience des pays occidentaux de cette nouvelle orientation en termes de politique extérieure.



La multiplication et la diversification des alliances indiquent que la Turquie tend à s'imposer comme puissance régionale à la jonction de plusieurs espaces géopolitiques. La carte ci-dessus donne une bonne visibilité des relations de la Turquie avec les différents ensembles géopolitiques qui l'entourent.

## B) Le tournant de la Guerre froide : la course aux ressources et au contrôle de la région Caspienne

La fin de la Guerre Froide constitue un tournant dans la politique extérieure de la Turquie. Affiliée au bloc occidental par son appartenance à l'OTAN, le rideau de fer l'a séparée pendant plus de quarante ans de ses voisins de l'aire soviétique. L'implosion de l'URSS ouvre ses frontières à l'Est sur les ressources d'hydrocarbures de l'Asie centrale, au Nord aux pays du pourtour de la Mer Noire et à l'Ouest aux pays des Balkans.

## ***1) Le BTC : les débuts du Corridor Sud-Européen***

### **a) Sa signification politique**

Le BTC, doublé du BTE<sup>69</sup>, constitue un tournant dans l'histoire de l'énergie au XX<sup>e</sup> siècle : il permet à l'Europe et aux États-Unis d'importer du pétrole et du gaz, sans passer par la Russie, l'Iran ou les pays du Golfe. Avant la chute de l'Union Soviétique, l'ensemble des réserves d'hydrocarbures de la région du Caucase transitait par l'URSS. En 1991, lorsque l'URSS implose, les compagnies pétrolières occidentales saisissent l'opportunité d'aller exploiter les ressources pétrolières et gazières de la Mer Caspienne, découvertes par les russes mais encore inexploitées, faute de moyens techniques. Les ex-Républiques soviétiques, pour leur part, veulent s'affranchir de la Russie, elles font donc appel aux compagnies occidentales pour exporter leurs ressources sur le marché international sans passer par le territoire russe. Les États-Unis mènent depuis une politique active de soutien politique et économique dans la région du Caucase et de l'Asie centrale. Deux éléments sont révélateurs de l'importance de l'Asie centrale pour le gouvernement américain : le 3 Août 1999, le Président américain Bill Clinton signe *The Silk Road Strategic Act*, "To amend the Foreign Assistance Act of 1961 to target assistance to support the economic and political independence of the countries of the South Caucasus and Central Asia"<sup>70</sup>, ainsi que la création par le Département d'État Américain d'un service chargé des questions énergétiques centré sur la région de la Mer Caspienne<sup>71</sup>. La Turquie, alliée du bloc occidental et membre de l'OTAN, se trouve être le territoire privilégié pour acheminer les hydrocarbures d'Asie centrale vers l'Europe. Le choix du trajet qu'emprunte ce pipeline a l'avantage d'éviter la Russie au Nord et l'Iran au Sud. Selon le directeur du Centre de recherche russe et eurasiatique et professeur à l'Inalco, Jean Radvanyi : "Trois possibilités se présentent à l'Occident. La première est la plus logique et la plus évidente : construire un tube qui rejoint le système d'oléoducs iraniens, moderne et efficace. C'est la voie la plus courte donc la solution la plus économique. Mais les Américains y mettent un veto : l'Iran est l'ennemi, une des puissances de l'"Axe du mal".<sup>72</sup> La seconde solution est de passer par l'Arménie mais cela nécessiterait un accord entre l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Turquie et un règlement du conflit du Haut-Karabagh, ce qui n'est pas envisageable pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les

---

<sup>69</sup> Voir annexe n°3, carte des pipeline BTC, BTE, Bakou-Soupsa.

<sup>70</sup> *The Silk Road Strategic Act*, Senate of the United States, 3 August 1999.

<http://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-106hr1152pcs/pdf/BILLS-106hr1152pcs.pdf>

<sup>71</sup> "Les relations bilatérales États-Unis/ Turquie", Compte rendu de séminaire IRIS, 11.02.2013.

<sup>72</sup> TONOLLI, Frédéric, *op. cit.*, p. 174

tensions étant trop vives entre les deux voisins. C'est donc la Géorgie qui sera choisie comme pays de transit entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

L'oléoduc Bakou-Soupsa, qui relie l'Azerbaïdjan à la côte géorgienne de la Mer Noire depuis 1999, a déjà pour fonction d'exporter le gaz d'Asie centrale vers l'Europe sans passer par la Russie. En 2006 et 2007, le BTC et le BTE viennent compléter le dispositif du Corridor Sud-Européen. Pour désigner cette nouvelle voie de pipeline, on utilise aussi l'expression de "quatrième corridor" en regard des trois corridors énergétiques qui alimentent l'Europe en hydrocarbure : au Nord en provenance de la Norvège, au Nord-Est en provenance de la Russie et au Sud en provenance du Maghreb.

#### b) Sa réalisation : le "Contrat du siècle"

À la chute de l'Empire soviétique, l'Azerbaïdjan proclame son indépendance, le président Gueïdar Aliev, ancien directeur du KGB fait appel aux grandes compagnies pétrolières occidentales pour exploiter ses ressources<sup>73</sup>. En Septembre 1994, après trois ans de négociations le "Contrat du siècle" est signé au Gulistan Palace à Bakou entre l'Azerbaïdjan et le Western Oil Consortium pour l'exploitation des champs Azeri-Chiraz-Güneshli situés à 120km au large de Bakou dans la Mer Caspienne. Le gouvernement d'Azerbaïdjan recevra 80% des bénéfices de l'exploitation, plus la part de son entreprise nationale SOCAR. Les 20% restants seront divisés entre les compagnies prenant part au Consortium, qui se divise comme suit : SOCAR (Azerbaijan) 20%, British Petroleum (UK) 17,127%, Amoco (USA) 17,01%, Lukoil (Russia) 10%, Pennzoil (USA) 9,82%, Unocal (USA) 9,52%, Statoil (Norway) 8,563%, McDermott International (USA) 2,45%, Ramco (Scotland) 2,08%, Turkish State Oil Company (Turkey) 1,75%, Delta-Nimir (Saudi Arabia) 1,68%.<sup>74</sup> Après la constitution du Consortium, il faut déterminer la route que l'oléoduc empruntera, ce qui donne lieu à des divergences entre les membres, notamment avec la Russie qui revendique son droit de propriété sur les ressources de la Mer Caspienne. Ce n'est qu'au cours de l'année 2002, après une intervention diplomatique des États-Unis auprès de la Russie, que la construction est lancée<sup>75</sup>. Le projet est évalué à 4 milliards de dollars, financé par le Consortium avec le partenariat de la Banque Mondiale. Inauguré le 13 Juillet 2006, long de 1774 km, traversant trois pays, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, reliant la Mer

<sup>73</sup> TONOLLI, Frédéric, *op. cit.*, p. 163-165

<sup>74</sup> "Azerbaijan's "Contract of the Century" finally signed with Western Oil Consortium on September 20th", *Azerbaijan International*, 20/09/1994.

<sup>75</sup> *id.*

Caspienne à la Méditerranée, il transporte 800,000 barils de pétrole par jour<sup>76</sup>. Le BTC est alimenté par le champs pétrolier Azeri-Chengiz-Günesli et également par le pétrole du gisement kazakhstanais Kasaghan qui fournit à partir de 2008, 500 000 barils de pétrole par jour<sup>77</sup>.

L'oléoduc BTC est doublé du gazoduc BTE, allant de Bakou à Tbilis si à Erzerum, dans l'Est de la Turquie, il s'étend sur 980 km et transporte jusqu'à 20 millions de m<sup>3</sup> de gaz par an. Il entre en fonction en Mars 2007. C'est le premier gazoduc reliant la région Caspienne à l'Europe sans être contrôlé par Gazprom. On peut noter qu'une des bases principales de l'OTAN en Turquie se situe à moins d'une centaine de kilomètres de Ceyhan, lieu d'arrivée de l'oléoduc BTC. La sécurité du pipeline est assurée par BP et par le GUAM — alliance militaire entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et la Moldavie sponsorisée par l'OTAN et les États-Unis<sup>78</sup>.

## ***2) Le Blue Stream et la Black Sea Economic Cooperation (BSEC) : réappropriation d'un espace commun entre la Russie et la Turquie***

La Turquie et la Russie ne partagent pas de frontières communes mais ont depuis toujours partagé un espace géographique commun, que ce soit lors de guerres entre l'Empire russe et l'Empire ottoman pour avoir le contrôle des territoires Caucasiens et de la Mer Noire, ou plus récemment sous la forme d'une coopération économique et énergétique. À l'issue de la chute du Mur de Berlin, les deux voisins tentent de se réapproprier leur espace commun en fondant la Coopération Économique de la Mer Noire. Le 25 Juin 1992 à Istanbul, à l'initiative de la Turquie, onze pays du pourtour de la Mer Noire et de la région du Caucase, dont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Grèce, la Roumanie, la Russie, l'Ukraine, signent la Déclaration du Bosphore, donnant naissance à une organisation régionale basée sur la coopération économique et politique dans le but d'assurer la paix, la stabilité et la prospérité entre les pays membres<sup>79</sup>. Cette organisation promeut une intégration régionale par une politique commune dans le domaine des transports, de l'énergie et s'occupe de faciliter les

---

<sup>76</sup> "BTC crude oil pipeline project", BOTAS, 04.05.2004.

<sup>77</sup> "Kazakhstan", *U.S. Energy Information Administration*, 2012, p. 5.

<sup>78</sup> Chuossudovsky, Michel, "The militarisation of the Eastern Mediterranean : Israel strikes in the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline", *Global Research*, 2006, p.1.

<sup>79</sup> Site de la BSEC : <http://www.bsec-organization.org/Information/Pages/bsec.aspx>

échanges commerciaux. Lorsqu'elle est créée, au lendemain de la chute de l'Union Soviétique, elle est avant tout symbolique<sup>80</sup>.

Cette coopération économique et énergétique entre la Turquie et la Russie, les deux puissances de la région, se concrétise avec la réalisation d'un gazoduc qui traverse la Mer Noire allant de la côte russe au Nord de la Mer Noire à la côte turque, au Sud. Ce gazoduc permet d'éviter les détroits du Bosphore et des Dardanelles, déjà surchargé par le transit du commerce maritime. Le 15 Décembre 1997, les gouvernements des deux pays signent un accord intergouvernemental pour la construction du gazoduc sous-marin Blue-Stream, simultanément, Gazprom, la compagnie nationale russe et BOTAS, son homologue turc, et la compagnie italienne ENI, signent un contrat d'une durée de 25 ans pour l'exportation du gaz russe vers la Turquie. Long de 1 213 km, dont 396 km traversent la Mer Noire, le gazoduc relie le terminal russe Beregovaya au port de Samsun en Turquie. Avec une capacité de 16 mmc, le Blue Stream fournit aujourd'hui à la Turquie 30% de ses besoins en gaz naturel. Il permet également à la Russie de diversifier ses routes d'exportations de gaz. Lors de son inauguration en Novembre 2005, le président russe Vladimir Poutine lance le projet de construire un oléoduc parallèle au gazoduc Blue Stream ainsi qu'une prolongation qui relierait Samsun à Ceyhan pour exporter les ressources russes sur le marché international en contournant l'Ukraine et la Pologne, pays avec lesquels la Russie entretient des relations diplomatiques tendues.

Le Blue Stream permet, d'une part, de répondre à la demande énergétique de la Turquie, et d'autre part, de contrer la volonté occidentale de contourner la Russie, en montrant sa capacité à s'imposer sur les voies de transit convoitées par l'Union européenne.

L'approche de la géopolitique de l'énergie à partir de différentes échelles spatiales et temporelles nous a permis d'introduire une réflexion sur la place qu'occupent les questions énergétiques au sein du monde contemporain. En premier lieu, nous avons proposé une approche thématique et globale des acteurs et des enjeux relatifs au secteur de l'énergie ; puis par un rétrécissement de la focale d'analyse, une étude ciblée sur la situation énergétique actuelle en Turquie ; et enfin, en se replaçant dans un temps plus long, d'interroger les fondements géopolitiques de la Turquie comme "hub énergétique". Sa centralité

---

<sup>80</sup> Voir annexe n°1, entretien n°2

géographique et culturelle à la jonction de trois aires géopolitiques ouvre de nombreuses perspectives d'analyse. Par souci de clarté et de cohérence, j'ai choisi comme axe de réflexion les deux derniers projets de pipelines qui concernent la Turquie. L'intérêt que présente cette approche est, d'une part, son caractère actuel — le 28 Juin 2013, le Shah-Deniz Consortium a sélectionné le TAP pour acheminer le gaz azerbaïdjanais jusqu'en Europe, et d'autre part, les enjeux associés aux gazoducs TANAP et TAP permettent d'aborder une multiplicité de problématiques d'ordre géopolitique qui gravitent autour de la Turquie.



## **CHAPITRE 2 : La Turquie comme état-pivot du Corridor Sud-Européen : un projet occidental ? (2005-2013)**

Lorsque l'idée de construire le Corridor Sud-Européen apparaît dans les années 1990, elle est menée par la super-puissance américaine dans le but de réduire la dépendance de l'Europe au gaz russe. Ce projet a ensuite été largement relayé par les pays de l'Union européenne qui ont mis en place une nébuleuse d'outils législatifs et de moyens techniques pour construire un réseau énergétique commun sur un territoire de plus en plus élargi. Cette volonté s'inscrit dans l'idéologie inhérente à la création de l'Union européenne qui est de pacifier l'espace commun et de le protéger des dangers extérieurs. La multiplication des acteurs au sein de l'Union européenne, de leurs intérêts propres et des représentations, ne facilitent pas la construction d'une politique énergétique commune. Le choix de ces deux projets, qui sont le TANAP et le TAP, révèle l'ampleur des difficultés et des contradictions internes auxquelles l'Union européenne est confrontée. Il révèle également l'ambition et le succès d'un partenariat entre deux pays émergents que sont l'Azerbaïdjan et la Turquie, qui ont réussi à se positionner comme acteurs stratégiques, à la fois pour les pays exportateurs d'hydrocarbures à l'Est et pour les pays consommateurs à l'Ouest. Son projet concurrent, le South Stream, proposé par la Russie pour alimenter l'Europe en gaz s'inscrit dans cette lutte, que l'on peut qualifier de post-Guerre Froide, où se confrontent les volontés de puissance du bloc occidental à celles des pays non-occidentaux et émergents, notamment la Russie et la Chine.

### **D) Assurer la sécurité énergétique de l'Union européenne : but originel du Corridor Sud-Européen**

L'Europe est le second plus gros consommateur de gaz au monde après les États-Unis<sup>81</sup>. Actuellement, 60% de sa consommation est importée, dans 20 ans elle importera 90% de ses besoins en gaz<sup>82</sup>. La prise de conscience environnementale des pays européens, la sortie progressive du nucléaire et le coût peu élevé du gaz naturel constituent les principales raisons de privilégier son utilisation. Assurer son approvisionnement actuel et futur est essentiel pour les pays d'Europe dépourvus de ressources en énergies fossiles. Nous

---

<sup>81</sup> IEA, "Keyworld Energy Statistics 2013", *op. cit.*, p. 31.

<sup>82</sup> *id.*

analyserons les raisons pour lesquelles la peur de la dépendance au gaz russe persiste depuis la fin de la Guerre Froide et les stratégies politiques que l'Union européenne a mis en place pour répondre à cette nécessité absolue d'assurer sa sécurité énergétique. Etant donné l'ampleur et la complexité de la juridiction et des outils européens dans ce domaine, nous ne relèverons que les plus significatifs pour la démonstration.

### **A) En quoi la Turquie représente-t-elle un élément clef dans la constitution du Corridor Sud-européen ?**

Les années 2000 connaissent une intensité particulièrement forte en termes de proposition et de réalisation de projets dans le secteur énergétique au sein de l'Union européenne et en Turquie. En 2001, la Turquie adopte des lois fondamentales de l'acquis communautaire concernant le chapitre de l'énergie. Entre 2005 et 2007, le Blue Stream, le BTC et le BTE sont successivement inaugurés.

#### ***1) La guerre du gaz avec la Russie : un moteur pour la construction du Corridor Sud-Européen***

Le 1<sup>er</sup> Janvier 2006, la Russie interrompt brièvement ses livraisons de gaz vers l'Ukraine, qui est accusée par Moscou de détourner du gaz russe pour le revendre à ses pays voisins. Cela provoque une vague de critique de la part de l'Union européenne et des États-Unis à l'égard de Moscou quant à l'utilisation du gaz comme outil politique. En 2008, la guerre entre la Russie et la Géorgie sème le trouble dans les pays européens et en Turquie. Le flux de pétrole du pipeline BTC est interrompu au cours du conflit, faisant perdre à la Turquie des milliers de dollars. En Janvier 2009, l'Ukraine est à nouveau privée de gaz à raison de défauts de paiement. D'autres pays sont touchés par la pénurie de gaz suite à l'interruption du flot en provenance de l'Ukraine qui est, avec la Pologne, l'un des principaux pays de transit du gaz russe vers l'Europe<sup>83</sup>. Ces évènements font prendre conscience à l'Europe de l'envergure de sa vulnérabilité face à la Russie. L'Union européenne adopte alors une série de lois visant à renforcer sa sécurité d'approvisionnement en gaz. Rappelons que le gaz constitue la première source d'énergie en Europe et est amené à augmenter massivement dans les décennies à venir. À la fin de l'année 2008, le Parlement européen adopte une série de lois

---

<sup>83</sup> "18 countries affected by Russia-Ukraine gas row", *Reuters*, 2009/01/07.

qui permet aux états membres de diversifier leurs sources d'énergie et leurs voies d'acheminement<sup>84</sup>. À la suite de quoi, la Commission européenne réaffirme sa volonté de voir se réaliser la construction du Corridor gazier Sud-européen. Quelques mois plus tard, la République Tchèque accueille le Sommet du Corridor Gazier Sud-Européen, où il est stipulé que :

On the basis of declared principles in the field of energy we, agree to give necessary political support and, where possible, technical and financial assistance to the construction of the Southern Corridor, including the Trans-Caspian energy transportation projects, in order to support the diversification of energy sources, markets and transport routes, [...] attain the energy security of all parties including consumer and transit states, such as Turkey, Georgia and Azerbaijan, on the basis of commercial agreements that are in line with the Parties' international commitments.<sup>85</sup>

Les événements et les déclarations symboliques, ainsi que les actes juridiques de l'Union européenne qui démontrent la volonté européenne d'assurer sa sécurité énergétique se comptent par centaine. En effet, que ce soit à travers la diversification des sources d'approvisionnement en hydrocarbures, ou plus récemment la diversification du mix énergétique — comme le montre l'adoption par le Parlement européen du *Climate and Energy Package* qui prévoit l'intégration des énergies renouvelables à hauteur de 20% pour l'horizon 2020<sup>86</sup> — la Communauté européenne n'a eu de cesse de chercher à réduire sa dépendance énergétique.

## ***2) La Turquie et la sécurité énergétique de l'Europe dans la question de son intégration à l'Union européenne***

Bien que la Turquie ne soit pas officiellement membre de l'Union européenne, elle possède de fait la quasi-totalité des caractéristiques d'un état-membre. Les liens historiques, culturels, politiques et économiques qu'entretiennent la Turquie et l'Europe sont pluriséculaires, ils s'expliquent bien sûr par leur appartenance géographique commune à l'aire Méditerranéenne, mais aussi par une proximité idéologique longtemps revendiquée par la Turquie. Ses liens politiques avec la Communauté européenne remontent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie est un des premiers pays, après les membres

---

<sup>84</sup> CEE, "Plan d'action européen matière de sécurité et de solidarité énergétiques", Commission des Communautés européennes, Bruxelles, 13.11.2008.

<sup>85</sup> Site de la Présidence de la République Tchèque de l'Union européenne : <http://www.eu2009.cz/en/news-and-documents/press-releases/declaration--prague-summit--southern-corridor--may-8--2009-21533/>

<sup>86</sup> Site de la Commission européenne : [http://ec.europa.eu/clima/policies/package/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/clima/policies/package/index_en.htm)

fondateurs, à devenir membre du Conseil de l'Europe en 1949. En Avril 1963, elle s'inscrit pour adhérer en tant que membre à l'Union européenne, demande qui ne sera reconnue officiellement qu'en 1999. Depuis cette date sa demande est toujours en attente. Elle est pourtant une alliée indispensable de l'Europe dans les deux grands domaines stratégiques, que sont la défense et l'énergie. Son intégration à l'Union européenne est d'ailleurs largement soutenue par les États-Unis, essentiellement pour ces deux aspects.

Le rapport de la Commission européenne sur "les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion", en 2001, date clef dans l'intégration de la Turquie au réseau énergétique trans-européen, nous renseigne sur la perception de la Communauté européenne quant au rôle de la Turquie sur la question de la sécurité énergétique de l'Europe :

"La loi sur le marché du gaz naturel a été adoptée le 3 Mars 2001. Elle s'attache à définir les principales structures du secteur et le statut des différents acteurs, ainsi que la création d'agence. L'ancienne entreprise BOTAS, doit être scindée en deux entreprises d'État : l'une chargée des activités de transports, l'autre chargée des importations et des activités commerciales. À long terme, la distribution sera transférée à des grossistes. **Il convient de noter que l'adoption de ces deux lois clefs et la création du Conseil de Régulation de l'énergie était une condition *sine qua non* du soutien du FMI à la Turquie. La Turquie continue à jouer un rôle déterminant en tant que pays de transit pour le pétrole et le gaz de la Mer Caspienne, de la Mer Noire et des régions d'Asie centrale.** La construction du gazoduc Blue Stream, destiné à acheminer le gaz de la Russie se poursuit. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan se poursuit également. **On peut considérer que ces projets ont un rôle capital à jouer pour assurer la sécurité énergétique de l'Union** (d'autant plus qu'il est difficile d'envisager une augmentation significative des volumes transitant par la mer à travers les détroits de Turquie)." <sup>87</sup>

La politique énergétique européenne menée en Turquie est directement liée à la volonté d'assurer la sécurité énergétique de l'Union par l'importation des ressources des régions de la Mer Caspienne, de la Mer Noire et d'Asie centrale via le territoire turc. Le fait que l'aide du Fond Monétaire International (FMI) à la Turquie soit soumise à l'application des réformes laisse à penser que celles-ci aient été effectuées sous contrainte, du moins cela constitue un moyen sûr de voir la Turquie accepter ces réformes si elle souhaite conserver l'aide financière du FMI. Les réformes du secteur énergétique turc se sont poursuivies depuis 2001, la Turquie est aujourd'hui largement intégrée au réseau énergétique européen par l'interconnexion de ses réseaux électriques et gaziers ainsi que par l'incorporation des normes juridiques et commerciales de l'Union européenne. Dans un interview avec le quotidien turc

---

<sup>87</sup> "Rapport régulier 2001 sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion", Bruxelles, Commission des Communautés Européennes, 13/11/2001.

*Hurriyet Daily News*, M. Celepci, directeur du département du gaz naturel du groupe turc Zorlu Energy souligne que :

“Turkey, even though it did not become a member of the European Union, has launched an energy liberalization process based on the EU’s legal regulations. (...) The European commissioner for enlargement and European neighborhood policy, which said the European Commission thought that Turkey was ready to start negotiations on the energy chapter. “This statement is important as well as late. Because Turkey has made its preparations in order to answer the expectations. Turkey positioned itself as an important energy bridge between East and West and built its strategy in this way.”<sup>88</sup>

Étant donné les réticences de l'Union européenne à accepter l'adhésion de la Turquie, la question de son adhésion ne constituerait-elle pas un outil pour s'assurer le territoire turc comme corridor, et donc accroître la sécurité énergétique de l'Europe par une intégration totale des réseaux de transport des hydrocarbures et de transmission de l'électricité, ainsi que des normes commerciales et juridiques ?

## **B) La région de la Mer Noire au cœur de la politique énergétique européenne**

A. Gonckarenko souligne le caractère géopolitique de la région de la mer Noire : "d'un point de vue géopolitique classique, la région de la mer Noire est une pierre angulaire de la stabilité et de la sécurité euro-asiatique. Elle fait partie d'une zone très importante et sensible avec des grandes ressources naturelles et des corridors de transport et d'énergie stratégiques majeurs"<sup>89</sup>. Le rapport de la Commission européenne confirme cette spécificité de la Mer Noire :

La région de la mer Noire est une zone de production et d'acheminement d'importance stratégique pour la sécurité énergétique de l'Union européenne. **Elle présente un large potentiel de diversification de l'approvisionnement énergétique et constitue donc un élément important de la stratégie extérieure de l'UE dans ce domaine.** Cette diversification est tant dans l'intérêt de nos partenaires de la région que dans celui de l'Union européenne. La Commission continuera à améliorer ses relations avec les pays producteurs d'énergie, les pays de transit et les pays consommateurs, dans le cadre d'un dialogue sur la sécurité énergétique. L'objectif est de promouvoir l'harmonisation juridique et réglementaire par l'intermédiaire de l'Initiative de Bakou et dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et du dialogue énergétique entre l'Union européenne et la Russie.<sup>90</sup>

---

<sup>88</sup> "New chapter may pave way for energy chapter", *Hurriyet Daily News*, 27.06.2013

<sup>89</sup> GONCKARENKO (A.), *The Wider Black Sea Area : New Geopolitical Realities, Regional Security structures and Democratic Control : A Ukrainian View*, Nato Defense College Occasional Paper, 11, 2005, p. 23.

<sup>90</sup> CEE, *La synergie de la Mer Noire, une nouvelle initiative de coopération régionale*, Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, 11/04/2007.

## ***1) Les outils de la politique énergétique de l'Europe***

### **a) Les traités et associations régionales**

La Charte Européenne de l'Énergie est signée en 1991 par 51 états, notamment les pays de la Communauté européenne et les ex-Républiques soviétiques. Elle a pour objectif "de créer une communauté de l'énergie de part et d'autre de l'ancien rideau de fer, fondée sur la complémentarité entre les marchés occidentaux, leurs capitaux et leurs technologies et les ressources naturelles de l'Est ; (...) de renforcer la sécurité, grâce à une étroite coopération dans un secteur clé."<sup>91</sup> Elle donne naissance en Décembre 1994, après trois ans de négociations, au Traité sur la Charte de l'Énergie. Il s'agit du premier traité multilatéral d'une telle dimension dans un secteur économique déterminé. Son caractère contraignant représente un instrument capable de sanctionner les acteurs signataires<sup>92</sup>. Notons que la Russie a signé le traité mais que son Parlement ne l'a jamais ratifié. Depuis les incidents de 2006 entre la Russie et l'Ukraine, où les agissements de la Russie ont été déclarés illégaux au Traité de la Charte de l'Énergie, la Russie a retiré sa signature et est devenu membre observateur. Elle n'est donc plus soumise à la législation internationale dans le secteur de l'énergie. Le 13 Décembre 2007, la politique énergétique fait son apparition dans les traités de l'Union européenne avec la signature du Traité de Lisbonne. L'article 194 reprend le Traité de la Charte de l'Énergie qui vise à assurer le bon fonctionnement du marché de l'énergie, la sécurité de l'approvisionnement énergétique, promouvoir l'efficacité énergétique et l'interconnexion des réseaux énergétiques<sup>93</sup>. Les traités internationaux ou européens, ainsi que les coopérations régionales créées par l'Union européenne observent les mêmes caractéristiques et regardent dans la même direction : vers les ressources d'Asie centrale et les voies d'acheminement de celles-ci.

À partir de la fin des années 1990, la Commission européenne soutient la mise en place d'une coopération dans la région de la Mer Noire, notamment dans le secteur de l'énergie et des transports. L'Initiative de Bakou, créée en 2004, vise à renforcer la coopération énergétique entre l'Europe et l'Azerbaïdjan et à encourager l'alignement progressif des pays de la région sur les normes de l'Union européenne. En Novembre 2006, le programme INOGATE (INterstate Oil and GAs To Europe pipeline) est lancé par le Secrétariat de la Coopération Énergétique de l'Union européenne, du bassin de la Mer Noire et de la Mer

---

<sup>91</sup> "Traité sur la Charte de l'Énergie et documents connexes", *Energy Charter Secretariat*, 1996, p. 12.

<sup>92</sup> Voir annexe n°1, entretien n°27.

<sup>93</sup> Site Union européenne, section Énergie : [http://ec.europa.eu/energy/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/energy/index_en.htm)

Caspienne et ses pays voisins. Ce programme vise à améliorer l'approvisionnement énergétique par la mise en oeuvre pluri-annuelle d'assistance technique. Celui-ci complète le programme TRACECA (TRANsport Corridor Europe Caucasus Asia), lancé en 1999, qui assure une assistance technique dans le domaine des transports routiers, ferroviaire, maritimes et aériens entre l'Asie centrale et l'Europe. En effet, le domaine des transports est fortement lié au secteur énergétique, les voies routières, ferroviaires et maritimes étaient l'unique moyen d'acheminer les ressources d'hydrocarbures depuis l'Asie centrale avant la construction des pipelines BTC et BTE. En 2007, date d'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union européenne, la *Synergie de la Mer Noire* est créée. Avec l'entrée de ces nouveaux pays, l'Union européenne est désormais un acteur de la Mer Noire. Outre ce fait significatif pour la stratégie européenne, cette association régionale comprend les mêmes pays que l'organisation précédente et les mêmes buts, comme le souligne le rapport de la Commission européenne :

"La Commission n'a pas l'intention de proposer une stratégie de la Mer Noire distincte, dans la mesure où **la politique générale de l'UE vis-à-vis de la région est déjà fixée dans la stratégie de préadhésion en faveur de la Turquie**, la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et le partenariat stratégique avec la Russie. L'évolution future et la mise en œuvre principalement bilatérale de ces politiques continueront à déterminer le cadre stratégique.(...) La portée des actions pourrait s'étendre au-delà de la région elle-même car de **nombreuses activités restent fortement liées aux régions voisines, en particulier la mer Caspienne, l'Asie centrale et le Sud-Est de l'Europe. La stratégie de la mer Noire serait étroitement associée à une stratégie européenne pour l'Asie centrale** (...) Elle tiendrait compte également d'autres programmes de coopération régionale soutenus par des organisations internationales et des pays tiers — Comme les programmes des Nations unies, l'OSCE, l'OCDE et le Conseil de l'Europe, ou encore le «Black Sea Trust for Regional Cooperation» du GMF des États-Unis."<sup>94</sup>

Cet extrait confirme une hypothèse émise ci-avant : celle de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne comme instrument stratégique. La question qui se pose est la suivante : si l'Union européenne n'a pas "l'intention de proposer une stratégie de la Mer Noire distincte", pourquoi créer une nouvelle coopération régionale ? À la lecture du rapport sur la *Synergie de la Mer Noire : Une nouvelle initiative de coopération régionale*, il apparaît que cette initiative propose de nouvelles sources de financement. Notons que les États-Unis, bien que très éloignés géographiquement de la région de la Mer Noire, restent des acteurs majeurs dans cette région, notamment dans les sources de financement.

---

<sup>94</sup> CEE, "La synergie de la Mer Noire, une nouvelle initiative de coopération régionale", Commission des Communautés Européennes, Bruxelles, 11/04/2007, p.3.

## b) les fonds monétaires et sources de financement

Cette nouvelle initiative régionale dispose de moyens de financement définis comme tel :

La facilité d'investissement qu'il est proposé de créer pour les pays disposant de plans d'action PEV pourrait contribuer à la préparation et au cofinancement d'investissements dans les infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'environnement et en étroite coopération avec les institutions financières internationales, comme la BEI et la BERD. (...) La flexibilité accrue offerte par les nouveaux instruments de financement de la CE devrait faciliter le financement des initiatives de coopération régionale.<sup>95</sup>

Nous l'avons bien compris, l'Union européenne cherche à assurer sa sécurité énergétique, pour cela il lui faut des moyens financiers pour mettre en place de nouvelles infrastructures. Les sources de financement proviennent soit des fonds européens, soit des institutions internationales comme la Banque Mondiale, l'OCDE, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Les infrastructures nécessaires pour alimenter l'Europe en hydrocarbures sont d'une part les voies de transport routiers, ferroviaires et maritimes et d'autre part lieux de stockage et de transformation, ainsi que les réseaux de transmission de gaz et d'électricité. Lors de la construction du BTC, la Banque Mondiale a concédé 5 millions de dollars à l'entreprise turque BOTAS afin de remettre à jour le réseau des infrastructures et l'installation nécessaire de lieux de stockage pour le gaz<sup>96</sup>. Parmi les projets en cours, nous pouvons citer le *Programme d'intégration* d'une valeur de 16,6 millions d'euros pour une durée de trois ans (01/02/2012-31/01/2015) géré par le Secrétariat technique de l'INOGATE, qui dépend de l'initiative de Bakou. Il propose une aide au développement de l'ensemble du secteur énergétique ; soit l'électricité, le gaz, le pétrole, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le changement climatique, la sécurité énergétique et le marché de l'énergie pour les pays suivants : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ukraine et l'Ouzbékistan.<sup>97</sup> Notons qu'il s'agit de la quasi-totalité des ex-Républiques soviétiques, le choix des pays qui reçoivent les aides des programmes de développement est significatif.

Les associations régionales sont des projections géopolitiques utilisées par les forces en présence comme instruments politiques. Les tentatives du couple Union européenne/États-Unis d'intégrer les pays de la Mer Noire aux institutions transatlantiques et les réticences de

---

<sup>95</sup> *ibid.*, p.10-11.

<sup>96</sup> BM, "Report on a technical assistance loan in the amount of US\$ 5.0 million to the Republic of Turkey for a BTC technical assistant projet", *Rapport de la Banque Mondiale*, June 2012, 20 p.

<sup>97</sup> INOGATE, [http://www.inogate.org/index.php?option=com\\_inogate&view=projects&Itemid=75&lang=en](http://www.inogate.org/index.php?option=com_inogate&view=projects&Itemid=75&lang=en)



la Russie rappellent les luttes hégémoniques de la Guerre Froide. La région tampon que constitue la Mer Noire est depuis la chute du Mur de Berlin, un terrain de conflit et de compétition interposé entre puissances, avec l'enjeu énergétique comme élément central.

## **2) L'échec de Nabucco : révélateur du manque de cohérence de la politique énergétique européenne**

"L'Europe à la dérive : illusions et réalités de la politique énergétique européenne"<sup>98</sup> est le titre d'un article publié par le mensuel *Question d'Europe* en Mai 2013. Le sujet semble être d'actualité, à la fin du moi de Juin 2013, le projet européen Nabucco<sup>99</sup> est officiellement et définitivement rejeté par le Shah Deniz Consortium dirigé par l'entreprise britannique BP. Le projet de pipeline Nabucco — dont le nom tiré de l'opéra de Verdi fait référence à la libéralisation des esclaves par le roi Babylonien Nebuchadnezzar — symbolise la libération des pays européens de leur dépendance énergétique à la Russie. C'est en effet le but principal de la politique énergétique européenne. Au cours des années 2000, alors que la consommation de l'Union européenne en gaz naturel ne cesse d'augmenter, plusieurs projets de pipelines pour alimenter l'Europe en contournant la Russie voient le jour. On peut citer le ITGI (Interconnecteur Turquie-Grèce-Italie), le IGB (Interconnecteur Grèce-Bulgarie), le TANAP (Trans-Anatolian Gas Pipeline), le TAP (Trans-Adriatique Pipeline). Parmi tous ces projets soutenus politiquement et financièrement par l'Union européenne, Nabucco est le projet prioritaire de l'Union européenne cependant il est le plus long, le plus complexe et le plus coûteux. Son trajet est long de 3300 km, avec une capacité de 31 mmc de gaz, il relie Erzerum en Turquie à Baumgarten en Autriche. Ses actionnaires sont OMV (Autriche), MOL (Hongrie), Transgaz (Roumanie), Bulgargaz (Bulgarie), BOTAS (Turquie) et RWE (Allemagne). Chacun d'entre eux participe à hauteur de 16,67 %. Le projet est également soutenu politiquement par les États-Unis : en 2010, le projet reçoit un prêt de 5 milliards de dollars de la Banque Mondiale et de la BERD<sup>100</sup>. Initialement proposé en 2002, il ne sera ratifié qu'en 2010, puis connaîtra de nombreux débats autour de son coût financier trop élevé et ses sources d'approvisionnement. La viabilité du projet Nabucco est remise en question lorsque certains de ses partenaires, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et la

---

<sup>98</sup> BITTERLICH, Joachim, "L'Europe à la dérive : illusions et réalités de la politique énergétique européenne", *Question d'Europe*, Fondation Robert Schuman, n° 279, Mai 2013.

<sup>99</sup> Voir annexe n° 4, carte du projet Nabucco.

<sup>100</sup> "The abominable gas man", *The Economist*, 14 october 2010.

Turquie annoncent qu'ils soutiennent également le projet concurrent South Stream, proposé par la Russie. En Décembre 2011, la compagnie BOTAS quitte le Consortium pour soutenir le projet TANAP. Le Consortium Nabucco décide alors de ne pas entrer en compétition avec le projet TANAP, qui est plus facilement réalisable d'un point de vue technique et financier. Le consortium lance alors le projet Nabucco-Ouest, qui projette de relier le TANAP à l'Europe.

Comment expliquer l'échec du projet européen Nabucco ? J'ai posé cette question lors de mes entretiens avec des spécialistes de l'énergie, malgré un certain nombre de réponses différentes, deux éléments ont été récurrents. Celui du manque de cohérence et d'unité de la politique énergétique au sein des membres de l'Union européenne et celui du problème des sources d'approvisionnement en gaz<sup>101</sup>. En effet, suite à la décision des États-Unis et de l'Union européenne de renforcer les sanctions contre l'Iran, qui devait alimenter Nabucco en gaz, les promoteurs du projet se sont tournés vers l'Asie centrale, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan faisant considérablement augmenter le budget dû aux difficultés d'accès des ressources de la Mer Caspienne. Cependant, le Turkménistan n'a pas accepté de signer un accord énergétique avec l'Union européenne — nous pouvons supposer que ses liens forts avec le gouvernement russe ont influencé son choix. Les blocages politiques engendrés par les divergences d'intérêts entre les 27 états membres ont une grande part de responsabilité dans l'échec du projet.

## **II) Le choix du TANAP et du TAP : un succès pour la Turquie et l'Azerbaïdjan**

J'ai choisi d'approcher la question des enjeux énergétiques en Turquie par le prisme des pipelines TANAP et TAP qui ont été sélectionnés au cours de cette année et de l'année 2011 par le Shah Deniz Consortium pour renforcer le Corridor Sud-Européen et alimenter l'Europe avec le gaz d'Asie centrale. Le Corridor Sud-Européen, qui débute avec le lancement du projet BTC dans les années 1990, est un projet occidental qui vise à diminuer la dépendance de l'Europe au géant gazier russe et aux pays de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP). L'échec successif des projets de pipeline Nabucco et Nabucco-West et le succès du TANAP et du TAP remet en question la capacité de l'Union

---

<sup>101</sup> Pour les questions d'approvisionnement, se référer au troisième chapitre.

européenne à mener une politique énergétique commune et révèle la montée en puissance de la Turquie comme "état-pivot" dans la région. Autour de la Turquie gravitent l'Union européenne, énergétiquement et politiquement vulnérable, la Russie qui cherche à conserver son monopole gazier et les ex-Républiques soviétiques de la région Caspienne qui souhaitent se défaire de la domination de la Russie et pouvoir exporter leurs ressources indépendamment de celle-ci.

### **A) Le TANAP : un pipeline à la fois économique et politique**

Nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le transit de l'énergie est éminemment géopolitique. Le choix des voies de transit qu'un pipeline emprunte pour acheminer les ressources relève de décisions politiques mais également économiques. La stabilité politique d'un état, la nature de sa politique extérieure, le choix de ses alliés, son niveau de développement économique sont des facteurs déterminants pour devenir un pays de transit. Cependant ses caractéristiques géographiques sont aussi essentielles pour le coût monétaire qu'elles imposent à la réalisation du pipeline. Nous verrons pour quelles raisons le TANAP a été sélectionné et quels enjeux il renferme pour l'Union européenne et pour le couple Turquie-Azerbaïdjan.

#### ***1) La consolidation du Corridor Sud-Européen : "la Route de la soie de l'énergie"***

Un nouveau pipeline vient consolider ce que l'on appelle la "Route de la soie" — expression issue de la période coloniale qui désignait la route reliant les empires coloniaux européens à leurs colonies orientales. Elle désignait les voies d'acheminement des marchandises, notamment les tissus et les épices, en provenance d'Asie vers les marchés européens. L'analogie est pertinente : le chemin emprunté pour alimenter les marchés européens en hydrocarbures centre-asiatiques est la même que deux siècles auparavant.

##### **a) La décision du Shah Deniz Consortium**

Shah Deniz est le plus grand gisement de gaz naturel d'Azerbaïdjan, ses réserves en gaz sont estimées approximativement à 1 trillion de m<sup>3</sup> de gaz. La section 1 de Shah Deniz a débuté en 2006, elle a permis d'alimenter le gazoduc BTE, la section 2 est en cours de

construction, elle alimentera le gazoduc TANAP<sup>102</sup>. L'accord du Shah Deniz Consortium pour l'exploration, le développement et la production est signé le 4 Juin 1996, il est dirigé par la compagnie britannique BP, regroupe les compagnies Statoil (Norvège, 26%), BP (Royaume-Uni, 25%), SOCAR (Compagnie nationale azerbaïdjanaise, 10%), Total (France, 10%), LUKAgip (Russie-Italie, 10%), NIOC (Iran, 10%), TPAO (Turquie,9%)<sup>103</sup>. Ce sont ces compagnies qui ont dû choisir le projet de pipeline qui transporterait le gaz azerbaïdjanais jusqu'en Europe. Dû aux blocages politiques que présente le projet Nabucco, le 25 Octobre 2011, la Turquie et l'Azerbaïdjan proposent le projet TANAP, qui regroupe la compagnie nationale azerbaïdjanaise SOCAR (80%) et les compagnies turques BOTAS et TPAO (20%). Il est officiellement reconnu en Juin 2012. En Novembre 2012, les compagnies BP, Statoil et Total, toutes trois membres du Shah Deniz Consortium intègrent le consortium du TANAP à hauteur de 29% (BP 12%, Statoil 12%, Total 5%). Lorsque l'on interroge les professionnels du secteur, la réponse est la suivante : un pipeline comporte non seulement des aspects politiques mais aussi des aspects économiques. Des sommes d'argent colossales sont investies par les compagnies, on estime l'ensemble du projet TANAP à environ 40 milliards de dollars<sup>104</sup> pour l'exploitation des ressources, la construction des infrastructures de transformation, de transport et de distribution. Selon l'expression de Cenk Pala, représentant du TAP en Turquie : "the mess has to work, the Shah Deniz has to make a decision."<sup>105</sup> La flexibilité du TANAP a été préférée aux trop grandes difficultés politiques, techniques et économiques que présentait le projet Nabucco et qui rendait la réalisation du projet trop complexe et peu fiable. La Turquie et l'Azerbaïdjan, voyant que l'Union européenne était dans l'incapacité politique de faire aboutir ce projet, ont pris l'initiative de le réaliser. La mise en fonction du gazoduc TANAP est prévue pour l'année 2018. Il reliera le terminal de Sangachal sur la côte azerbaïdjanaise de la Mer Caspienne à la frontière Gréco-turque.

---

<sup>102</sup> About BP Caspian, [www.bp.com](http://www.bp.com)

<sup>103</sup> Site SOCAR, <http://new.socar.az/socar/en/activities/production/shah-deniz>

<sup>104</sup> "BP Agrees to Join Tanap Gas Pipeline Project by Taking 12% Stake", *Bloomberg*, 23 January 2013.

<sup>105</sup> Voir annexe 1, entretien n°24.



Carte du trajet du TANAP et du TAP, source BP, 2013.

### b) Que représente le TANAP pour l'Europe ?

La demande actuelle de l'Union européenne s'élève à 500 mmc de gaz par an, alors que le gazoduc TANAP a une capacité de seulement 16 mmc, dont 6 mmc sont destinés à la consommation nationale de la Turquie. Cela ne représente qu'une quantité minime par rapport à la consommation de l'Union européenne, cependant il représente un tournant symbolique extrêmement important pour la volonté de l'Union européenne de sécuriser son approvisionnement énergétique. Pour la première fois dans l'histoire, du gaz est transporté directement d'Asie centrale jusqu'à l'intérieur de l'Europe. « L'Europe a franchi un pas de plus vers son objectif d'obtenir du gaz directement en provenance de l'Azerbaïdjan et des autres pays de la région de la Caspienne », a déclaré le Commissaire européen à l'Énergie, Günther Oettinger le 21 Novembre 2012<sup>106</sup>. Le TANAP permet de ne plus être otage de la géographie, en évitant le détroit d'Ormuz, le Canal de Suez, ainsi que les détroits du Bosphore et des Dardanelles, mais aussi d'un monopole économique, c'est-à-dire Gazprom, la compagnie nationale russe. Avec les pipelines TANAP et TAP, ces deux buts, inhérents de la politique énergétique européenne, ont été atteints.

On estime qu'en cinq ans, la capacité du TANAP pourra passer de 10 mmc à 20/25 mmc, puis à environ 60 mmc en dix ans, soit approximativement la moitié de l'approvisionnement actuel en provenance de la Russie<sup>107</sup>. Pour cela, il est nécessaire de

<sup>106</sup> "Gazoduc TANAP : Oettinger salue l'accord turco-azéri", *Europolitique*, 22 Novembre 2012.

<sup>107</sup> Conférence sur le TANAP, *Jameston Foundation*, , <http://www.jamestown.org/press/events/video-azerbaijan-and-the-southern-gas-corridor-to-europe-implications-for-us-and-european-energy-security/>

continuer à soutenir une coopération Est-Ouest, notamment dans la mise en place des infrastructures techniques, c'est-à-dire par le biais d'une interconnexion des réseaux gaziers et l'existence des infrastructures de transformation, mais aussi par le biais d'une intégration économique et législative, c'est-à-dire par le fonctionnement des organes de régulation.

## ***2) Pour la Turquie : une assurance énergétique et un renforcement de sa position stratégique***

La position géographique de la Turquie et son développement économique, ainsi que la vulnérabilité de la situation énergétique de l'Europe, lui confère un poids stratégique de plus en plus important. Dans ce contexte géopolitique, sa position de pays de transit peut devenir un instrument diplomatique. C'est d'ailleurs cette stratégie qu'a utilisé le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan pour négocier l'accélération du processus d'adhésion à l'Union européenne, comme le montre son intervention à Bruxelles en 2009 : "If we are faced with a situation where the energy chapter is blocked we would of course review our position [on Nabucco]." Les négociateurs européens du projet Nabucco ont répondu : "Nabucco is a demonstration project of Turkey's intent to join the European Union."<sup>108</sup> La suite des évènements nous montre que la Turquie a effectivement revu sa position en abandonnant le projet Nabucco au profit du projet TANAP, entraînant alors son annulation. Le TANAP représente de nombreux avantages pour la Turquie comparé au projet Nabucco. Elle est partenaire à hauteur de 20% dans le TANAP alors qu'elle l'était à 16,5% pour Nabucco. Elle recevra plus d'un tiers (6 mmc) du gaz qui transite sur son territoire, alors que Nabucco lui attribuait 4,5 mmc. Etant donné la forte croissance énergétique que connaît la Turquie, 7 à 8% de croissance par an, le TANAP lui assure une diversification énergétique ainsi qu'une sécurité supplémentaire par les relations étroites qu'elle entretient avec son voisin azerbaïdjanais. Le 18 Octobre 2013, le Ministre turc de l'énergie soulignait les bienfaits du projet TANAP pour l'économie turque : "The Trans-Anatolian pipeline project (TANAP) will help reduce gas prices in [adding that] TANAP project is one of the most important projects in the economic field."<sup>109</sup>. Ce projet permet à la Turquie d'améliorer son réseau et ses infrastructures énergétiques nationales. Outre les considérations techniques, la Turquie, en tant que pays de transit, renforce sa position géostratégique vis-à-vis de l'Union européenne, qui perçoit le Corridor Sud-Européen comme indispensable pour assurer sa sécurité

---

<sup>108</sup> OKUMUS, Olgu, "What did Turkey loose when UE lost Nabucco", *Al-Monitor*, 2 July 2013.

<sup>109</sup> "TANAP to result in cheaper gas price in Turkey : minister", *Azernews*, 18.10.2013.

énergétique. Mais aussi vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, qui ne souhaite pas dépendre de la Russie pour exporter ses ressources et qui attribue également une grande importance stratégique à la consolidation du Corridor Sud-Européen, dont la Turquie constitue l'élément central.

## **B) Le partenariat Azerbaïdjan-Turquie : quelles réalités ?**

### ***1) Une interdépendance de plus en plus prononcée***

La Turquie et l'Azerbaïdjan ont une proximité linguistique, historique et culturelle forte. La Turquie est le premier pays à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991. Les images d'une seule nation pour deux états et celle de deux pays frères sont souvent utilisées pour définir leurs relations. Depuis la chute du Mur de Berlin, leur partenariat économique et politique s'est considérablement développé. Le 6 Novembre 2007, les deux pays signent un accord de coopération économique visant à faciliter les procédures douanières et créer des pré-conditions pour la libéralisation du commerce entre deux pays. La construction des deux pipelines BTC et BTE en 2006 et 2007, le lancement en 2007 de la construction du chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars, ainsi que le nouveau projet de gazoduc le TANAP nous montre l'accélération de l'intégration régionale de la Turquie non seulement avec l'Azerbaïdjan, mais aussi avec la Géorgie. La cérémonie officielle de la signature du projet TANAP, a eu lieu le 26 Juin 2012, à Istanbul en présence du Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan, du Président azerbaïdjanais, Ilhan Aliyev, du Ministre turc de l'Énergie M. Taner Yildiz, son homologue azerbaïdjanais M. Natig Aliyev et le Président de la compagnie nationale d'Azerbaïdjan SOCAR, M. Rövnag Abdullayev. Au cours de cette cérémonie, le Premier Ministre turc a d'ailleurs commencé son discours par ces mots : "Azerbaijan and Turkey are two nations bonded by strong brotherhood and kinship ties."<sup>110</sup> Cet accord officiel est suivi de la signature d'un contrat d'une durée de quinze ans entre les compagnies turques BOTAS et TPAO et la compagnie azerbaïdjanaise SOCAR, le 15 Octobre 2012. De plus, la compagnie SOCAR a investi 2,4 milliards de dollars dans l'entreprise turque de pétrochimie Petkim. Ajouté à cela, l'existence d'une filiale du groupe azerbaïdjanais en Turquie, Socar Energy Turkey, octroie à SOCAR environ 10% des parts du marché des hydrocarbures en Turquie<sup>111</sup>. Les liens économiques étroits entre les deux pays ne

---

<sup>110</sup> Site du TANAP, "Tanap project, the silk road of energy, has been signed", retranscription du discours d'ouverture, <http://www.tanap.com/en/the-energy-of-the-future-is-ready.aspx>

<sup>111</sup> site SOCAR, <http://new.socar.az>

se résumant pas au secteur énergétique, le groupe SOCAR a notamment racheté la chaîne de télévision turque KANAL 24, ainsi qu'un journal national turc *Star*.<sup>112</sup>

Avec deux pipelines en fonctionnement, un troisième pipeline et un chemin de fer en construction, les divers investissements azerbaïdjanais en Turquie — qui devraient atteindre 20 milliards de dollars dans les années à venir, et les investissements mutuels entre les deux pays — s'élevant à 10 milliards de dollars pour l'année 2012<sup>113</sup>, on peut dire que la Turquie et l'Azerbaïdjan entretiennent des relations économiques de plus en plus importantes. Du point de vue énergétique, les deux pays entretiennent une forte relation d'interdépendance. La Turquie représente pour l'Azerbaïdjan l'unique voie d'exportation de ses ressources vers le marché européen sans passer par l'intermédiaire de la Russie, qui détient la majorité des réseaux gaziers dans la région. L'Azerbaïdjan, pour sa part, permet à la Turquie de réduire sa dépendance envers ses deux principaux fournisseurs d'hydrocarbures, qui sont la Russie et l'Iran, en diversifiant ses origines d'importation.

## ***2) La persistance de la question arménienne***

Géographiquement, la Turquie et l'Azerbaïdjan sont séparés par l'Arménie, avec laquelle les deux pays entretiennent des relations diplomatiques tendues, chacun pour des raisons différentes. Les tensions entre la Turquie et l'Arménie sont principalement dues à la période de la fin de l'Empire Ottoman, au cours de laquelle le génocide arménien est perpétré et la frontière entre les deux pays est tracée. L'Arménie revendique des territoires turcs, notamment la région du Mont Ararat, ainsi que la reconnaissance du génocide et des réparations. Les tensions entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont relatives au territoire du Haut-Karabagh, qui a fait l'objet d'une guerre entre 1988 et 1994, dont l'Azerbaïdjan demande toujours le retrait des troupes arméniennes. Au cours de l'année 2009, les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan connaissent une phase de tension à l'issue d'une tentative de rapprochement diplomatique entre la Turquie et l'Arménie. En Octobre 2009, les deux gouvernements signent un accord visant à rétablir des relations diplomatiques formelles entre les deux pays et à réouvrir leur frontière commune<sup>114</sup>. Cela s'inscrit à la suite de la guerre russo-géorgienne, qui a endommagé le pipeline BTC et a révélé l'insécurité potentielle de la route du pipeline, la Turquie se tourne donc vers l'Arménie dans le but de diversifier ses

---

<sup>112</sup> Voir annexe n° 1, entretien n° 26.

<sup>113</sup> "TANAP to result in cheaper gas price in Turkey : minister", *Azernews*, 18.10.2013.

<sup>114</sup> "Turkey Weighs Ending Economic Embargo on Armenia", *Voice Of America*, 02 November 2009.



routes d'approvisionnement. Quelques jours plus tard, le Président turc, Adullah Gül et son homologue arménien, Serzh Sarksyan, s'exposent côte à côte lors d'un match amical de football entre les équipes nationales<sup>115</sup>. Le gouvernement azerbaïdjanais se sent évincé par la Turquie et reproche au gouvernement turc de mettre à mal sa stratégie concernant le Haut-Karabagh, qui consiste à maintenir l'embargo économique sur l'Arménie. Le Premier Ministre turc a réagi en réaffirmant son soutien à l'Azerbaïdjan et en assurant qu'il ne serait pas question d'ouvrir ses frontières tant que la question du Haut-Karabagh ne serait pas résolue. Selon les termes d'Hasan Özertem, spécialiste de la région Caucase/Asie centrale, cette tentative de rapprochement a perpétré "a kind of loss of truth which remains in the depth of consciensness of the azeri government."<sup>116</sup> Pour illustrer l'analyse de M. Özertem, Novroz Mammadov, le directeur du département des relations extérieures de la Présidence d'Azerbaïdjan expliquait le 19 Septembre 2013 lors d'un interview au journal turc anglophone *Hurriyet Daily News* : "There are such attempts [for the revival of the Ankara-Yerevan process] these days. I am hopeful and sure that the Turkish leadership will not take steps contrary to the will of Azerbaijan and the Azerbadjani people."<sup>117</sup> Le ministre des Affaires étrangères azerbaïdjanais a alors rappelé à l'Arménie l'étendue de sa vulnérabilité face à la puissance renforcée de l'Azerbaïdjan : "Armenia can be a part of regional success after withdrawing its troops from the occupied territories, he said, according to the HASEN press release, adding that the Baku-Ceyhan and new pipeline projects reinforced Azerbaijan's sovereign independence."<sup>118</sup> L'instrument énergétique est ici utilisé comme *soft power* par l'Azerbaïdjan qui use de sa supériorité stratégique pour négocier avec l'Arménie sur le conflit qui les oppose.

En ce qui concerne les relations azéro-turques, la question arménienne n'empêche pas le renforcement de leur coopération dans tous les domaines stratégiques, notamment la sécurité, l'économie, l'énergie et les transports. Comme l'atteste le troisième sommet des pays turcophones qui s'est tenue le 16 Août 2013 à Galaba en Azerbaïdjan, en présence des Présidents de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de la Turquie, où le Président turc, M. Abdullah Gül a déclaré que "l'intégration économique et culturelle du monde turc

---

<sup>115</sup> "Turkey wins symbolic football match against Armenia", *France 24*,

<sup>116</sup> Voir annexe n°1, entretien n°25.

<sup>117</sup> "Baku urges Ankara not to repeat 2009 'mistake'", *Hurriyet Daily News*, 19 September 2013.

<sup>118</sup> "Azerbaijan urges Armenia to withdraw, join in energy", *Hurriyet Daily News*, 27 Septembre 2013.

dépend de la mise en œuvre de projets associant des infrastructures de transport de nos pays"<sup>119</sup>.

### **C) Le TAP : le contrôle complet de la route du *Upstream* au *Downstream***

Le 28 Juin 2013, le Trans-Adriatic-Pipeline (TAP) a été choisi contre le projet européen Nabucco-Ouest pour alimenter en gaz le marché européen. Après l'échec du projet Nabucco face au TANAP, le projet Nabucco-Ouest — Nabucco tronqué de sa partie anatolienne devient Nabucco-Ouest reliant la frontière turco-bulgare à l'Autriche — représentait le dernier espoir pour l'Union européenne d'accomplir sa propre initiative de pipeline, cependant le Shah Deniz Consortium a privilégié le projet TAP pour les raisons que nous avons déjà évoqué plus haut. Que représente la TAP pour l'Union européenne, pour l'Azerbaïdjan, pour les pays qu'il traverse et aussi pour la Russie, son principal concurrent ?

#### ***1) Les enjeux énergétiques en Europe de l'Est et du Sud-Est***

Ce gazoduc consolide le Corridor Sud-Européen, il fait affluer le gaz centre-asiatique depuis sa source jusqu'à l'intérieur de l'Union européenne par une seule et même ligne directe et souterraine. Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso commente :

"I welcome today's decision by the Shah Deniz II Consortium selecting the Trans-Adriatic Pipeline (TAP) as the European route of the Southern Gas Corridor. **This is a shared success for Europe** and a milestone in strengthening **the energy security of our Union**. I am confident that today's decision, which builds on the strategic Joint Declaration I signed with President Aliyev of Azerbaijan in January 2011, will provide further momentum to the full and rapid realization of the entire **Southern Gas Corridor as a direct and dedicated link from the Caspian Sea to the European Union, which should be expanded over time.**"<sup>120</sup>

Cet extrait du discours de M. Barroso atteste du fondement de la politique énergétique européenne qui est d'assurer sa propre sécurité énergétique, notamment avec l'utilisation des termes "the energy security of our Union". Il est vrai que la volonté européenne de réduire sa dépendance face au monopole gazier russe est en partie réalisée, néanmoins, il omet de dire que la décision du Shah Deniz Consortium procure une certaine satisfaction à la Russie. D'une part, l'Europe a de nouveau montré son incapacité à réaliser un projet sous l'égide de l'Union européenne, et d'autre part, le choix de la route empruntée, qui relie la Grèce, l'Albanie et l'Italie, permet à la Russie de continuer à exercer sa domination dans les marchés

---

<sup>119</sup> "Le troisième sommet du conseil turc a lieu à Galaba", <http://www.mfa.gov.tr>

<sup>120</sup> CEE, "EU Commission welcomes decision on gas pipeline", à Bruxelles, le 28.06.2013. <http://europa.eu>

gaziers de la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche, voie que devait emprunter le projet Nabucco-Ouest<sup>121</sup>. Cela constitue précisément le même trajet que le projet russe South Stream vise à emprunter. Aussi lorsque M. Borroso exprime sa satisfaction "this is a shared succes for Europe", il s'agit d'un discours politicien. Le choix du TAP à l'instar de Nabucco-Ouest est un échec en ce qui concerne la politique énergétique européenne, par l'impossibilité de l'Union à unifier ses voix et par le fait qu'elle laisse le marché de l'Europe de l'Est totalement dépendant du monopole gazier russe.

Enfin M. Barroso définit le TAP "as a direct and dedicated link from the Caspian Sea to the European Union", ce qui est exact car la Grèce et l'Italie sont membres de l'Union européenne, or ce n'est pas le cas de l'Albanie. En effet, une des caractéristiques majeures du TAP, c'est qu'il passe par l'Europe du Sud-Est, qui est un marché quasiment vierge en termes de consommation de gaz, d'infrastructures de transport et de production. Il représente donc un intérêt énorme en investissements pour les compagnies gazières<sup>122</sup>. Comme le montre l'intervention du directeur commercial du TAP, Lutz Landwehr : "I am very pleased with this collaboration with DESFA. We recognise their long-standing operational expertise in Greece, and **both our organisations share views on the importance of developing the gas markets across the Eastern and Western Balkans.**"<sup>123</sup> Le cas de l'Albanie est particulièrement intéressant car le gaz ne fait pas partie de son mix énergétique. Les pays des Balkans, qui intègrent peu à peu l'économie libérale, constituent encore des îlots énergétiques au sein de l'Europe, tant du point de vue des infrastructures de réseaux électriques et gaziers, que du point de vue législatif avec les politiques de régulation. L'Union européenne souhaite qu'à l'horizon 2015, il n'existe plus d'îlots énergétiques en Europe. Dans ce cadre, ces pays constituent un enjeu économique et politique d'envergure.

## ***2) Manipulations autour du rachat du réseau gazier Grec***

Pour comprendre les enjeux que représente un pipeline, il est nécessaire de connaître l'origine de ses partenaires commerciaux. Le Shah Deniz Consortium s'est prononcé en faveur du TAP le 28 Juin 2013, un mois après, la composition du consortium du TAP connaissait d'importants changements. À l'origine, ce projet était porté les compagnies AXPO (Suisse, 42,5%), Statoil (Norvège, 42,5%), E.ON (Allemagne, 15%). Le 30 Juillet 2013, le

---

<sup>121</sup> Voir annexe n°4, carte du projet Nabucco

<sup>122</sup> Voir annexe n°1, entretien n°25.

<sup>123</sup> "TAP and DESFA Sign Cooperation Agreement", *Energia*, 03 July 2013.

consortium du TAP est détenu par les principales compagnies du Shah Deniz Consortium. Les compagnies BP et SOCAR détiennent chacune 20%, Total 10% et la compagnie belge Fluxys 16%. Les partenaires initiaux ont réduit leur part respective : AXPO détient désormais 5%, Statoil 20% et E.ON 9%.<sup>124</sup> La route est donc assurée par les mêmes compagnies depuis l'*Upstream*, lieu d'extraction et de production — en l'occurrence le gisement Shah Deniz II, jusqu'au *Downstream*, étape finale de l'approvisionnement, qui comprend les réseaux de distribution des ressources. La phase de transport, le TANAP est détenu les compagnies SOCAR, BP, Statoil, Total et les entreprises turques, BOTAS et TPAO.

Le cas de la Grèce revêt un intérêt stratégique tout particulier. En décortiquant la presse internationale, j'ai trouvé une information qui a été assez peu relayée. Il s'agit de la privatisation du secteur gazier grec à l'issue des restructurations financières imposées à l'État grec par la Commission Européenne dans le cadre du sauvetage de la dette grecque. Les compagnies gazières nationales grecques de production et de distribution, respectivement DEPA et DESFA, ont été soumises à un appel d'offre qui prenait fin au début du mois de Juin 2013. La compagnie DEPA comprend l'ensemble de la production et de l'approvisionnement du marché gazier grec, par le biais de sa filiale DESFA qui détient la totalité du réseau de transport ainsi que les usines de transformation et les terminaux gaziers. DEPA détient 51% des compagnies de distribution pour les consommateurs privés et le secteur industriel<sup>125</sup>. Pour le rachat de la compagnie DEPA, la compagnie russe Gazprom a répondu à l'appel d'offre en proposant 900 millions d'euros face à la joint-venture grecque M&M gas qui proposait 550 millions d'euros. Pour la compagnie DESFA, la compagnie azerbaïdjanaise SOCAR ainsi qu'une compagnie russe, du nom de Sintez, ont répondu à l'appel d'offre<sup>126</sup>. Le 10 Juin, seulement quelques jours avant la phase finale de l'appel d'offre, les compagnies russes Gazprom et Sintez se retirent du rachat de DEPA et DESFA. La compagnie DEPA n'a donc pas été rachetée, privant l'État grec d'un apport financier important. Les officiels grecs reprochent à l'Union européenne d'avoir influencé la décision de Gazprom en raison de leur forte dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Un porte parole de l'Union européenne dément ces accusations : "Regarding the sale of Depa, the Commission had no influence in the process and did not have any contact with Gazprom on this issue."<sup>127</sup> Gazprom explique

---

<sup>124</sup> "Shah Deniz partner take stake in TAP", *Hurriyet Daily News*, 31 July 2013.

<sup>125</sup> "Gazprom Withdraws Interest for Greek Gas Firm DEPA on Deadline Day, Say Reports", *Energia*, 10.06.2013.

<sup>126</sup> *id.*

<sup>127</sup> "EU: Didn't Influence Greek Depa Sale Process", *Energia*, 11 June 2013.

son désistement de la manière suivante : "Gazprom had not received sufficient guarantees that DEPA's financial situation will not deteriorate by the end of the transaction. Gazprom noted it was worried about DEPA's financial position."<sup>128</sup> La compagnie azerbaïdjanaise SOCAR se retrouve donc seule dans la compétition et remporte l'appel d'offre. Le 17 Juin 2013, le Président de la compagnie SOCAR commente : "It means that the whole natural gas distribution system of Greece will be in our hands soon." [Adding that] a purchase of Greek assets would "strengthen the export potential of Socar."<sup>129</sup> Le 26 Juin, l'Azerbaïdjan se retire de Nabucco-West, le 28 Juin la décision du Shah Deniz Consortium est prise : le TAP, qui relie la Grèce, l'Albanie et l'Italie, est choisi. Les jours suivants, le Consortium TAP et la compagnie DESFA signent un accord de coopération.<sup>130</sup> Le 11 Juillet, la compagnie SOCAR, conjointement avec les compagnies BP et Total, annoncent qu'elles intègrent le Consortium TAP.<sup>131</sup>

La succession de ces événements met en lumière deux points. Premièrement, le rachat du réseau grec par Gazprom et Sinterz aurait engendré une situation critique pour l'Union européenne, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Leur volonté commune de s'affranchir de la Russie avec la construction des pipelines TANAP et TAP aurait été anéanti par la main-mise russe sur le réseau grec, qui se trouve en aval du TANAP et à l'intérieur du marché européen. Deuxièmement, étant donné l'immense avantage stratégique que cela représentait pour la Russie, on comprend mal pourquoi les compagnies russes ont abandonné soudainement l'appel d'offre. Il semblerait que la Russie ait effectivement subi des pressions pour renoncer à la compagnie nationale grecque. Cette hypothèse s'est confirmée lors du visionnage d'une conférence sur le Corridor Sud-Européen et le rôle de l'Azerbaïdjan, organisé par *Jameston Foundation*. L'intervention de Matthew Bryza, Directeur de *l'International Center for Defense Studies*, à Tallinn, ancien ambassadeur américain en Azerbaïdjan et membre non-résident de *l'Atlantic Council* des États-Unis, est significative :

The fact is that Russia is worried and they fight like mad to back this through, whether its information campaign, whether South Stream or whether what they tried to do with DESFA et DEPA in Greece. Gazprom had a tojan horse partner [Sinterz]. They were double bidding on DESFA and DEPA to acquire the both. And thanks god for the UE, when the commission made clear to russian that they would not be allowed to operate DESFA and

---

<sup>128</sup> "Shah Deniz partner take stake in TAP", *Hurriyet Daily News*, 31 July 2013.

<sup>129</sup> "Azerbaijan's Socar sets eye on Greek gas company", *Hurriyet Daily News*, 17 June 2013.

<sup>130</sup> "TAP and DESFA Sign Cooperation Agreement", *Energia*, 03 July 2013.

<sup>131</sup> "Azeri Socar, BP, Total to get TAP stakes", *Hurriyet Daily News*, 11 July 2013.

DEPA as a monopoly, then suddenly, Gazprom and its trojan horse partner quit and left the field to SOCAR. And I can just say there was an enormous mireculous turn around it.<sup>132</sup>

Le témoignage de M. Bryza nous apprend que, contrairement au démenti du porte parole de l'Union européenne sur son implication dans le retrait de Gazprom, la Commission est effectivement intervenue auprès de la Russie. De plus, l'utilisation des termes "there was an enormous mireculous turn around it" dénote une certaine ironie de la part de M. Bryza. Le visionnage de son intervention est explicite<sup>133</sup> sur le fait que le retrait de Gazprom a fait l'objet d'une manipulation politique.

Avec le rachat de DESFA par SOCAR, une nouvelle voie Est-Ouest totalement indépendante de la Russie se constitue et la façon dont celui-ci se réalise illustre la non transparence du secteur. C'est d'ailleurs cette opacité qui renseigne sur le niveau extrêmement stratégique de l'énergie.

### **III) Le contre projet South Stream ou la projection de la volonté de puissance de la Russie**

Le projet South Stream s'inscrit directement dans la question du Corridor Sud-Européen. Ce projet de pipeline a été lancé en réaction aux tentatives de l'Union européenne de s'affranchir du monopole gazier russe. Néanmoins, la Russie reste un acteur majeur dans le marché gazier européen car le gaz est amené à devenir la source principale d'énergie dans le mix énergétique européen dans les années à venir et la Russie détient les plus grandes ressources de gaz naturel au monde<sup>134</sup>. Le projet du gazoduc South Stream, qui traverse les eaux territoriales turque de la Mer Noire place encore une fois la Turquie au coeur d'un projet énergétique. Cela a permis à la Turquie de développer une diplomatie énergétique, la Russie se trouve face à un pays qui n'est plus seulement dépendant de son gaz mais avec lequel il faut désormais traiter d'égal à égal. Le cas du conflit entre les deux pays sur la fixation des prix du gaz, qui s'est soldé par une réduction du coût d'importation au profit de la Turquie,

---

<sup>132</sup> Conférence sur le TANAP, *Jamestown Foundation*, <http://www.jamestown.org/press/events/video-azerbaijan-and-the-southern-gas-corridor-to-europe-implications-for-us-and-european-energy-security/> (Third part)

<sup>133</sup> Regarder la troisième partie de la conférence, à partir de 47:30 jusqu'à 48:30 minutes, l'attitude de M. Bryza et de l'intervenant semble significative de leur embarras .

<sup>134</sup> EIA, "Russia", *U.S. Energy Information Administration*, 18 September 2012.

nous le démontre. Nous allons voir ce que représente le South Stream dans le contexte de la constitution du Corridor Sud-Européen, puis pour les relations bilatérales entre la Turquie et la Russie.

## **A) Le South Stream et l'Europe : la guerre du gaz**

### ***1) Le monopole gazier russe : vers une perte de pouvoir ?***

#### **a) Réalités politiques et économiques du South Stream**

En Novembre 2007, la compagnie nationale Gazprom et la compagnie italienne ENI signent un accord pour la construction du pipeline South Stream. La route qu'il emprunte s'étend sur approximativement 2 400 km. Il doit relier la station de compression Russkaya, sur la côte russe de la Mer Noire, traverser la Mer Noire sur une distance de 931 km avec une profondeur atteignant 2 250 mètres<sup>135</sup>, en empruntant les eaux territoriales turques, pour rejoindre Varna en Bulgarie, puis traverser la Serbie, la Hongrie, la Slovénie, jusqu'à Tarvisio au Nord de l'Italie<sup>136</sup>. Il doit transporter à terme 63 mmc de gaz pour un budget qui s'élève à 39 milliards de dollars.<sup>137</sup> Les partenaires sont Gazprom (50%), ENI (20%), la compagnie française EDF (15%) et la compagnie allemande Wintershall (15%). La Bulgarie, la Serbie, la Slovénie, la Croatie, la République de Bosnie-Herzégovine, l'Autriche, la Grèce, la Macédoine et la Roumanie ont signé des accord de coopération en vue du transit et des extensions prévues pour le trajet du pipeline<sup>138</sup>. La construction a débuté en 2012 et le gazoduc est censé entrer en fonction en Décembre 2015<sup>139</sup>.

Ce projet de pipeline répond au projet européen Nabucco — aujourd'hui TANAP qui approvisionne l'Europe en contournant la Russie. Malgré le coût financier et les conditions difficiles de construction du South Stream — plus de 900 km de route sous-marine — la Russie garde la main-mise sur le marché gazier européen. La route maritime à travers les eaux territoriales turques permet à la Russie de contourner l'Ukraine où transite 60% des voies d'acheminement des ressources russes vers l'Europe. Le gouvernement russe met en avant le fait que South Stream renforcera la sécurité énergétique de l'Europe, qui a subi les

---

<sup>135</sup> Site du South Stream, "The South Stream Pipeline by numbers", [www.south-stream-offshore.com](http://www.south-stream-offshore.com)

<sup>136</sup> Site du South Stream, "Gas pipeline route", [www.south-stream.info](http://www.south-stream.info)

<sup>137</sup> LEVINE, Steeve, "Nabucco V.S South Stream", *Quartz*, 29 Juin 2013.

<sup>138</sup> Site du South Stream, "Partners", [www.south-stream.info](http://www.south-stream.info)

<sup>139</sup> Site du South Stream, "South Stream, new chain in the European energy security structure", [www.south-stream.info](http://www.south-stream.info)

conséquences des crises russo-ukrainiennes entre 2006 et 2009. Or l'Union européenne qui souhaite se défaire du monopole gazier de la Russie, malgré la difficulté des 27 pays membres à s'accorder sur le projet Nabucco, elle a réussi à mettre en place un ensemble législatif qui tend à mettre fin au principe de monopole sur le marché gazier.

#### b) Le Third energy package : la fin du monopole de Gazprom

Depuis l'arrivée du gaz naturel sur le marché énergétique mondial, les contrats d'approvisionnement font l'objet d'accord bilatéraux ou multilatéraux entre les états pour des durées de 10 à 20 ans en moyenne, avec une large variabilité de prix selon les pays concernés. Par exemple, en 2012 le prix d'achat pour 1000 m<sup>3</sup> de gaz russe pour la Macédoine s'élevait à 564,3 dollars alors que celui de la Grande Bretagne était de 313 dollars<sup>140</sup>. La politique énergétique que mène l'Union européenne depuis une dizaine d'années entend faire entrer le principe de concurrence dans le marché du gaz afin que la fixation des prix ne dépende plus du pays exportateur mais qu'il s'indexe sur le cours du marché. Cela vise essentiellement la Russie qui détient un quasi-monopole dans le secteur gazier avec l'entreprise nationale Gazprom qui produit environ 80% de la production totale de gaz naturel et détient plus de 65% des ressources prouvées de la Russie<sup>141</sup>. S'inscrivant dans la lignée du Traité de la Charte de l'Énergie, signé en 1994, le "Third energy package" aspire à soumettre la Russie à la libéralisation de secteur gazier.

Approuvé fin 2009, le "Troisième Paquet Énergie" est un ensemble de six actes législatifs officiellement dénommés le "Troisième paquet de libéralisation du marché de l'énergie européen". Ces textes limitent le droit des producteurs d'énergie de posséder et de gérer les réseaux de transport d'énergie. Ils consacrent également le principe de séparation des activités de production et de transport d'énergie. Toute compagnie étrangère qui ne respecte pas ce principe pourrait se voir interdire le marché de l'UE. Selon la Commission européenne, le "troisième paquet énergie" doit permettre à de nouveaux acteurs de s'implanter sur le marché et de faire baisser les coûts de l'énergie. Le premier fournisseur de gaz russe, le groupe Gazprom, se dit directement visé par ce paquet.<sup>142</sup>

Face à cette initiative européenne, la Russie a réagi en organisant un sommet des pays exportateurs de gaz — organisation fondée sur le modèle de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole — qui rassemble notamment l'Iran, le Venezuela. Lors de ce Forum,

---

<sup>140</sup> VATANSEVER, Adnan, KORANYI, David, "Russian gas price", *Atlantic Council*, 2013

<sup>141</sup> "Russia", U.S. *Energy Information Administration*, 2013.

<sup>142</sup> "L'UE souhaite accéder au secteur gazier russe" *Ria Novosti*, 18.04.2013.



le Président russe Vladimir Poutine a lancé un appel aux pays exportateurs de gaz pour lutter contre la volonté européenne d'indexer les prix du gaz au cours du marché :

Russian President Vladimir Putin called on gas exporting countries to come up with a single pricing mechanism and resist EU market rules as he hosted Monday a summit with leaders from some of the world's top energy states. (...) He also defended long-term contracts that bind clients to purchase gas within a specific price range for a number of decades and which Russia has recently been forced to abandon under pressure from some European states (...) Putin reiterated criticism of the European Union's Third Energy Package that bars companies such as Gazprom from owning both distribution pipelines and processing facilities in the same country.<sup>143</sup>

En Août 2013, le Ministre russe des Affaires Étrangères, Sergeï Lavrov, relançait la polémique du *Third Energy Package* et avertissait les pays européens : "Moscow and Brussels are capable of developing "energy co-operation, leading in the future to a single European energy complex." But he warned the implementation of the EU's "Third Energy Package," which seeks to "unbundle" ownership of natural gas production and transmission lines such as those operated by Russia's Gazprom- **is hindering closer ties.**"<sup>144</sup> Malgré les tentatives russes de conserver sa position dominante vis-à-vis des pays importateurs par le biais du gaz, le processus d'anéantissement de l'outil de domination que constitue le gaz russe est amorcé. En effet, depuis 10 ans, on constate que la part de importations de gaz russe a diminué pour la quasi-totalité des pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, seules la Bulgarie et la Slovénie restent dépendant à 100% de la Russie<sup>145</sup>. Au sein même de son pays, les compagnies gazières privées réclament la fin du monopole de Gazprom<sup>146</sup>. Le fait que divers pays, dont l'Azerbaïdjan, aient signé des contrats avec les entreprises privées russes comme Transneft ou Rosneft<sup>147</sup>, signifie que Gazprom n'est plus l'unique compagnie russe sur le marché international et qu'elle en phase de perdre son monopole. De plus, la diversification des origines d'importation de gaz se développe avec la consolidation de Corridor Sud-Européen. Cela permet aux pays importateurs de négocier le prix du gaz en invoquant principe de concurrence, comme l'a fait la Turquie en 2011, en renégociant le prix d'importation de gaz en provenance de Russie après avoir signé un accord gazier avec l'Azerbaïdjan<sup>148</sup>.

---

<sup>143</sup> "Putin urges gas exporter to adopt single price model", *Hurriyet Daily News*, 01.07.2013.

<sup>144</sup> "Russia's Lavrov: EU energy market reforms hindering closer ties", *UPI*, 16.08.2013.

<sup>145</sup> "Russian gas price", *Atlantic Council*, p.3.

<sup>146</sup> "GNL : les ventes de Gazprom en baisse de 37,4% en 2012", *Ria Novosti*, 31.05.2013.

<sup>147</sup> "Russia's Rosneft seeks Azeri gas field stake", *Hurriyet Daily News*, 26.06.2013.

<sup>148</sup> "Turk-Russian gas deal follows Azeri accord", *Hurriyet Daily News*, 29.12.2011.

Nous constatons que l'instrument énergétique constitue un élément central dans les rivalités de pouvoir entre l'Europe et la Russie. En 2013, avec la construction du TANAP et du TAP et de la mise en pratique du *Third Energy Package*, la Russie semble perdre son hégémonie dans le secteur énergétique, ce qui représente une victoire pour la politique de l'Union européenne. Cependant il s'agit d'une victoire limitée car la Russie reste le principal fournisseur de gaz de l'Europe<sup>149</sup> et que la lutte se livre désormais sur les marchés émergents aux marches de leurs aires d'influences respectives.

## **2) Rivalités de pouvoir aux marches des empires**

Certains territoires ont toujours fait l'objet de convoitises pour les puissances du continent eurasiatique, c'est le cas de la région de la Mer Noire. "Elle a été décrite à plusieurs reprises comme l'arrière-cour des empires ottoman et russe, puis comme l'extension de la sphère d'influence soviétique et plus récemment comme la frontière de l'Europe. L'existence de plusieurs sous-régions distinctes au sein de la région de la Mer Noire comme le Caucase ou les Balkans est un autre facteur déstabilisant. (...) La région devint un terrain de rivalité pour l'hégémonie."<sup>150</sup> Nous l'avons vu, la région étendue de la Mer Noire — de l'Asie centrale à l'Europe de l'Est — constitue un concentré de luttes de pouvoir particulièrement dense, par le biais de l'instrument énergétique. Depuis la fin de la Guerre Froide, où se sont affrontés le couple États-Unis/Europe face à la Russie et l'Iran, on a vu apparaître de nouveaux acteurs, notamment la Chine, mais aussi la Turquie qui revendique l'utilisation de l'outil énergétique comme vecteur de pacification au sein de la région : "Davutoğlu stated that the Baku-Tblisi-Ceyhan pipeline and the Southern Gas Corridor projects linked the continents by creating a "peace and energy basin" from the Caucasus to the Balkans and from the Caspian Sea to the Mediterranean. He stressed that the Southern Gas Corridor would not only be an energy corridor, but also a "peace corridor"."<sup>151</sup> Avec les projets concurrents du Corridor Sud-Européen et du South Stream, on assiste à une forte compétition pour accéder aux marchés d'Europe de l'Est. Outre les pays par lesquels transite le South Stream, la Russie a d'ores et déjà signé des accords de coopération avec la Roumanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Serbie et la Croatie. Le projet TAP, pour sa part, devrait alimenter l'Albanie, la

---

<sup>149</sup> "No easy to break gas dominance of Russia", *Hurriyet Daily News*, 20.07.2013.

<sup>150</sup> AYDIN (M.), «Geographical Blessing Versus Geopolitical Curse: Great Power Security Agendas for the Black Sea Region and a Turkish Alternative», *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 9, n° 3, September 2009, p. 271-285.

<sup>151</sup> "Azerbaijan urges Armenia to withdraw, join in energy", *Hurriyet Daily News*, 27.09.2013.

Grèce, le Monténégro, ainsi que la Croatie et la Bosnie-Herzégovine<sup>152</sup>. On assiste également à un rapprochement dans le secteur énergétique entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine<sup>153</sup> — territoire sciemment contourné par le projet South Stream à la suite des conflits énergétiques qui ont opposé la Russie et l'Ukraine entre 2006 et 2009. Dans ce cadre, nous pouvons nous interroger sur la réalité de la constitution d'un "corridor pacifique" mis en avant par le Ministre des Affaires Étrangères turc M. Davutoglu.



Carte du projet South Stream et ses extensions possibles<sup>154</sup>.

Malgré des désaccords et des tensions diplomatiques, la Turquie entretient avec la Russie des relations diplomatiques basées sur le maintien de l'équilibre des pouvoirs et de leurs intérêts respectifs.

## B) La subtilité de la diplomatie turque

La Turquie est le second plus gros importateur de gaz russe après l'Allemagne, elle représente 14% des exportations totales de gaz de la Russie<sup>155</sup>. Avec la construction de la

<sup>152</sup> "TAP emerges a winner : preliminary implications", *Natural Gas Europe*, 1.07.2013.

<sup>153</sup> "Ukraine in energy talks with Turkey, Azerbaijan", *Hurriyet Daily News*, 28.01.2012.

<sup>154</sup> "South Stream Project Map"

<http://contractorsunlimited.co.uk/news/120130+gazprom+south+stream+project.shtml>

<sup>155</sup> "Russie", *U.S. Energy Intelligence Administration*, 2013.

première centrale nucléaire en Turquie par l'entreprise russe Rosatom, la construction du pipeline South Stream à travers les eaux territoriales turques et les importations de pétrole russe, la Turquie tend à devenir le premier partenaire de la Russie dans le secteur énergétique. Nous regarderons ici comment la Turquie a su s'imposer comme partenaire indispensable à la Russie.

### ***1) Que représente le South Stream pour la Turquie***

Ces dernières années, on compte un grand nombre de publications qui traite des projets South Stream et Nabucco — aujourd'hui remplacé par le TANAP et son prolongement le TAP. Des titres comme "La Turquie, acteur incontournable des projets gaziers européens et russes"<sup>156</sup>, "Nabucco V.S South Stream"<sup>157</sup> nous informe sur la façon dont ils sont perçus. Ces deux routes sont présentées comme concurrentes pour alimenter l'Europe en gaz. Le soutien simultané de la Turquie aux deux projets peut sembler paradoxal au premier abord. Selon M. Özertem, cela s'inscrit dans la stratégie énergétique de la Turquie. En ce qui concerne le TANAP, la Turquie est partenaire du projet à hauteur de 20%, elle constitue le principal pays de transit et sera une des principales consommatrices, il est donc naturel qu'elle soutienne politiquement et économiquement ce projet. Pour ce qui est du South Stream, la Turquie et la Russie entretiennent de bonnes relations diplomatiques et commerciales depuis la chute de l'URSS. Leur entente est basée sur un partenariat dynamique, dans ce cadre la Turquie n'a pas de raison de contester la volonté de la Russie de construire un nouveau pipeline. D'autant que le projet South Stream fait partie de la stratégie énergétique de l'Union européenne : l'Europe a besoin de gaz, le South Stream a pour but de lui en apporter.

La stratégie énergétique de la Turquie a évolué depuis quelques années. Le manque de cohérence entre les pays membres de l'Union européenne et leurs réticences à accepter la Turquie comme état-membre ont fait prendre conscience au gouvernement turc que l'Union européenne ne serait pas le catalyseur de son développement national. Ainsi la Turquie s'attache à resserrer ses liens avec ses voisins, comme nous le montre l'intervention du Ministre turc de l'Énergie, M. Taner Yildiz, à l'issue de l'accord turco-russe sur le projet

---

<sup>156</sup> OKUMUS, Olgu, "La Turquie, acteur incontournable des projets gaziers européens et russes"<sup>156</sup>, *CERI*, 04.08.2011".

<sup>157</sup> LEVINE, Steeve, *op. cit.*

South Stream en 2011 : "Yıldız, who is also co-chairman of the Turkey-Russia Joint Economic Commission, emphasized that relations with Russia have never been as friendly and constructive as they are today. "We are working very closely with our Russian partners in developing joint economic interests," he said, dismissing claims of a rift over competing pipeline projects."<sup>158</sup>

La stratégie énergétique de la Turquie, qui consiste à se positionner comme territoire de transit avec une neutralité affichée en ce qui concerne la concurrence des projets, lui a ainsi permis de consolider sa position de *hub* avec le transit de deux pipelines supplémentaires, la Turquie accroît le volume d'hydrocarbure qui transite sur son territoire. La conjoncture régionale actuelle fait converger la quasi-totalité des projets de pipeline vers la Turquie. La volonté de la Russie de contourner l'Ukraine avec le South Stream rend la Turquie indispensable à la réalisation du projet. *Idem* pour le TANAP dont le trajet démontre la volonté de l'Union européenne et de l'Azerbaïdjan de contourner la Russie. En effet, avec l'instabilité politique du Moyen-Orient, notamment avec la crise syrienne et ses conséquences sur le Liban, la Turquie représente l'unique voie sécurisée pour l'acheminement des hydrocarbures en provenance de l'Ouest vers l'Europe. Le fait d'être le principal territoire de transit des nouveaux projets de pipelines dans la région a permis à la Turquie de renégocier avec la Russie le prix du gaz. Les deux principaux arguments mis en avant sont : le transit du South Stream à travers les eaux territoriales turques et le nouvel accord gazier signé avec l'Azerbaïdjan<sup>159</sup>. La Turquie, par une fine diplomatie déployée simultanément sur différents pôles, a réussi à renforcer sa sécurité énergétique au niveau national et à s'imposer comme partenaire incontournable pour exporter des hydrocarbures d'Est en Ouest.

## **2) Le cas du Samsun-Ceyhan : preuve d'un partenariat solide**

Aux nombreux projets énergétiques qui unissent la Russie et la Turquie, nous pouvons ajouter celui de l'oléoduc Samsun-Ceyhan. Ce projet a été proposé par la Russie lors de l'inauguration du Blue Stream en 2005. Il a pour but de constituer un corridor Nord-Sud afin de contourner les détroits surchargés du Bosphore et des Dardanelles. En 2010, le Bosphore a été traversé par environ 2,9 millions de barils par jour.<sup>160</sup> Le projet Samsun-Ceyhan permettrait donc de diminuer le transit de tanker à travers les détroits turcs et

---

<sup>158</sup> "Turkish approval of South Stream gives huge boost to Russia", *Today's Zaman*, 28.12.2011.

<sup>159</sup> "Turk-Russian gas deal follows azeri accord", *Hurriyet Daily News*, 29.12.2011.

<sup>160</sup> "Turkey", *U.S. Energy Intelligence Administration*, 2013, p. 6.

augmenterait la capacité du terminal de Ceyhan, qui constitue déjà l'un des plus importants points de transit d'hydrocarbures de la Méditerranée. Malgré les avantages que ce pipeline présente pour la Turquie, il a été mis en suspens à la suite de tensions entre le gouvernement turc et l'entreprise italienne ENI, partenaire du projet Samsun-Ceyhan. En effet, l'interpénétration des enjeux énergétiques due à la présence des grandes compagnies pétrolières et gazières sur différents projets provoque des répercussions parfois inattendues. Dans le cas du Samsun-Ceyhan, la problématique des ressources de gaz découvertes au large de l'île de Chypre, qui constitue un conflit entre la Grèce et la Turquie depuis la partition de l'île en 1974, a directement influé sur le projet turco-russe. En Mars 2013, le gouvernement turc a fait savoir qu'il mettrait sur liste noire toutes les compagnies qui signeraient des contrats avec le gouvernement chypriote pour rechercher des gisements de gaz au large de l'île tant que la question de la délimitation des Zones Economiques Exclusives ne serait pas résolue.<sup>161</sup> La compagnie italienne ENI a refusé de rétrocéder ses parts récemment acquises à Chypre, suite à quoi le Ministre de l'Énergie, M. Yildiz a annoncé : "We have decided not to work with ENI in Turkey and we have suspended their ongoing project."<sup>162</sup> La Russie, pour sa part, a rappelé son soutien au gouvernement turc en mettant en avant l'importance du maintien de leurs bonnes relations économiques et diplomatiques. "The offer on the table – the rights for Russian firms to develop Cypriot deepwater gas blocks – was not attractive enough. Prime Minister Dmitry Medvedev, speaking to European media on 21 March, gave two reasons: "First of all, I have only a vague idea of [the gas fields'] value. And, secondly, we know there are some problems with Turkey there. So, as I said, the issue is a complicated one."<sup>163</sup> Cela souligne l'importance majeure de la coopération des deux pays dans le domaine énergétique.

Il est intéressant de souligner que le gel du projet Samsun-Ceyhan à cause de l'investissement de la compagnie italienne au large de Chypre n'est apparemment qu'un prétexte :

Eni has no upstream activity in Turkey, but holds stakes in a number of active and planned pipelines. One of these – the Samsun-Ceyhan pipeline – has been stalled for years, but Eni also holds a 5% stake in the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline from Azerbaijan to Turkey's Mediterranean coast, participates in a joint venture with Gazprom in the Blue Stream pipeline, and holds 20% in Gazprom's planned South Stream project which will cross Turkish territorial waters. Eni is therefore central to Turkey's plans to be a corridor for energy pipelines. An anonymous Turkish official has said that Ankara is probably only going to eject **Eni from the Samsun-**

---

<sup>161</sup> "Cyprus row axes Italy's ENI from Turkish deals", *Hurriyet Daily News*, 27.03.2013.

<sup>162</sup> *id.*

<sup>163</sup> "The Gas Fallout from the Cyprus Crisis", *Natural Gas Europe*, 02.04.2013.

**Ceyhan pipeline, which is more or less a dead letter anyway.**<sup>164</sup>

Les sanctions imposées à l'entreprise ENI auraient servi à la Turquie à montrer sa détermination à agir en cas de désaccord sur une question politique et en même temps à annoncer la mise en suspens d'un projet de pipeline sans en évoquer les vraies raisons. À cette question, M. Özertem m'a fait remarquer que le projet du Samsun-Ceyhan n'était plus viable actuellement à cause d'un manque de sources d'approvisionnement disponible mais que plus tard, les pays de la région repenseront sûrement au Samsun-Ceyhan pour accéder aux marchés européens via la Mer Méditerranée<sup>165</sup>.

Le cas du Samsun-Ceyhan nous révèle deux choses importantes, celle d'un partenariat étroit entre la Russie et la Turquie qui mettent en avant leur coopération sur les projets énergétiques de la région et également la part de plus en plus importante de l'énergie dans la celui de l'utilisation de l'argument s représentations de *soft power* pour expliquer l'échec d'un projet.

L'étude de la réalisation du TANAP et du TAP met en lumière trois points : le rôle moteur du couple États-Unis/Europe dans la constitution du Corridor Sud-Européen, l'omniprésence de la Russie sur le marché du gaz en Europe et en Asie, et le renforcement à la fois, de la coopération entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, et de l'enclavement de l'Arménie. En Avril 2002, la signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'énergie et dans la lutte anti-terroriste entre la Turquie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan officialise l'alliance stratégique entre les trois voisins<sup>166</sup>. Comme le gazoduc TANAP, le projet de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars découle de cette coopération qui contribue à l'exclusion de l'Arménie. En 2005, le refus de la Commission Européenne de financer le BTK s'explique par la volonté de l'Union européenne de promouvoir la réintégration de l'Arménie au sein de la région du Sud-Caucase<sup>167</sup>. En filigrane de cette étude sur le TANAP, il apparaît que l'argument énergétique est couramment utilisé par les états comme instrument de pression ou comme outil de négociation dans leur politique extérieure. Dans le dernier chapitre, nous examinerons les conséquences de la diplomatie énergétique turque et l'influence des États-

---

<sup>164</sup> *id.*

<sup>165</sup> Voir annexe n°1, entretien n°25.

<sup>166</sup> BAL, Idris, "Turkish Foreign Policy in post-cold war era", Universal Publishers, 2004, p. 436.

<sup>167</sup> LUSSAC, Samuel, "The Baku-Tbilisi-Kars railroad and its geopolitical implication for the South Caucasus", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2(4), autumn 2008, 13 p.

Unis dans ses relations avec les pays pourraient à l'avenir alimenter le Corridor Sud-Européen.



### **CHAP 3) Comment alimenter le TANAP et le TAP ? Les enjeux que présentent les ressources de la Méditerranée Orientale, du Moyen Orient et de l'Asie centrale**

La nécessité de répondre à l'augmentation croissante de la demande en énergie des pays d'Europe, des Balkans et de la Turquie implique l'accès à de nouvelles ressources pour alimenter les gazoducs TANAP et TAP. Car il ne suffit pas de construire une voie d'acheminement des ressources, il faut également des ressources suffisantes et accessibles pour l'approvisionner sur un long terme. La capacité initiale du TANAP est de 16 mmc, cependant, on estime qu'environ cinq ans après la mise en fonction du pipeline, sa capacité de transport pourrait atteindre 25 mmc, puis 60 mmc au bout de dix ans. La Turquie est frontalière de 70% des ressources mondiales d'hydrocarbures : celles d'Asie centrale, du Moyen-Orient, et celles découvertes plus récemment en Méditerranée Orientale. Nous nous attacherons dans ce chapitre à analyser les enjeux géopolitiques qui gravitent autour de ces ressources et les relations que la Turquie entretient avec les pays où sont localisées ces ressources.

#### **I) Les ressources de la Méditerranée Orientale : des enjeux décisifs pour la Turquie et pour l'alimentation du TANAP**

La Turquie est un territoire de transit des hydrocarbures vers l'Europe. Elle dispose maintenant d'un réseau développé de pipelines sur son territoire et également d'une forte demande nationale. La Turquie représente donc un terrain privilégié pour exporter et faire transiter le gaz Méditerranéen vers les marchés européens, cependant nous verrons qu'il existe d'autres alternatives envisagées. Nous tenterons ici de dégager quels sont les enjeux que les nouvelles découvertes de gaz en Méditerranée orientale impliquent pour la Turquie.

##### **A) Les enjeux géopolitiques en Méditerranée Orientale**

Depuis la seconde moitié du XXe siècle, les guerres israélo-arabes, le conflit grecoturc autour de la question chypriote, plus récemment les Printemps arabes et la guerre en Syrie font de la Méditerranée Orientale le théâtre de conflits ininterrompus. Refaire l'historique et l'analyse de ces conflits n'est pas l'objet de cette recherche, nous ne nous appesantirons donc pas sur ce passé tumultueux mais il est nécessaire de le poser comme

arrière-plan de notre étude en gardant à l'esprit les enjeux politiques, culturels et symboliques que cela représente. Comme l'exprime avec force Fernand Braudel dans l'ouvrage *La Méditerranée* : " L'histoire n'est pas autre chose qu'une constante interrogation des temps révolus au nom des problèmes et des curiosités — et même des inquiétudes et des angoisses — du temps présent qui nous entoure et nous assiège. Plus qu'aucun autre univers des hommes, la Méditerranée en est la preuve, elle ne cesse de se raconter elle-même, de se revivre elle-même.<sup>168</sup>"

### **1) État des ressources et délimitation des Zones Économiques Exclusives**

La Méditerranée Orientale est une aire géopolitique mal définie. Elle est communément délimitée à l'Ouest par les îles grecques de Rhodes et de Crète, au Nord par les côtes turques, à l'Est par les côtes syriennes, libanaises, israéliennes et par la bande de Gaza et au Sud par les côtes égyptiennes jusqu'à la frontière libyenne, avec au centre l'île de Chypre. Elle a été, et reste aujourd'hui, un espace géostratégique disputé par les puissances régionales, mais aussi par les puissances extérieures, notamment par les États-Unis et la Russie dont les forces navales se sont récemment repositionnées dans la région<sup>169</sup>. Les récentes découvertes d'hydrocarbures ravivent l'intérêt géostratégique de la région, réactivent les conflits territoriaux entre les états et attisent les appétits des compagnies pétrolières et gazières. Jusqu'à la découverte des gisements Tamar et Léviathan en 2009 et 2010 au large d'Israël, seules les ressources de la Syrie représentaient un intérêt, les ressources de la Jordanie et d'Israël étant en quantité limitée. Le gisement *off-shore* Léviathan — nom donné en référence au monstre marin biblique — situé à 135 km au large d'Haïfa, à la limite des eaux territoriales libanaises, est revendiqué par l'État d'Israël comme étant situé dans sa zone économique exclusive, affirmation immédiatement démentie par le Liban<sup>170</sup>. Les premières estimations, fournies par les compagnies israéliennes en coopération avec l'entreprise américaine Noble Energy, s'élèvent à 650 mmc de gaz, ce qui en fait l'un des plus grands gisements *off-shore* découverts depuis les dix dernières années<sup>171</sup>. Un autre gisement important, Aphrodite, a été découvert dans les eaux territoriales chypriotes, dont les réserves

---

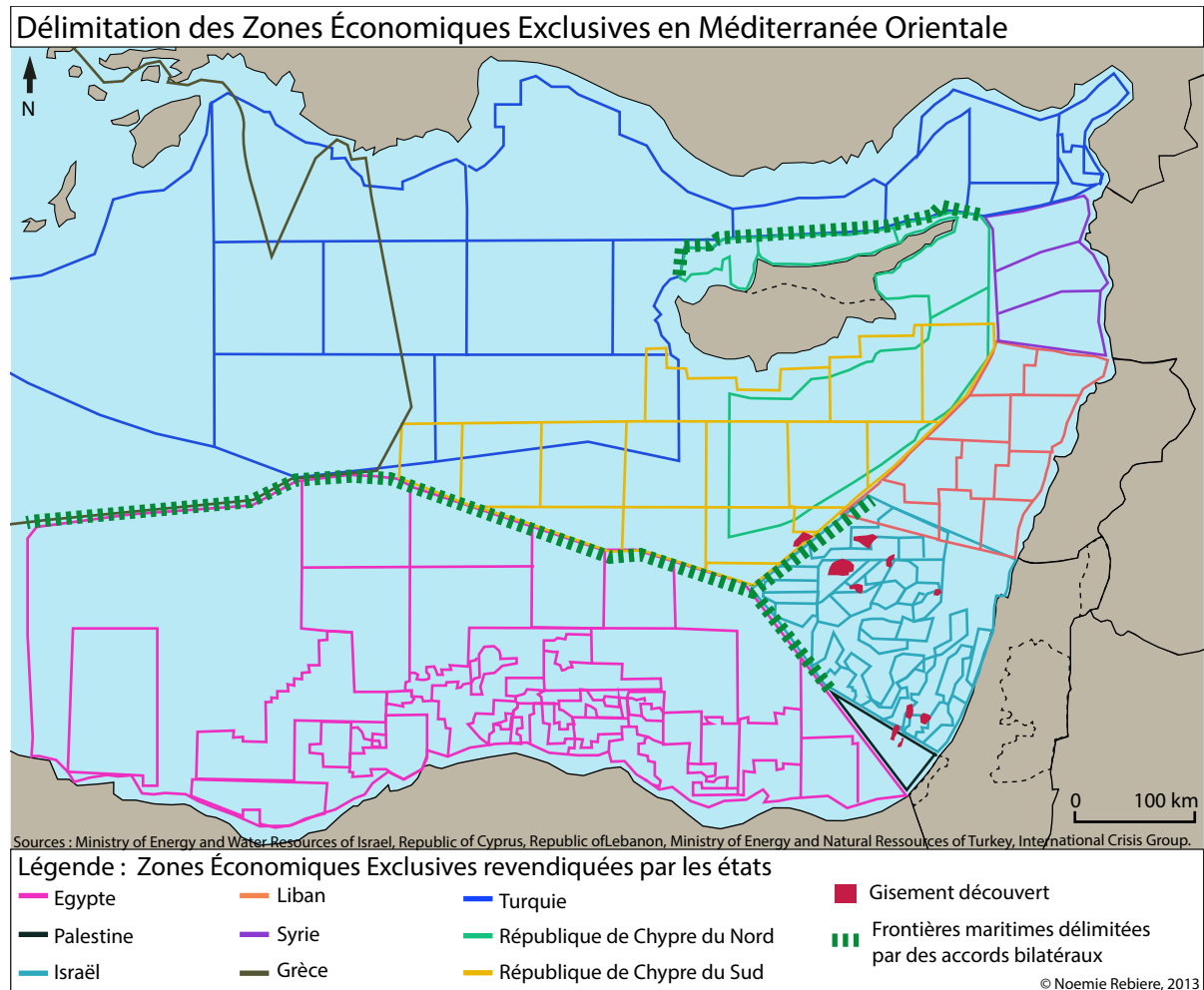
<sup>168</sup> BRAUDEL, Fernand (sous la dir.), *La Méditerranée*, Arts et Métiers graphiques, 1986, Paris, p. 7.

<sup>169</sup> "Russia announces permanent Mediterranean naval presence", *Hurriyet Daily News*, 07.06.2013

<sup>170</sup> "Israel can now siphon Lebanon's oil: Lebanese minister", *PressTV*, 05.07.2013.

<sup>171</sup> HUET, Guillaume, "La découverte de gaz *off-shore* en Méditerranée Orientale : nouveau défi pour la stabilité du Proche-Orient", *Centre d'Études Supérieures de la Marine*, 2013, Paris, p. 5.

sont estimées à environ 200 mmc.<sup>172</sup> Dans son rapport de l'année 2010, l'U.S. Geological Studies estime l'ensemble des ressources de la Méditerranée Orientale à 9 700 milliards de mètres cubes de gaz et à 3,4 milliards de barils de pétrole<sup>173</sup>. Pour donner une idée de ce que ces chiffres représentent comme enjeux pour les compagnies et pour les états de la région, mentionnons que le plus grand bassin de ressources de gaz connu se trouve en Sibérie Occidentale au Nord de la Russie et renferme 18 200 mmc<sup>174</sup>, soit le double des ressources estimées en Méditerranée Occidentale.



Avec les intérêts financiers et stratégiques que représentent les ressources découvertes dans la région, la question de la délimitation des eaux territoriales entre les états de la région se repose, engendrant de nouveaux conflits géopolitiques. Au regard de la carte ci-dessus, on constate que la quasi-totalité des Zones Économiques Exclusives revendiquées par les états se superposent. En 2007, la République de Chypre du Sud signe un accord bilatéral avec le

<sup>172</sup> "Eastern Mediterranean Region", *U.S Energy Intelligence Administration*, 15.08.2013, p.3.

<sup>173</sup> « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », US Department of the Interior, *U.S. Geological Survey Fact Sheet 2010–2014*, Mars-Avril 2010.

<sup>174</sup> *id.*

Liban pour fixer leurs frontières maritimes communes. Il sera suspendu par le Liban pour non respect de ses droits sur sa Zone Economique Exclusive lorsque Chypre signe en 2010 un accord bilatéral avec l'État d'Israël sur leurs frontières maritimes. Le Liban demande alors l'arbitrage de l'ONU qui refuse en se déclarant incompétente sur cette question<sup>175</sup>. En Juillet 2011, les États-Unis, qui entretiennent des relations diplomatiques tendues avec l'État d'Israël depuis l'arrivée au pouvoir du Président Obama, apportent leur soutien à la position libanaise<sup>176</sup>. La réaction du Président israélien Benjamin Netanyahu s'est manifestée par le renforcement de son soutien au candidat Mitt Romney du parti républicain pour les élections présidentielles américaines de 2012<sup>177</sup>.

Les contentieux entre la Turquie et la Grèce ont également été ranimés par la question du partage des eaux territoriales autour de Chypre et de la Mer Égée à la suite d'une campagne d'exploration lancée par le gouvernement grec, perçue par le gouvernement turc comme une violation de ses frontières maritimes<sup>178</sup>. La militarisation de la région est significative de l'importance stratégique qu'elle revêt. En effet, la Russie s'implante militairement et économiquement en Méditerranée orientale. Au cours de l'été 2013, la flotte navale et les compagnies gazières russes investissent l'espace Méditerranéen. Comme le souligne l'actuel Président de la Chambre des Représentants de la République de Chypre, M. Omirou à la suite d'une rencontre avec une délégation d'officiels russes en déplacement à Chypre : "The Russians informed the parliamentary delegation that Russia has a strategic interest in the energy developments in the Eastern Mediterranean region"<sup>179</sup>.

À la lecture de ces conflits en Méditerranée Orientale, on constate que la découverte de ressources a engendré une nouvelle vague de tensions qui se propage par la militarisation de la région par les puissances russes et américaines. Ensuite, nous nous concentrerons exclusivement sur les implications de la Turquie dans la question du gaz en Méditerranée Orientale et les conséquences sur sa politique extérieure.

---

<sup>175</sup> HUET, Guillaume, *op. cit.*, p.21.

<sup>176</sup> "US backs Lebanon on maritime border disputes with Israel", *Haaretz*, 10.07.2011.

<sup>177</sup> "White House believes Benjamin Netanyahu prefers Romney", *Haaretz*, 13.06.2012.

<sup>178</sup> "Délimitation de la mer territoriale", *République héliénique, Ministère des Affaires Étrangères*, 14.05.2013.

<sup>179</sup> "Gas talks in Moscow", *Cyprus Mail*, 04.07.2013.

## 2) *Quelle diplomatie énergétique turque en Méditerranée Orientale ?*

Les nouvelles découvertes de gaz au large de Chypre et d'Israël placent une nouvelle fois la Turquie au coeur du commerce des hydrocarbures. En 2006, un projet de pipeline entre la Turquie et Israël avait été mentionné pour alimenter Israël en gaz, en pétrole, en électricité et en eau<sup>180</sup>. Aujourd'hui, les découvertes volumineuses de gaz au large d'Israël modifient profondément les rapports de force dans la région. Isaac Herzog, président du groupe parlementaire du parti Travailliste israélien commente : "This is a strategic turning point, which turns Israel from a resource-poor country ... into a country with important strategic national resources."<sup>181</sup> Pour la Turquie, un pipeline reliant les gisements de l'Est méditerranéen au terminal turc de Ceyhan lui permettrait de renforcer sa position de hub et de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz naturel. Cependant la politique d'Ankara envers Israël et Chypre, place la Turquie au centre d'une situation conflictuelle complexe en Méditerranée Orientale et pourrait à terme l'évincer des projets d'exportation vers l'Europe des ressources de la Méditerranée Orientale.

La Turquie et l'État d'Israël étaient traditionnellement des alliés dans la région, par leur proximité avec les États-Unis et par leur affiliation à l'OTAN. L'arrivée au pouvoir du gouvernement islamo-conservateur AKP en Turquie en 2002 et sa volonté de se rapprocher des pays arabes a peu à peu distendu les relations diplomatiques entre Israël et la Turquie. En Mai 2010, l'incident de la Flottille Mavi Marmara<sup>182</sup> — une intervention militaire israélienne sur la flottille turque à destination de la Bande de Gaza transportant de l'aide humanitaire a tué neuf ressortissants turcs — rompt les relations diplomatiques entre les deux états. Les Printemps Arabes qui débutent en 2011 accentuent la politique pro-arabe d'Ankara et du même coup son éloignement vis-à-vis d'Israël. Les projets de pipeline entre les deux pays apparaissent alors comme difficilement réalisables étant donné les tensions politiques qui persistent entre les deux pays.

Le conflit qui oppose la Grèce et la Turquie autour de la question chypriote débute en 1974 avec l'invasion de l'île par l'armée turque ayant pour effet la partition ethnique de Chypre. Elle est aujourd'hui séparée en deux Républiques autonomes, grecque au Sud de l'île et turque au Nord, celle-ci étant uniquement reconnue par le gouvernement turc. L'île héberge également deux bases militaires britanniques au Sud et au Nord. La question de la partition

---

<sup>180</sup> MUNIER, Gilles, "La soif de pétrole irakien d'Israël", Mars 2008, [http://www.france-irak-actualite.com/pages/Petrole\\_Israel\\_et\\_le\\_petrole\\_irakien\\_mars\\_2008-1969256.html](http://www.france-irak-actualite.com/pages/Petrole_Israel_et_le_petrole_irakien_mars_2008-1969256.html)

<sup>181</sup> "Israel's dilemma: Where to sell the east Med gas", *UPI*, 18.07.2013.

<sup>182</sup> "Israël et la troisième menace", *Le Monde diplomatique*, Juillet 2010.

de l'île fait l'objet d'un conflit entre la Grèce et la Turquie, ranimée par les découvertes de gaz au large de l'île. Le gouvernement grec a signé en 2010 un accord avec l'entreprise américaine Noble Energy pour explorer les eaux chypriotes, ce que le gouvernement turc a immédiatement condamné, demandant de cesser toutes activités d'exploration tant que le gouvernement turc n'aurait pas été consulté<sup>183</sup>. Le gouvernement grec n'ayant pas répondu à la requête de la Turquie, le Ministre turc de l'Énergie annonçait le 25 septembre que la Turquie pourrait lancer une campagne d'exploration au large de Chypre : "The [vessel] Barbaros Hayrettin Paşa could enter to the north or south of Cyprus because it has both a technical and political dimension."<sup>184</sup>

Le fait que la Turquie soit en conflit avec le gouvernement Israélien d'une part, et avec son voisin grec à propos de la question de Chypre d'autre part, remet en question sa position privilégiée pour exporter les ressources de la Méditerranée Orientale.

### ***3) Le rapprochement Grece/Chypre/Israel : un danger pour la Turquie***

Depuis la découverte des gisements d'hydrocarbures en Méditerranée Orientale, on assiste à un rapprochement inédit entre la Grèce, l'État d'Israël et la République de Chypre. En Août 2013, les trois gouvernements signent un accord de coopération dans le secteur de l'énergie visant à augmenter la sécurité de l'approvisionnement énergétique, le développement soutenable et la coopération entre les pays de la région<sup>185</sup>. Avant même la signature de cet accord officiel, le gouvernement chypriote et le gouvernement Israélien avaient ouvert des négociations sur la mise en place d'infrastructures permettant l'exploitation et de l'exportation des ressources des gisements israélien et chypriote. Le 26 Juin 2013, Le gouvernement chypriote signait un protocole d'entente avec l'entreprise américaine Noble Energy et les entreprises israéliennes Delek Drilling et Avner Oil Exploration concernant la construction d'un terminal pour exporter du gaz naturel liquéfié dans la partie Sud de l'île de Chypre<sup>186</sup>. Ce partenariat Israélo-Greco-Chypriote revêt une dimension politique qui va à l'encontre des intérêts de la Turquie. En Mai 2013, le Ministre turc de l'énergie, M. Yildiz affirmait pourtant : "Israeli officials, local officials in Greek Cyprus and representatives of the TRNC [Turkish Republic of the Northern Cyprus], they have all agreed on one reality :

---

<sup>183</sup> "Greek Cyprus Signs Energy Deal With Israel in Defiance of Turkey", *Algemeiner*, 21.06.2013.

<sup>184</sup> "Turkey may drill for oil and gas in Cyprus: Minister", *Hurriyet Daily News*, 25.09.2013.

<sup>185</sup> "Greek Cyprus, Greece and Israel sign energy accord", *Hurriyet Daily News*, 08.08.2013.

<sup>186</sup> "Noble Energy: Stakeholder Collaboration Integral for Cyprus LNG Project", *Natural Gas Europe*, 04.07.2013.

The natural gas to be produced from this region will get its utmost feasibility by a pipeline that will pass through Turkey. All relevant figures prove this idea.<sup>187»</sup>

Il existe actuellement trois alternatives possibles pour exporter le gaz méditerranéen vers les marchés européens<sup>188</sup> : un pipeline sous-marin reliant les gisements *off-shore* israélien et chypriote au terminal de Ceyhan sur la côte Méditerranéenne turque, ou bien un pipeline sous-marin depuis les gisements israéliens et chypriotes au terminal gazier situé au Sud de Chypre jusqu'à la Grèce. La troisième possibilité est de construire un terminal de gaz naturel liquéfié au Sud de l'île de Chypre qui permettrait d'exporter par tanker la production des gisements méditerranéens. L'option turque serait la plus rentable car le trajet du pipeline pour relier Israël à la Turquie est plus court que celui qui relierait Israël à Chypre puis à la Grèce. Comparés à la Turquie, dont la demande énergétique augmente de 7 à 8% par an, les marchés grec et chypriote ne représentent pas une demande suffisante qui assurerait une rentabilité directe pour l'exportation des gisements de la Méditerranée Orientale. Néanmoins Israël doit aussi considérer l'alternative d'un terminal de gaz naturel liquéfié au Sud de Chypre, type d'infrastructure qui permet de transporter facilement le gaz par tanker vers différentes destinations, notamment vers les marchés asiatiques, et ainsi de diversifier ses partenaires commerciaux<sup>189</sup>.

Etant donné les relations diplomatiques tendues entre Israël et la Turquie, le récent rapprochement entre la Grèce, Chypre et Israël, ainsi que les multiples alternatives techniques possibles pour exporter le gaz de Méditerranée Orientale, le choix de la Turquie comme pays de transit pour atteindre les marchés européens n'est pas encore défini — bien qu'elle condense le plus d'intérêts et d'assurances techniques et économiques. Dans ce cadre, nous pouvons nous demander si la politique énergétique menée par le gouvernement turc ne risque pas d'enrayer la réalisation du hub énergétique turc ?

---

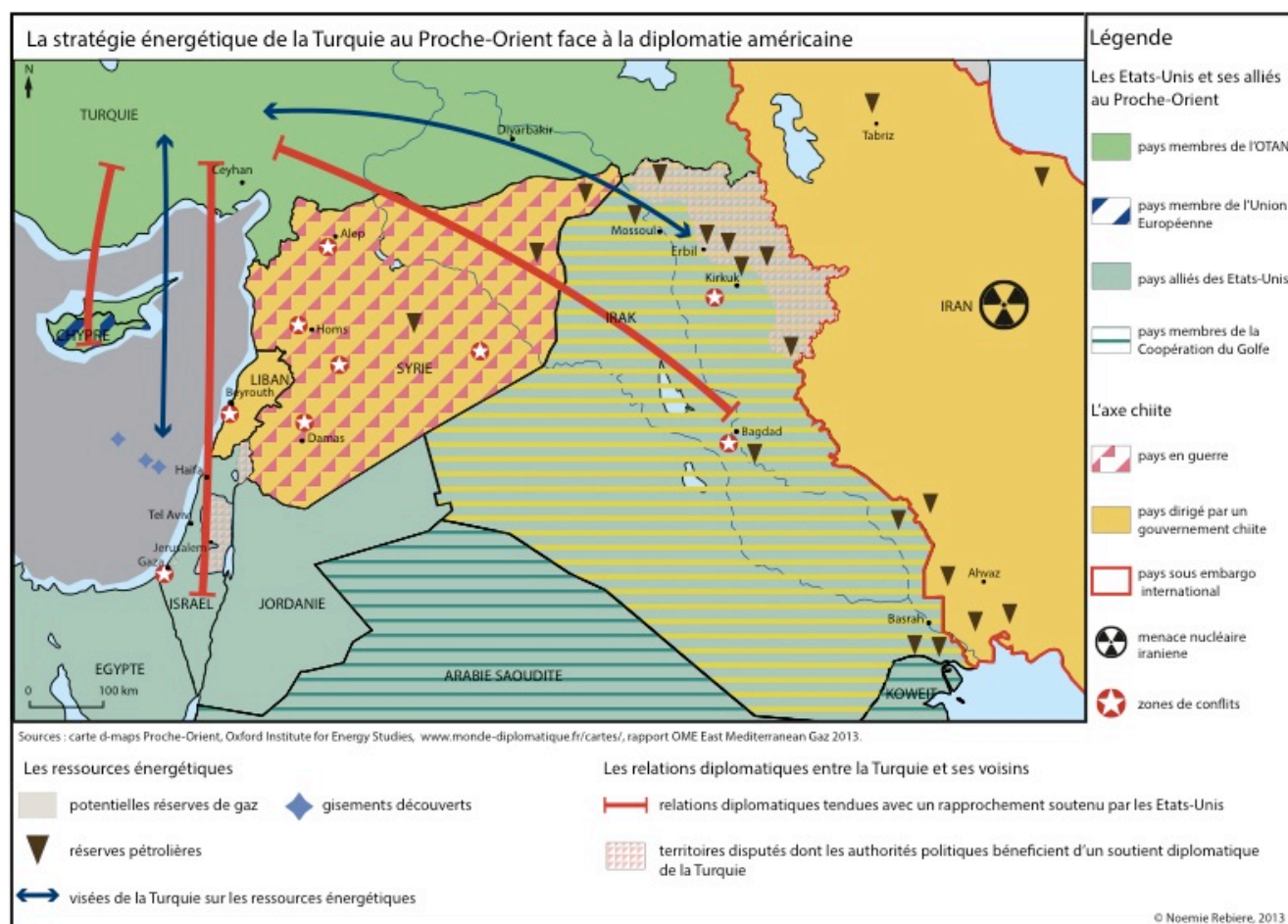
<sup>187</sup> "Turkey open to pipeline offers from Cyprus, Israel, Iraq", *Hurriyet Daily News*, 27.05.2013

<sup>188</sup> Voir annexe n°5 : carte des pipelines en projet en Méditerranée Orientale.

<sup>189</sup> Voir annexe n°1, entretien n°26

## B) L'interventionnisme américain dans la politique extérieure turque en

### Méditerranée Orientale



La Méditerranée Orientale, avec d'une part les découvertes de gaz et d'autre part avec les Printemps arabes et la guerre en Syrie qui déstabilise l'ensemble de la région, connaît une période de mutation profonde où l'on voit se dessiner de nouvelles alliances. Les États-Unis sont récemment intervenus auprès des gouvernements pour tenter d'orienter les recompositions des alliances régionales en fonction de leurs intérêts stratégiques. Nous verrons ici comment la Turquie, traditionnelle alliée des États-Unis, a réagi à l'interventionnisme américain dans sa politique énergétique et ce que cela signifie au niveau de son repositionnement en termes de politique extérieure.

#### *1) Les tentatives de la diplomatie américaine de pacifier les relations israélo-turques*

Le blocage diplomatique qui subsistait entre la Turquie et Israël depuis l'incident de la flottille Mavi Marmara en Mai 2010, a été levé par l'intervention du secrétaire d'état américain John Kerry en Mars 2013. Le Premier Ministre turc commente : "In the end the



United States made it public, then Israel confirmed and we announced that we accepted the apology” adding that Israel had shown willingness to issue an apology and compensation in the past but that Turkey had insisted on the abolishment of the Gaza blockade<sup>190</sup>." Cette intervention souligne tout d'abord le rôle moteur des États-Unis dans la reprise des relations diplomatiques entre les deux états. Elle met en lumière le maintien de la ligne politique pro-arabe du gouvernement AKP qui accepte les excuses du Président israélien tout en rappelant son soutien politique à la bande de Gaza, où un déplacement du Premier Ministre turc est prévu pour le mois d'Avril 2013. À ce propos, les États-Unis demandent à la Turquie de repousser la visite de M. Erdogan à Gaza car cela compromet le rapprochement entre les gouvernements israélien et turc<sup>191</sup>.

Le 18 Mai 2013, le journal turc *Hürriyet Daily News* annonce qu'à la suite de la conférence qui s'est tenue à Washington avec Barack Obama et le Premier Ministre turc Tayyip Recep Erdogan, une coopération entre Chypre, Israël et la Turquie pour l'exportation du gaz découvert en Méditerranée Orientale pourrait mettre fin à un conflit qui dure depuis 40 ans entre la Grèce et la Turquie au sujet de la partition de l'île de Chypre. Le Président turc Abdullah Gül commente : "Turkey would welcome a new model of cooperation that could see the transfer of resources from the Mediterranean to global markets via Turkey. "I would like to once again underline here that it will benefit all parties to agree on a joint deal on the transportation of gas reserves off the island of Cyprus"<sup>192</sup>. En septembre 2013, c'est au tour des Ministres des Affaires Étrangères grec et turc de se rencontrer sous l'égide des États-Unis lors d'une conférence de l'Assemblée Générale des Nations Unis à New York. Les deux ministres Davutoglu et Venizelos se sont accordés sur le fait que les négociations autour de la question chypriote devaient reprendre le plus rapidement possible<sup>193</sup>.

Il semblerait que les tentatives américaines d'orienter la politique énergétique des états de la région aient fonctionné : le 16 Septembre 2013, une entreprise turque Turcas Holding proposait à Israël une offre de 2,5 milliards de dollars pour la construction d'un pipeline reliant Israël à la Turquie long de 470 kilomètres<sup>194</sup>, alors qu'en Février 2013, le gouvernement turc refusait la même offre proposée par Israël. Un représentant officiel du ministère turc de l'énergie expliquait : "Israel has made a bid to build a pipeline to Turkey

---

<sup>190</sup> "Turkish PM Erdoğan set to visit Gaza in April", *Hurriyet Daily News*, 23.03.2013

<sup>191</sup> "Washington tells Erdoğan would be better to delay Gaza trip", *Today's Zaman*, 21.04.2013.

<sup>192</sup> "Gas discovery may aid Cyprus solution", *Hurriyet Daily News*, 18.05.2013.

<sup>193</sup> "Turkish FM Davutoğlu discusses Cyprus issue with Greek counterpart", *Hurriyet Daily News*, 23.09.2013.

<sup>194</sup> "Turkish company offers Israel to build pipeline", *Hurriyet Daily News*, 16.09.2013.

within last two weeks (...) But we have a policy regarding Israel and the claims that Turkey leans towards this idea is not true.<sup>195</sup>». Néanmoins les tensions entre la Turquie et Israël, mais aussi avec la Grèce et Chypre ne sont pas pour autant apaisées et aucun projet définitif pour exporter le gaz de la Méditerranée Orientale n'a été arrêté à ce jour.

## ***2) La vision des États-Unis quant à l'affirmation de l'identité politique turque***

Although U.S. and Turkish interests and policies intersect in many respects, **Turkey's growing regional influence and military and economic self-reliance have decreased its dependence on the United States**. Still, the appeal of U.S. and Western power, prestige, values, and military technology might currently outstrip that of potential competitors. Over the long term, **a significant challenge for U.S. policymakers may be to convince Turkish officials of a continuing imperative to cooperate despite an apparently growing sense of Turkish confidence and independence**.<sup>196</sup>

Cet extrait du rapport de l'année 2013 du *Congressional Research Service*, agence fédérale américaine qui dépend du Congrès des États-Unis et publie des recherches produites par des spécialistes destinées aux hauts-fonctionnaires de l'Administration états-unienne, est un témoignage de grande qualité pour analyser le point de vue que les États-Unis portent sur la Turquie. Il en ressort clairement que la prise d'indépendance de la Turquie dans sa politique extérieure constitue un enjeu majeur pour les États-Unis. Le rapport souligne que pour la conservation de la position stratégique américaine au sein de la région, il faudra prêter une attention particulière à la Turquie dans les années à venir. En effet, la Turquie est l'une des bases stratégiques les plus importantes de l'OTAN<sup>197</sup> du fait de sa proximité géographique à la fois de la Russie, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale. Un autre extrait de ce même rapport insiste sur l'importance que revêtent, pour l'Administration américaine, les relations entre la Turquie avec l'État d'Israël, notamment en ce qui concerne les ressources en Méditerranée Orientale : "Convergence between U.S. and Turkish interests remains subject to fluctuation as events develop, particularly with regard to **Turkey's complicated relations with Israel and concerns over strategic preeminence and energy exploration in the Eastern Mediterranean**"<sup>198</sup>." La politique active de rapprochement entre la Turquie et Israël menée par John Kerry découle d'une politique globale des États-Unis. Nous verrons dans la

---

<sup>195</sup> "Israel offers to lay a gas pipeline to Turkey", *Hurriyet Daily News*, 15.02.2013.

<sup>196</sup> ZANOTTI, Jim, "Turkey : Background and US relations", *Congressional Research Service*, 23.04.2013, p. 21.

<sup>197</sup> Voir annexe n°6 : carte des bases militaires de l'OTAN en Turquie.

<sup>198</sup> ZANOTTI, Jim, "Turkey : Background and US relations", *op. cit.*, p. 25.

prochaine partie en quoi elle est directement liée avec la politique menée par les États-Unis au Moyen-Orient et avec le règlement de la crise syrienne.

## **II) Les ressources énergétiques du Moyen-Orient et la question de l'alimentation du TANAP**

Avec l'Iran sous embargo international, qui détient parmi les plus importantes réserves de gaz du monde, la réévaluation des ressources en Irak, notamment au Kurdistan irakien, la crise Syrienne qui empêche la réalisation de nouveaux projets de pipeline, ainsi que ses potentielles ressources *off-shore*, la Turquie constitue un élément clef dans les questions énergétiques au Moyen-Orient.

### **A) Le partenariat énergétique Turquie-Iran et les sanctions internationales**

Nonobstant les luttes hégémoniques pluriséculaires qui ont opposé l'Empire Perse et l'Empire Ottoman, les deux voisins ont forgé des liens culturels, politiques et économiques solides. Ils sont en effet des partenaires commerciaux importants pour leur économie respective malgré les sanctions imposées sur l'Iran par les puissances occidentales et les tensions diplomatiques, principalement dues à leurs positions opposées sur le règlement de la crise syrienne.

#### ***1) Un partenariat énergétique et commercial solide***

L'Iran se place au quatrième rang mondial en termes de ressources pétrolières et au second rang, après la Russie, en termes de ressources gazières<sup>199</sup>. En 2011, la Turquie importait 51% de sa consommation en pétrole et 19% de sa consommation de gaz depuis l'Iran. En 2012, la politique de diversification des sources d'importation d'hydrocarbure menée par le gouvernement turc et le durcissement des sanctions contre l'Iran ont fait chuter les importations turques de pétrole iranien de 51% à 44%<sup>200</sup>. Depuis 2001, le gaz est transporté par le gazoduc, d'une capacité de 20 mmc, qui relie Tabriz, au Nord de l'Iran à

---

<sup>199</sup> "Iran", *U.S. Energy Intelligence Administration*, 28.03.2013.

<sup>200</sup> "Turkey", *U.S. Energy Intelligence Administration*, 01.02.2013.

Dogubayazit à l'Ouest de la Turquie<sup>201</sup>. Le pétrole iranien est transporté en Turquie par tanker. En Juillet 2007, la compagnie turque TPAO recevait une licence pour exploiter et développer trois sections de l'immense gisement gazier South Pars dans le Golfe Persique au Sud de l'Iran. En Février 2008, un consortium de quatre compagnies turques rachetait l'entreprise pétrochimique Razi située au Sud-Est de l'Iran pour 650 millions de dollars. En 2009, les deux pays signent un protocole d'entente sur la coopération dans le domaine des transports terrestres, aériens et maritimes. La même année, l'Irak, l'Iran et la Turquie signent un accord pour relier leurs réseaux électriques.<sup>202</sup> Hormis le secteur énergétique, les deux pays entretiennent des échanges soutenus dans divers secteurs : en 2010, 2,7 milliards de touristes iraniens visitaient la Turquie<sup>203</sup>. En 2011, le commerce bilatéral entre les deux voisins dépassait 16 milliards de dollars, et on estime qu'il atteindra 30 milliards de dollars d'ici 2015<sup>204</sup>.

D'un point de vue politique et religieux, après une amélioration des relations bilatérales avec l'arrivée du gouvernement AKP en 2002, les relations se sont considérablement tendues avec la crise syrienne. En effet, le gouvernement iranien, d'obédience chiite, soutient le gouvernement chiite de Bashar Al-Assad, alors que le gouvernement turc, d'obédience sunnite soutient les forces d'opposition syrienne, également sunnites, ainsi qu'une intervention armée contre Bashar Al-Assad. Mehmet Sahin, professeur et spécialiste des relations internationales à l'Université Gazi d'Ankara explique dans un entretien avec le quotidien turc anglophone *Today's Zaman* : "The Syrian crisis is the main topic of disagreement between the two countries. As long as the conflict in Syria is prolonged, bilateral relations between Iran and Turkey will remain strained. I do not foresee any change happening in the relations with the election of Rohani"<sup>205</sup>. L'Iran et la Turquie s'opposent dans le cadre d'une lutte entre deux puissances régionales à travers leurs politiques respectives en Irak, qui connaît actuellement d'importantes déstabilisations internes, notamment entre communautés chiïtes, sunnites et kurdes. La minorité présente en Irak, en Syrie, en Iran et en Turquie fait l'objet de manipulations politiques et financières et est utilisée comme un moyen de pression. La Turquie reproche actuellement au gouvernement iranien de soutenir financièrement et militairement le PKK, forces armées kurdes en Turquie,

---

<sup>201</sup> "Turkey", *Market Observatory Of Energy*, December 2009, p. 11.

<sup>202</sup> HABIBI, Nader, "Turkey and Iran : growing economic relations despite Western sactions", *Middle East Brief*, Crown Center for Middle East Studies, May 2012/ n°62, p. 4.

<sup>203</sup> *id.*

<sup>204</sup> "Mehmanparast: Iran, Turkey enjoy strategic relations", *Trend*, 01.05.2013.

<sup>205</sup> "Rohani's leadership won't mean change in relations with Turkey", *Today's Zaman*, 16.06.2013.

afin de déstabiliser le gouvernement turc qui a récemment amorcé une tentative de processus de paix avec le mouvement kurde de Turquie<sup>206</sup>.

Néanmoins, malgré les tensions politiques et étant donné le développement du volume des échanges commerciaux, on constate que les deux pays conservent une approche rationnelle basée sur leurs intérêts économiques mutuels.

## 2) Les conséquences de l'embargo iranien

Les sanctions économiques contre l'Iran débutent dans les années 1980 à la suite de la Révolution Islamique, elles sont menées par les États-Unis puis relayées par les Nations-Unies et l'ensemble des pays occidentaux à partir de l'année 2006<sup>207</sup>. Les sanctions contre l'Iran portent principalement sur le secteur énergétique — secteur clef de l'économie iranienne. Au cours de ces dernières années, l'embargo sur l'Iran s'est considérablement durci ce qui a fortement affecté son économie. On peut penser que l'arrivée du Président Rohani, figure modérée soutenant une ouverture du dialogue sur le nucléaire iranien, va permettre à l'Iran de voir se lever un certain nombre de sanctions<sup>208</sup>. Quelles conséquences ces sanctions ont-elles eu sur les relations commerciales irano-turques et sur les projets de pipeline européens ?

Pour l'Union européenne, l'importation du pétrole iranien représentait avant 2012 environ 600 000 barils par jour, soit un quart des exportations pétrolières iraniennes<sup>209</sup>. Le durcissement progressif des sanctions mené par les États-Unis a amené les pays de l'Union européenne à réduire leurs importations en provenance de l'Iran. On peut se demander pourquoi des pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grèce — dont les importations de pétrole iranien représentaient plus de 10% de leur mix énergétique<sup>210</sup> — ont accepté d'appliquer ces sanctions. La question se pose également pour les états européens qui soutenaient le projet Nabucco, lequel a échoué en partie à cause du manque d'approvisionnement. Les ressources volumineuses de gaz que renferme le territoire iranien devait alimenter le gazoduc européen. L'extrait suivant du *Congressional Research Service* sur les sanctions contre l'Iran nous informe sur les mesures prises pour limiter le développement des infrastructures de transport :

---

<sup>206</sup> SINKAYA, Bayram, "Rationalisation of Turkey-Iran relations : prospects and limits", *Insight Turkey*, Vol. 14, n°2/2012, p.140-142.

<sup>207</sup> KATZMAN, Kenneth, "Iran sanctions", *Congressional Research Service*, 13.06.2013, p.1.

<sup>208</sup> KATZMAN, Kenneth, "Obama administration has options for Iran sanctions relief", *Al Monitor*, 19.08.2013.

<sup>209</sup> KATZMAN, Kenneth, "Iran sanctions", *op.cit.*, p.37

<sup>210</sup> *id.*

Iran Sanction Act (ISA)'s definition of sanctionable "investment" has been consistently interpreted by successive administrations **to include construction of energy pipelines to or through Iran. Such pipelines are deemed to help Iran develop its petroleum (oil and natural gas) sector.** This interpretation was reinforced by amendments to Iran Sanction Act in Comprehensive Iran Sanctions, Accountability and Divestment Act (CISADA), which specifically included in the definition of petroleum resources "products used to construct or maintain pipelines used to transport oil or liquefied natural gas"<sup>211</sup>.

Pour la Turquie, alliée des États-Unis dans la région, l'application des sanctions n'a jamais constitué une réelle obligation, bien que ses importations représentaient une violation de l'*Iran Sanctions Act*. Le 26 Décembre 2012, alors qu'un nouveau durcissement des sanctions limitait encore l'exportation des hydrocarbures iraniens, le Ministre turc de l'Énergie Taner Yildiz énonçait : " [Our] country will keep buying natural gas from Iran regardless of the Western sanctions against the Islamic Republic." Trois jours plus tard, un représentant officiel du Ministère du pétrole iranien affirmait : " [Iran]'s daily gas exports to Turkey have for the first time topped 31 million cubic meters."<sup>212</sup>. En effet, selon le rapport du *Congressional Research Service*, la Turquie a été exemptée à maintes reprises des sanctions imposées :

Turkey is Iran's main gas customer because Iran has not developed a liquefied natural gas (LNG) export capability. During the [Tabriz-Dogubayazit] pipeline's construction, the State Department testified that Turkey would be importing gas originating in Turkmenistan, not Iran, under a swap arrangement, and the State Department did not determine that the project was a violation of ISA. **In 2001, direct Iranian gas exports to Turkey through the line began, but still no ISA sanctions were imposed. Many experts assert that the State Department views the line as crucial to the energy security of Turkey, a key U.S. ally.** Prior to the EU decision on October 15, 2012, to bar sales of Iranian gas to Europe, **Turkey was also the main conduit for Iranian gas exports to Europe (primarily Bulgaria and Greece).** Turkey said in December 2012 that it is constructing a second Iran-Turkey gas pipeline (the work is being performed by Som Petrol). No determination of sanctions violation has been announced.<sup>213</sup>

Le fait que la Turquie, l'un des principaux exportateurs des hydrocarbures iraniens ait été exemptée de toutes sanctions, prouve que l'Administration américaine la considère comme un allié clef dans sa politique au Moyen-Orient.

## **B) L'Irak, le Kurdistan irakien, la Turquie et l'exploitation des ressources**

Depuis la guerre de 2003 menée par les États-Unis contre le pouvoir de Saddam Hussein, l'Irak est en proie à de fortes divisions internes qui se traduisent par la résurgence

---

<sup>211</sup> KATZMAN, Kenneth, "Iran sanctions", *op.cit.*, p.11.

<sup>212</sup> "Iran sanctions harm energy supply to Turkey: Researcher", *PressTV*, 31.12.2012.

<sup>213</sup> KATZMAN, Kenneth, "Iran sanctions", *op.cit.*, p. 41.

des luttes inter-communautaires entre chiites, sunnites et kurdes. Les revendications territoriales ne sont pas étrangères aux liens étroits qui unissent le politique et le pétrole dans un pays où la production pétrolière représente plus de 90% du budget national. En 2011, la signature d'un accord entre Ankara et Erbil sur l'exportation des ressources du KRG, région autonome kurde au Nord de l'Irak, a engendré une montée de tensions entre le gouvernement central irakien, le KRG et le gouvernement turc. Nous verrons par quels moyens le gouvernement turc tente d'éviter une escalade de tensions avec Bagdad tout en continuant à importer les ressources du KRG.

### ***1) Le rapprochement de la Turquie et du Kurdistan irakien : un tournant dans les relations énergétiques entre l'Irak et la Turquie***

#### **a) Les relations énergétiques entre Ankara et Bagdad**

Les réserves du pays ont été récemment réévaluées de 115 millions de barils à 143 millions de barils de pétrole, ce qui place l'Irak en troisième position mondiale derrière l'Arabie Saoudite et le Venezuela<sup>214</sup>. En ce qui concerne ses réserves de gaz, l'Irak se place au 12e rang mondial avec 3,2 trillions de m<sup>3</sup> de réserves prouvées, dont les trois quart sont associées au pétrole. La majorité des réserves de gaz non-associées, qui sont plus facilement exploitables, sont concentrées dans le Nord<sup>215</sup> et présentent l'avantage d'être quasiment inexploitées. Environ 70% des réserves prouvées de gaz et de pétrole se trouvent dans le Sud de l'Irak et sont exportées majoritairement en direction des États-Unis et de l'Asie par tanker à partir du terminal de Bassora dans le Golfe Persique<sup>216</sup>. Une partie du pétrole irakien transite par la Turquie via l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, premier pipeline construit en Turquie. Le projet est lancé en 1973 en partenariat avec l'Irak, un an plus tard, la compagnie nationale turque de transport d'hydrocarbures BOTAS est créée. Long de 970 km, cet oléoduc relie la ville de Kirkouk dans le Nord de l'Irak, à Yumurtalik située à côté du terminal de Ceyhan sur la côte Méditerranéenne turque. Inauguré en Janvier 1977 et doublé en 1984 d'un second pipeline, sa capacité totale est de 1.65 millions de barils par jour<sup>217</sup>. Cependant la capacité maximum de transport n'a jamais été atteinte à cause des sabotages répétés sur le pipeline. Ces dix dernières années le pic maximum de volume transporté date de l'année 2011 avec

---

<sup>214</sup> "Iraq", *U.S. Energy Information Agency*, 2.04.2013, p.1.

<sup>215</sup> *ibid*, p.9.

<sup>216</sup> *id*.

<sup>217</sup> *ibid*, p. 7.

147 000 barils par jours, soit moins de 20% de la capacité totale de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan.<sup>218</sup> La coopération entre la Turquie et l'Irak dans le secteur énergétique ne se limite pas au transport d'hydrocarbures. L'entreprise turque TPAO exploite plusieurs gisements situés au Sud de l'Irak<sup>219</sup>. Dans le secteur de l'électricité<sup>220</sup>, les deux pays développent depuis 2009 un partenariat par l'interconnexion de leurs réseaux, le commerce d'électricité, ainsi qu'une assistance technique dans la construction de centrales électriques. En 2009, le Président Irakien Nourri Al-Maliki avait proposé que l'Irak pourrait exporter son gaz vers l'Europe d'ici 2015 via le pipeline Nabucco<sup>221</sup>, aujourd'hui les velléités autonomistes de la région kurde et l'échec du projet Nabucco remettent en question la participation de Bagdad dans l'approvisionnement en gaz de l'Europe.

Le fait que la Turquie signe un accord avec le KRG pour exporter les ressources de la région autonome kurde a engendré une escalade de tensions diplomatiques avec le gouvernement central irakien. Ce dernier reproche à la Turquie de soutenir politiquement et financièrement la lutte pour l'autonomie de la région kurde d'Irak. En effet, l'exportation des ressources du KRG via le territoire turc permet à Erbil de contourner le réseau national irakien et ainsi de récupérer les bénéfices de l'exploitation des hydrocarbures. Bagdad considère cet acte comme une violation de la Constitution irakienne qui stipule que l'ensemble des ressources présentes sur le territoire appartiennent au gouvernement fédéral d'Irak<sup>222</sup>. Erbil, pour sa part, s'appuie sur un article de la Constitution qui met en avant la primauté de la législation régionale en cas de conflit avec le gouvernement central<sup>223</sup>. En Août 2013, la visite officielle de M. Davutoglu, Ministre turc des Affaires Étrangères, dans la ville de Kirkouk — revendiquée par Erbil comme appartenant à la région autonome kurde, a excitée les tensions entre Bagdad et Ankara<sup>224</sup>. Cela a été perçu par Bagdad comme une menace pour son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale. Pour calmer la discorde, le gouvernement turc a publié ce communiqué sur le site du Ministère des Affaires Étrangères turc : « Turkey strongly supports Iraq's sovereignty, stability, political unity and territorial integrity. We attach importance to remaining in equally close distance to all segments of the

---

<sup>218</sup> "Crude oil transportation by year", BOTAS website : <http://www.botas.gov.tr>

<sup>219</sup> "Iraq", *op.cit.*, p. 5.

<sup>220</sup> HABIBI, Nader, *op.cit.*, p. 4.

<sup>221</sup> "Iraq", *op. cit.*, p.10.

<sup>222</sup> Iraqi Constitution, Article 111 : "Oil and gas owned by all the people of Iraq in all the regions and governorates"

<sup>223</sup> Iraqi Constitution, Article 115 : "all powers that are not exclusively federal competences belong to the regions, and that where competences are shared and there is a clash, then the regional law prevail."

<sup>224</sup> "Davutoglu's Kirkuk Visit Ignites Rage in Baghdad", *Al-Monitor*, 03.08.2013.

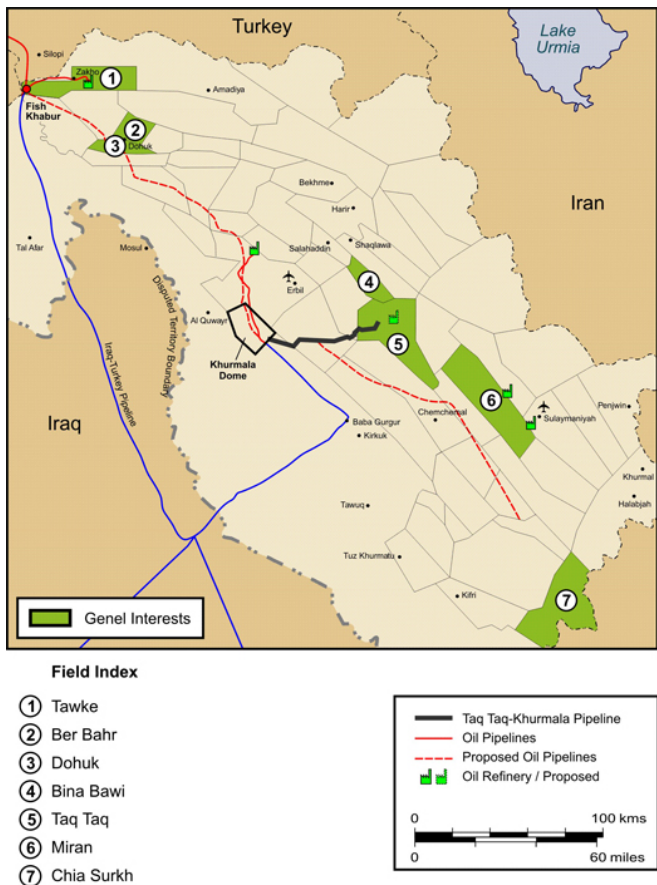


Iraqi society, regardless of their ethnic or sectarian backgrounds.<sup>225</sup> ». Le gouvernement turc, qui compte à la fois sur les ressources du Nord et du Sud de l'Irak pour diversifier son mix énergétique, multiplie les déclarations sur son soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak afin d'éviter une rupture avec Bagdad. Parallèlement, Ankara continue de soutenir les entreprises turques à investir dans le Nord de l'Irak<sup>226</sup>.

### b) Le rapprochement entre Ankara et Erbil

Après l'étude des relations entre Ankara et Bagdad, nous allons examiner quel type de relations entretiennent le gouvernement autonome kurde d'Irak avec le gouvernement turc. En 2009, à la suite de l'invasion militaire turque dans le Nord de l'Irak — dans le cadre du conflit

qui oppose depuis trente ans le gouvernement central turc aux forces armées kurdes de Turquie, alors réfugié dans la région autonome kurde d'Irak — le gouvernement turc et le KRG se rapprochent diplomatiquement. En Mai 2012, Erbil et Ankara signent un accord pour construire un pipeline qui connecterait les gisements de pétrole des champs TaqTaq et Tawke à la raffinerie d'Erbil puis au pipeline existant Kirkouk-Ceyhan, qui constitue la première phase du réseau d'exportation des ressources du KRG. La seconde phase, comme le montre la carte ci-contre<sup>227</sup>, consiste à relier les gisements du KRG à la station de pompage de Fishkabur située près de la frontière turque, celle-ci est en phase de



<sup>225</sup> "Relation between Turkey and Iraq", Minister of Foreign Affair website, <http://www.mfa.gov.tr/relations-between-turkey-and-iraq.en.mfa>

<sup>226</sup> "Turkish government encourages firms to invest more in Arbil", *Hurriyet Daily News*, 04.02.2013.

<sup>227</sup> "Map of Interests in the North of Irak", *Genel Energy website*, <http://www.genelenergy.com/operations/kurdistan-region-of-iraq.aspx>

construction, son coût est estimé à 400 millions de dollars et devrait transporter 300 000 barils par jour<sup>228</sup>. En Avril 2013, malgré l'opposition catégorique de Bagdad, *Genel Energy*, une compagnie pétrolière turco-anglaise, annonce que la première section de la ligne est en voie de complétion<sup>229</sup>. Depuis le début de l'année 2013, l'export vers la Turquie du pétrole brut des gisements de TaqTaq — dont les ressources sont estimées à 1,4 milliards de barils — et Tawke — 1,9 milliards de barils<sup>230</sup> — a commencé.<sup>231</sup> La quantité de pétrole importée en Turquie a déjà atteint 40 000 barils par jour en Mai 2013<sup>232</sup>, et devait augmenter jusqu'à 60 000 barils par jour en Juin 2013<sup>233</sup>. La réalisation du pipeline devrait permettre au KRG d'exporter 1 million de barils par jour d'ici 2015 puis d'augmenter jusqu'à 2 millions de barils par jours d'ici 2019. Le Ministre de l'Énergie du KRG, M. Hawrami a mentionné la possibilité d'exporter les réserves de gaz du KRG — dont les réserves estimées de 3 à 6 trillions de m<sup>3</sup> devraient à terme alimenter le TANAP<sup>234</sup>.

Le partenariat entre Erbil et Ankara représente pour chacun des partis des intérêts d'envergure. Pour Ankara, importer du pétrole, puis du gaz en provenance du KRG lui permet de diversifier ses sources d'hydrocarbures et ainsi de diminuer sa dépendance à ses deux principaux fournisseurs, la Russie et l'Iran. Pour Erbil, exporter ses ressources via le territoire turc, lui permet de contourner le réseau fédéral irakien qui est contrôlé par le gouvernement central et ainsi de bénéficier de la rente pétrolière, donc d'assumer économiquement son autonomie régionale. Avec à l'Est de l'Irak, la persistance de la crise syrienne qui rend inutilisable les réseaux de transports et les infrastructures syriennes, et à l'Ouest, l'Iran sous embargo international dont les réseaux de transports d'hydrocarbures convergent vers le Golfe Persique ; le territoire turc représente l'unique voie de sortie du pétrole du KRG vers les marchés européens<sup>235</sup>.

---

<sup>228</sup> "KRG pipeline for international export to be finished", *Hürriyet Daily News*, 2013/04/08.

<sup>229</sup> *id.*

<sup>230</sup> *Genel Energy, website, Op. cit.* : <http://www.genelenergy.com/operations/kurdistan-region-of-iraq.aspx>

<sup>231</sup> "Turkey best way for KRG oil to globe: Iraqi official", *Hurriyet Daily News*, 10.04.2013.

<sup>232</sup> "A looming downshow Over Iraqi Kurdish Oil exports", *Stratfor*, May 30, 2013.

<sup>233</sup> "Iraq vows to halt oil sales from KRG to Turkey", *Reuters*, May 25, 2013.

<sup>234</sup> "Turkey Adds Fuel to Fight Of Iraqi Kurds for Independence", *Al Monitor*, 19.07.2013

<sup>235</sup> "Turkey best way for KRG oil to globe : Iraqi official", *Hurriyet Daily News*, 10.04.2013.

## ***2) La position ambiguë des États-Unis dans la politique énergétique turque vis-à-vis de l'Irak***

Depuis la guerre du Golfe de 1990, puis celle d'Irak de 2003, les États-Unis sont omniprésents dans la région, c'est d'ailleurs la Combined Task Force T 158 (force navale américaine) qui assure la surveillance des terminaux pétroliers dans la région<sup>236</sup>. Soulignons que la région autonome kurde a été créée avec le soutien des États-Unis à la suite de l'intervention militaire américaine en Irak. Cela a largement contribué à favoriser le démantèlement de l'intégrité du territoire irakien et à affaiblir l'autorité du pouvoir central dans un pays déjà miné par les dissensions communautaires. Nous verrons ici comment les États-Unis cherchent à influencer la politique extérieure de la Turquie avec l'Irak. Depuis le rapprochement entre Erbil et Ankara qui a provoqué la colère de Bagdad, Washington, est intervenu à plusieurs reprises pour tenter d'éviter une nouvelle crise dans la région. En Mars 2013, à la suite de la visite du secrétaire d'état John Kerry à Bagdad puis à Ankara, le Président irakien Nourri Al-Maliki proposait un projet de pipeline reliant Basra, au Sud de l'Irak à Ceyhan en Turquie<sup>237</sup>. Simultanément, John Kerry demandait au gouvernement autonome kurde d'Irak, ainsi qu'au gouvernement turc d'abandonner leurs relations bilatérales sans l'accord préalable du gouvernement central irakien. Lors d'un meeting à Washington, M. Erdogan a exprimé sa détermination à développer le partenariat entre Erbil et Ankara : "Northern Iraq has become, economically, a natural expansion of Turkey. (...) Our economic relations are getting broader, despite everything, including America"<sup>238</sup>. Dans une interview, le Ministre turc de l'Énergie a réaffirmé l'hostilité de la Turquie vis-à-vis de l'interventionnisme américain dans leur politique énergétique nationale :

Question : The United-States has been telling Turkey not to go ahead with deals in the north in the absence of the consent of Bagdad. To what degree has Turkey succeeded in bringing th U.S. to a different stance ?

Answer : Others need to be as consistent as Turkey. Why was nothing of that sort said when 39 companies from 19 countries signed deals there [in the north]. This needs to be answered. What is the difference with Turkey? Oil that comes through tankers to Turkey has become an issue, but these used to go to Iran just six months ago. We are monitoring this very clearly<sup>239</sup>.

Le désaccord entre la Turquie et les États-Unis s'est renforcé dans le courant du mois de Mai 2013. Alors que le secrétaire d'état John Kerry réitérait sa demande au gouvernement turc de suspendre son activité au KRG, les compagnies américaines Exxon Mobile et Chevron

---

<sup>236</sup> TONOLLI, Frédéric, *op. cit.* p. 101.

<sup>237</sup> « Baghdad offers to build Basra-Ceyhan pipeline », *Today's Zaman*, 31 march 2013.

<sup>238</sup> *Petrostrategies*, Vol.27, 17.06.2013, p.6-7.

<sup>239</sup> "Turkey is willing to exist on whole Iraqi soil- Energy Minister", *Hurriyet Daily News*, 11.03.2013.

signaient un contrat avec l'entreprise nationale turque TPIC et le KRG pour exploiter les gisements du Nord de l'Irak<sup>240</sup>. Un représentant officiel du gouvernement turc explique les causes de l'exaspération du gouvernement turc lors d'un interview avec un journaliste d'*Al Monitor* : “We have a fast developing economy and industry. We have a large population and we don't have our own homegrown energy resources to match our needs to keep up with the growth. (...) So what it is exactly that the United States wants us to do — that we don't work with Russia, Iran and Iraq! So, who should we buy our energy from?”<sup>241</sup>. Quant à l'interventionnisme américain dans la politique énergétique turque, le journaliste Serkan Dermitas propose l'analyse suivante :

Washington's role is to eradicate this mutual mistrust between the two [Ankara and Bagdad] and to start a process of normalization, as it did between Turkey and Israel. The normalization of Turkey's relations with both Israel and Iraq are of vital importance of the U.S. given its preoccupation with Iran and Syria. Among many others, these two processes have a specific objective. With plans to shift to a harder policy on Syria, Washington wants to be sure that the region is cleared of bilateral disputes between key actors.<sup>242</sup>

On constate que la Turquie a acquis, par son développement économique et l'affirmation de son identité politique, une autonomie de décision par rapport à la super-puissance américaine. En ce qui concerne l'exploitation et l'exportation des ressources du KRG, la Turquie n'entend pas se faire dicter son attitude par le gouvernement américain. Elle continuera à traiter de façon unilatérale avec le KRG, mais ne souhaitant pas alimenter les tensions avec Bagdad, elle a multiplié les déclarations officielles de soutien à l'intégrité du territoire irakien<sup>243</sup>.

Pour conclure cette partie sur les implications de la Turquie dans les questions énergétiques au Moyen-Orient, il est important de mentionner l'existence du gazoduc qui relie l'Egypte à la Syrie. Un prolongement était prévu pour atteindre la Turquie mais au regard de la situation actuelle en Syrie ce projet de pipeline a été suspendu. Le règlement de la crise syrienne et les découvertes de gaz en Méditerranée Orientale sont les deux principaux facteurs qui détermineront les évolutions de la position de la Turquie au sein de la région Moyen-Orientale.

---

<sup>240</sup> "A looming downshow Over Iraqi Kurdish Oil exports", *Stratfor*, 03.05.2013.

<sup>241</sup> "Turkey Puzzled by US Stance On Exxon-KRG Oil Deal", *Al Monitor*, 24.05.2013.

<sup>242</sup> "Turkey and Iraq meet in UK to talk energy, security", *Hurriyet Daily News*, 17.04.2013.

<sup>243</sup> "Turkey Adds Fuel to Fight Of Iraqi Kurds for Independence", *Al Monitor*, 19.07.2013

### **III) La course aux ressources en Asie centrale**

On estime que l'Asie centrale détient plus de 11% de réserves prouvées de gaz au niveau mondial. Elle en fournit aujourd'hui moins de 5%, ce qui lui concède un gigantesque potentiel de croissance<sup>244</sup>. La lutte pour l'accès aux ressources de la Mer Caspienne s'inscrit dans la stratégie politique européenne de diversifier ses sources d'approvisionnement pour diminuer sa dépendance à la Russie. Les pipelines BTC et BTE, et prochainement le gazoduc TANAP, permettent aux pays d'Europe d'importer du pétrole et du gaz de la Mer Caspienne en contournant la Russie. Cependant l'accès à la totalité des ressources de la Mer Caspienne n'est pas encore un fait acquis pour l'Union européenne, plusieurs facteurs comme le problème du partage des eaux territoriales et le refus du Turkménistan de signer un accord avec les pays d'Europe constituent des entraves à la politique énergétique européenne en Asie centrale. De plus, avec l'arrivée de la Chine sur le marché énergétique en Asie centrale on voit émerger de nouveaux acteurs dans les luttes de pouvoir pour le contrôle des ressources et des voies d'acheminement.

#### **A) La Mer Caspienne : un espace controversé**

La Mer Caspienne fait l'objet de désaccords juridiques entre les pays riverains. Cette étendue d'eau, d'une superficie de 371 000 km<sup>2</sup>, présente des caractéristiques spécifiques qui ne permettent pas de définir clairement la nature de son statut hydrologique comme lac ou mer fermée — nous utiliserons le terme de mer car il est le plus communément utilisé pour désigner la Caspienne. Or la juridiction sur le partage des eaux territoriales ne s'applique pas de la même façon qu'il s'agisse d'une mer ou d'un lac. Ce problème juridique est utilisé par les pays riverains comme un argument pour bloquer l'aboutissement de projets tels que le pipeline Trans-Caspien par exemple.

##### ***1) Les blocages juridiques en Mer Caspienne***

Les blocages juridiques concernant la Mer Caspienne constituent un frein au développement du Corridor Sud-Européen. En effet, le projet des pipelines BTC et BTE ont été conçus pour alimenter l'Europe avec l'ensemble des ressources de l'Asie centrale, les

---

<sup>244</sup> CHOW, Edward C., *op. cit.*, p. 3.

ressources azerbaïdjanaises n'étant pas suffisantes pour répondre sur un long terme à la demande croissante des pays européens. Le Turkménistan disposerait, selon la compagnie BP, de 8 000 mmc de ressources prouvées de gaz<sup>245</sup> ce qui le place au quatrième rang mondial en termes de ressources gazières. D'un point de vue technique, les ressources du Turkménistan devraient être transportées jusqu'au terminal de Bakou pour alimenter le réseau de pipeline azerbaïdjanais et turc, or le désaccord sur la délimitation des frontières maritimes entre les deux pays alimente les tensions entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan. Ces problématiques juridiques non résolues entre les pays riverains empêchent les compagnies occidentales d'exporter le gaz turkmène vers les marchés européens. De plus, la compagnie nationale turkmène TurkmenGas refuse de signer des contrats avec les pays occidentaux alors que plusieurs contrats avec la Russie, l'Inde et la Chine sont actuellement signés<sup>246</sup>. En ce qui concerne les ressources du Kazakhstan, l'accord d'Amalty, signé le 16 Juin 2006 entre l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan assure l'alimentation du BTC avec 500 000 barils de pétrole par an depuis l'année 2008<sup>247</sup>. Le projet d'un pipeline sous-marin Trans-Caspien reliant les deux rives de la Mer Caspienne est soutenu par les deux pays mais le problème du partage des eaux territoriales gèle tout accord sur le trajet à emprunter. Déjà en 1994, lorsque le Consortium Shah Deniz a été créé, la Russie avait revendiqué son droit de souveraineté sur les ressources de la Mer Caspienne pour empêcher la création d'une route qui contournait son réseau national pour alimenter l'Europe. En accord avec le gouvernement iranien, les deux pays avaient mis en avant les risques écologiques pour gêner les explorations menées par le consortium occidental<sup>248</sup>. Aujourd'hui, l'Iran revendique le partage égal des eaux territoriales de la Mer Caspienne à hauteur de 20% pour chacun des pays frontaliers alors que la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan proposent un partage proportionnel à la longueur de leurs littoraux respectifs. Sur la base de ce désaccord, l'Iran revendique face à l'Azerbaïdjan la propriété de gisements *off-shore* exploités par la compagnie britannique BP. Cette controverse a pour effet d'empêcher le commencement des explorations de nouveaux gisements localisés sur des zones disputées<sup>249</sup>.

---

<sup>245</sup> LUSSAC, Samuel, thèse sous la dir. D. Compagnon, "L'Azerbaïdjan : les hydrocarbures et les pipelines, réseaux socio-techniques et régionalisation", Université Bordeaux IV, 2011, p. 359-360.

<sup>246</sup> *id.*

<sup>247</sup> LUSSAC, Samuel, *Géopolitique du Caucase, au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Edition Technip, Paris, 2000, p. 54-55.

<sup>248</sup> SAGHEB, Nasser, JAVADI, Masoud, "Azerbaijan's "Contract of the Century" Finally Signed with Western Oil Consortium", *Azerbaijan International*, Septembre 1994.

<sup>249</sup> CORNELL, E. Svante, TSERETELI, Mamuka, SOCOR, Vladimir, *The Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline : Oil window to the west*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 2005, p. 20.

La Mer Caspienne représente des enjeux différents pour chacun des pays littoraux. Pour la Russie, les blocages juridiques sur le partage des eaux territoriales lui permettent de garder le contrôle sur les ressources du Kazakhstan et du Turkménistan, dont la quasi-majorité des réseaux transite par le territoire russe. Pour l'Azerbaïdjan, la levée des blocages en Mer Caspienne lui permettrait de se positionner comme pays de transit entre les ressources centre-asiatiques et les marchés européens. Pour le Kazakhstan et le Turkménistan, l'ouverture de la Mer Caspienne pourrait diversifier leurs routes d'exportation et ainsi de gagner en indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, qui contrôle la quasi-totalité des réseaux de pipeline en Asie centrale.

## ***2) Les modes de transport des hydrocarbures en Mer Caspienne***

Le projet du Trans-Caspian Pipeline a été conçu simultanément au projet BTC, c'est-à-dire dans les années 1990, à la suite de l'explosion du bloc soviétique. Ces projets résultaient de la volonté des États-Unis et de l'Union européenne de se rapprocher politiquement des pays du Caucase et de l'Asie centrale récemment libérés du joug soviétique afin d'assurer l'approvisionnement de l'Europe avec les gigantesques ressources découvertes dans la région. Le projet du Trans-Caspian Pipeline prévoit de relier par voie sous-marine les infrastructures et les terminaux du Turkménistan et du Kazakhstan au réseau azerbaïdjanais pour les acheminer jusqu'aux marchés européens, cependant, les questions juridiques évoquées ci-dessus sur le partage des eaux territoriales bloquent le développement du projet. Depuis l'année 2005, plusieurs accords bilatéraux entre le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan ont été signés sur la mise en place du Système de Transport du Pétrole Caspien (KCTS)<sup>250</sup> qui consiste à transporter par tankers maritimes les ressources kazakhstanaïses depuis le port d'Aktau jusqu'au terminal pétrolier Sangachal près de Bakou, d'où part l'oléoduc BTC<sup>251</sup>. Malgré l'opposition de la Russie et de l'Iran au projet KCTS, le pétrole kazakhstannais alimente le marché européen depuis l'année 2008. Le projet de chemin de fer BTK pourra également transporter des barils de pétrole jusqu'à la Turquie.

En ce qui concerne le refus du Turkménistan à alimenter les marchés européens, l'approche turque semble pouvoir débloquer la situation. En Mai 2013, à l'issue d'un entretien avec le président turkmène Kurbanguly Berdymukhamedan à Ashgabat, capitale du

---

<sup>250</sup> Voir annexe n° 7, carte des transports d'hydrocarbures dans la Mer Caspienne.

<sup>251</sup> LUSSAC, Samuel, *Géopolitique du Caucase, au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, op.cit., pp. 54-55.

Turkménistan, le Président turc Abdullah Gül annonçait : "We have discussed issues and signed an agreement on bringing turkmen energy supplies to Europe via Turkey"<sup>252</sup>. Selon des représentants officiels turcs, le Turkménistan accepterait de relier le TANAP pour alimenter les marchés européens et turc. L'Azerbaïdjan a réagi à cette annonce en attestant de son soutien politique et économique au Trans-Caspian Pipeline qui devrait relier le Turkménistan à l'Azerbaïdjan sous la Mer Caspienne<sup>253</sup>.

En Asie centrale, on constate un alignement de la politique énergétique turque sur celle de l'Union européenne. Or la Turquie, contrairement à l'Europe, doit faire face à croissance de 6 à 8% de sa demande énergétique nationale. Il est primordial de mener une politique de bon voisinage avec les pays d'Asie centrale afin d'assurer sa sécurité énergétique pour les années à venir.

## **B) Les conséquences géopolitiques de la montée en puissance de la Chine**

Depuis une dizaine d'années, la multiplication des publications journalistiques et scientifiques sur la Chine dénote d'une préoccupation des sociétés occidentales liée à sa montée en puissance sur la scène internationale. En effet, le décollage économique de la Chine, et plus largement de l'Asie, ainsi que sa puissance démographique — la Chine et l'Inde représentent à elles seules trois milliards d'habitants — lui confère un poids géostratégique certain. Nous verrons ici comment cela se traduit dans la course aux ressources qui s'opère en Asie centrale et au Moyen Orient, ainsi que dans les relations que la Turquie tend à nouer avec la Chine.

### ***1) La Chine, puissance énergivore, investit le marché des hydrocarbures***

En 2012, la Chine était la première croissance mondiale en termes de demande énergétique. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, elle sera la première consommatrice mondiale de pétrole dans les années à venir. Cela se traduit par l'arrivée des entreprises chinoises, notamment la Compagnie Nationale Chinoise de Pétrole (CNPC), sur le marché des hydrocarbures. Selon le *New York Times*, La Chine est devenue depuis l'intervention américaine en 2003, le premier pays exportateur du pétrole irakien, elle achète aujourd'hui la moitié de la production globale du pays, soit presque 1,5 millions de barils par

---

<sup>252</sup> "Turkey ready to deliver Turkmen gas to Europe", *Hurriyet Daily News*, 03.06.2013.

<sup>253</sup> *id.*



jour et elle participe actuellement à un appel d'offre pour acquérir des parts de l'un des plus grands gisements irakiens détenu par la compagnie américaine *Exxon Mobil*. Denise Natali, experte du Moyen Orient à l'Université de la Défense Nationale à Washington, commente : "The Chinese are the biggest beneficiary of this post-Saddam oil boom in Iraq, (...) They need energy, and they want to get into the market."<sup>254</sup> En Iran, les importations chinoises de pétrole continuent d'augmenter malgré le durcissement des sanctions contre l'Iran. En Août 2013, elles s'élevaient à plus de 430 000 barils par jour<sup>255</sup>. En ce qui concerne les ressources d'Asie centrale, en Septembre 2013, le président chinois XI Jinping et son homologue Kazakh, M. Nazarbayev signent un accord bilatéral qui stipule que le gouvernement Kazakh vendra 8,33% de la production de Kashagan via l'oléoduc qui relie le Kazakhstan à la Chine<sup>256</sup>. En 2009, une joint-venture entre CNPC et KazMunaiGas, les compagnies nationales chinoises et kazakhstannaises, ont signé un accord pour construire un oléoduc qui approvisionnerait la Chine avec le pétrole kazakhstanais. En ce qui concerne le gaz, le pipeline qui relie le Turkménistan à la Chine, en opération depuis 2009, transporte 39 mmc par an. Le Kazakhstan projette d'ailleurs de relier ce pipeline pour exporter sa propre production de gaz naturel en Chine<sup>257</sup>. Un autre projet de pipeline est en cours, il ne concerne pas la Chine mais son voisin indien, qui investit également le marché énergétique mondial. Ce pipeline (TAPI) devrait relier le Turkménistan à l'Inde en traversant l'Afghanistan et le Pakistan<sup>258</sup>.

La Chine est désormais un acteur incontournable sur le marché énergétique mondial. Les pays européens pourraient se voir définitivement évincé de la course aux ressources centre-asiatiques, particulièrement au Turkménistan, pays tant convoité par les compagnies gazières occidentales.

## ***2) La Turquie et l'option asiatique***

Par la diversification de ses alliances, sa politique pro-arabe, son non-alignement sur la politique énergétique américaine au Moyen-Orient et le refroidissement des relations avec l'Union européenne, on constate que la Turquie est entrain de se repositionner sur l'échiquier

---

<sup>254</sup> "China is reaping biggest benefits of Iraq oil boom", *The New York Times*, 02.06.2013.

<sup>255</sup> "Iran August oil exports to China up 9.8%", *Press TV*, 22.09.2013.

<sup>256</sup> Marya Gordeyeva, "China buys into giant kazakh oilfield for 5\$ billion", *Reuters*, 7.09.2013.

<sup>257</sup> "Caspian countries are developing new oil and natural gas export capacity", *U.S. Energy Information Agency*, 12.09.2013.

<sup>258</sup> *id.*

international. Néanmoins, cette politique ne constitue pas pour autant une scission avec le bloc occidental. La proximité de la Turquie avec l'Union européenne et les États-Unis reste pour les pays qui l'entourent, un des facteurs qui lui attribuent sa position actuelle d'état-pivot.

#### a) L'apparition de nouvelles alliances

La mise en place d'une association régionale basée sur l'appartenance linguistique et culturelle commune des pays turcophones — aire géographique qui s'étend de la Turquie à la Chine<sup>259</sup>, atteste de la volonté de la Turquie à nouer de nouvelles alliances. Lors de la seconde réunion du Conseil des pays turcophones, qui s'est tenue en Août 2012 à Bichkek, au Kirghizstan, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev a annoncé qu'un couloir de transport reliera la Turquie à la Chine : "Nous avons accordé une attention particulière à la coopération économique. Nous avons convenu d'organiser une rencontre des ministres des Transports de nos pays en vue de préparer le lancement d'un nouveau couloir de transport reliant la Turquie à la Chine via la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan"<sup>260</sup>. Dans la même dynamique, le Président Gül déclarait, le 16 Août 2013, après le troisième sommet du Conseil des pays turcophones que "les réalités mondiales nécessitent un réseau efficace de transport et de communication pour la coopération globale et l'intégration entre les pays et les nations. L'intégration économique et culturelle du monde turc dépend de la mise en œuvre de projets associant des infrastructures de transport de nos pays"<sup>261</sup>. Au cours de ces sommets, les discussions ont également porté sur la signature d'un accord d'uniformisation des normes économiques, ainsi que sur la création d'une Académie des pays turcophones et d'une Fondation de soutien à la culture et au patrimoine turc<sup>262</sup>. On remarque que l'aspect économique et politique de la constitution d'une voie de transport est directement liée à la volonté de créer une identité turcophone commune.

Le rayonnement culturel de la Turquie peut être considéré comme un facteur de puissance. La turcophonie ajoutée au regain d'intérêt des pays arabes et balkaniques pour l'histoire de l'Empire ottoman, démontre l'influence culturelle et politique que la Turquie a su imposer au cours de ces dernières années. En tant que puissance régionale montante, la Turquie est perçue par la Russie et la Chine comme un allié sur le continent eurasiatique.

---

<sup>259</sup> Voir carte p. 35.

<sup>260</sup> "Les pays turcophones créeront un couloir de transport Turquie-Chine" *Ria Novosti*, 28.08.2012.

<sup>261</sup> "Third summit of turkish Council holds in Gabala", *Ministry of Foreign Affairs website*, [www.mfa.gov.tr](http://www.mfa.gov.tr)

<sup>262</sup> "Les pays turcophones créeront un couloir de transport Turquie-Chine", *op. cit.*

## b) La Coopération Économique de Shanghai comme alternative à l'Union européenne

D'un point de vue économique, politique et militaire, la Turquie s'est considérablement rapprochée de la Chine au cours de ces dernières années. Dernièrement, en Septembre 2013, la Turquie, membre de l'OTAN, annonçait qu'elle avait choisi d'acheter des missiles à la compagnie d'armement chinoise CPMIEC — qui se trouve sous sanctions américaines. Le 28 Septembre 2013, un porte-parole du département d'état états-unien commentait : "We have conveyed our serious concerns about the Turkish government's contract discussion with a U.S.-sanctioned company for a missile defense system that will not be inter-operable with NATO systems or collective defense capabilities"<sup>263</sup>. Sur le plan économique, la Chine est devenue un partenaire de première importance pour la Turquie, notamment dans le secteur énergétique. En Septembre 2013, le président Zhang Chun de la compagnie chinoise CMEC — qui est présente dans le secteur énergétique turc depuis les années 1980 — déclarait dans un entretien avec le quotidien *Hurriyet Daily News* : "Turkey is very important to us with its huge potential in energy development. (...) We had held over \$3 billion of projects here in Turkey, adding \$1 billion more by the end of the year. Now we plan to make direct investment in Turkey, mainly in the fields of power generation, transmission or distribution"<sup>264</sup>. Le rapport de l'année 2013 du *Congressional Research Service* nous informe que la pénétration de la Chine dans l'économie turque constitue un objet de préoccupation pour les États-Unis. : "Among other countries, China's share of Turkish trade is also increasing, with volume reportedly rising from \$1 billion per year in 2000 to about \$24 billion per year by 2011"<sup>265</sup>. L'implantation économique va souvent de paire avec une alliance politique. Cela s'est traduit en 2012 par un rapprochement de la Turquie avec l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO). Fondée en 2001, à la suite de l'intervention militaire américaine en Afghanistan et de l'implantation de bases de l'OTAN en Asie centrale, cette organisation est basée sur une coopération militaire pour assurer la sécurité mutuelle de ses membres, que sont la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan. Comme l'Inde et le Pakistan, le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé sa volonté de rejoindre l'alliance de Shanghai lors d'une visite en Russie en Juin 2012 : "A country, which has spent 50 years in front of the EU's door, should make a

---

<sup>263</sup> "US concerned about Turkey's choice of Chinese missile system", *Hurriyet Daily News*, 29.09.2013.

<sup>264</sup> "Chinese company to invest in Turkey's energy sector", *Hurriyet Daily News*, 23.09.2013.

<sup>265</sup> "Turkey, background and US relations", *op.cit.*, p. 9.

decision"<sup>266</sup>. Cela intervient suite au refus réitéré de l'Union européenne d'accepter la Turquie comme pays membre. L'annonce de M. Erdogan a été perçue par l'Union européenne et les États-Unis comme un message significatif de la réorientation politique de la Turquie sur l'échiquier international.

M. Özertem, spécialiste de la Turquie et de l'Asie centrale, considère ce repositionnement de la Turquie comme une alerte pour l'Union européenne mais il minimise le poids réel de cette déclaration. En effet, la Turquie est depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle tournée vers le modèle occidental. Vis-à-vis des Printemps arabes, elle mène une politique alignée sur l'Occident avec une rhétorique axée sur la démocratie, la défense des droits humains et l'opposition aux régimes dictatoriaux. L'Organisation de Coopération de Shanghaï, qui est une association de coopération militaire, n'est pas comparable avec l'idée civilisationnelle sur laquelle s'est fondée l'Union européenne, dont la Turquie partage une proximité politique, économique et culturelle. La déclaration du Président turc Abdullah Gül, plus de six mois après la mise en garde exprimée par M. Erdogan, confirme l'analyse de M. Özertem : "We are engaged in negotiations for full membership in the EU. However, it is a fact that the negotiations are not at a desired level due to some prejudice [of EU members toward Turkey]. The Prime Minister expressed his resentment. The SCO is not an alternative to the EU. Turkey wants to successfully conclude the accession talks with the EU"<sup>267</sup>. Or malgré le désir de la Turquie d'intégrer l'Union européenne, on dénote depuis quelques années, une perte de croyance de la part de l'opinion et des politiciens turcs dans la possibilité d'accéder un jour au statut de membre de l'Union européenne. Un sondage d'opinion effectué au cours de l'année 2013 auprès de la population turque indique que 75% de la population soutenait l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne en 2004 contre seulement 44% en 2013. Le 21 Septembre 2013, Egemen Bagis, le Ministre turc des Affaires Européennes déclarait que son pays ne deviendrait probablement jamais un membre du prestigieux club européen<sup>268</sup>. Néanmoins, selon M. Karaoglu, journaliste pour *Al-Monitor*, la Turquie pourrait perdre sa position stratégique vis-à-vis des pays du Moyen-Orient si elle décidait de se détourner de l'Union européenne, car c'est justement ce qui lui confère sa position d'état-pivot entre les différentes aires géopolitiques qui l'entourent. En tant que pays à majorité

---

<sup>266</sup> "President Gül : Shanghaï group not alternative to Turkey's EU aspiration", *Today's Zaman*, 04.02.2013.

<sup>267</sup> *id.*

<sup>268</sup> KAYAOGLU, Barin, "Is Turkey Giving Up On EU Membership?", *Al Monitor*, 23.09.2013.

musulmane, avec un gouvernement démocratique et sécularisé, et une économie libéralisée, la Turquie apparaît comme un modèle pour les pays issus des Printemps arabes<sup>269</sup>.

À l'issue de ce chapitre, on constate que les États-Unis cherchent à influencer la politique énergétique turque et les relations diplomatiques qu'elle entretient avec ses voisins au Moyen-Orient et en Méditerranée Orientale. La lecture des rapports du *Congressional Research Service* nous révèle l'importance stratégique que représente la Turquie pour la politique états-unienne au Moyen-Orient. Il en ressort une inquiétude de la part des États-Unis dû au rapprochement de la Turquie avec la Russie et la Chine. La présence des États-Unis dans la course aux ressources et son interventionnisme dans la politique énergétique turque rappelle les luttes hégémoniques de la Guerre Froide. Comme pendant la Guerre Froide, nous sommes face à des luttes de pouvoir interposées sur des territoires qui renferment des enjeux stratégiques. La puissance chinoise alliée à la Russie s'oppose au couple États-Unis/ Union européenne pour prendre le contrôle des ressources, tant au Moyen-Orient, qu'en Méditerranée Orientale et qu'en Asie centrale. L'arrivée de la Chine comme nouvel acteur et la réaffirmation du rôle de la Russie sur la scène internationale témoignent d'un basculement, ou peut-être plus d'un glissement des pôles de puissance, depuis l'Ouest vers l'Est.

---

<sup>269</sup> *id.*

## CONCLUSION

La Turquie, véritable caisse de résonance des mutations régionales et mondiales, constitue un observatoire privilégié pour appréhender les évolutions du monde contemporain. Le choix du prisme de cette étude renvoie au-delà des considérations sur l'approvisionnement énergétique de états européens et de la Turquie. Il soulève en réalité des divergences quant à la conception des relations internationales. Sa position géographique au carrefour des différentes aires culturelles et géopolitiques place la Turquie au cœur de deux idéologies qui s'opposent. D'un côté les pays occidentaux qui tentent de conserver leur statut hégémonique sous l'égide de la super puissance états-unienne, et de l'autre les pays émergents — qui ont pour certains déjà largement émergés au regard de leur croissance économique, de leur développement industriel et de l'apparition d'une classe moyenne politisée — qui aspirent à imposer leur autorité au sein de la gouvernance mondiale. Alors que le pouvoir est en passe de changer de pôle, avec un Occident en crise économique et identitaire, on assiste à l'affirmation d'une identité politique turque, ainsi que de l'ensemble des pays émergents, en rupture avec les puissances occidentales.

Dans ce cadre, l'approche énergétique est particulièrement intéressante puisque ces pays dits "émergents" coïncident avec les pays détenteurs des plus grandes ressources mondiales d'hydrocarbures : la Russie, l'Iran, l'Iraq, le Qatar, l'Algérie, le Venezuela, la Bolivie. Le dernier Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF), calqué sur l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole est tout à fait significatif à cet égard. Lors du dernier sommet qui s'est tenu à Téhéran en Novembre 2013, le Président russe Vladimir Poutine appelait les pays exportateurs de gaz à résister aux règles imposées par l'Union européenne sur le marché du gaz avec l'application du *Third Energy Package*<sup>270</sup>. La lutte pour la domination des ressources et de ses voies de transport, mais aussi pour les lois qui régissent sa commercialisation, se superpose alors à la lutte idéologique et politique qui oppose les puissances occidentales fondatrices des institutions et du droit international, aux pays "émergents" qui contestent leur hégémonie.

Bien que toute analyse ou projection future sur un pays, une région ou sur le monde soient bordées d'écueils tant la multiplication et l'interpénétration des phénomènes densifient la complexité d'analyse, elle reste nécessaire pour alimenter la pensée critique et la recherche scientifique. Au regard de l'évolution de ces dernières années, il semblerait que la Turquie

---

<sup>270</sup> "Putin urges gas exporters to adopt single pricing model", *Hurriyet Daily News*, 01.07.2013.

tende à s'affirmer comme puissance régionale majeure. Pourtant les transformations politiques et sociales qui s'opèrent dans son environnement régional remettent en question cette posture. Au Moyen-Orient, l'enlisement de la guerre civile en Syrie et son extension au Liban ; les résurgences des disparités internes en Irak qui connaît actuellement une forte recrudescence du terrorisme ; le possible retour de l'Iran comme puissance régionale avec la figure modérée du nouveau Président Rohani ; ainsi que les résultantes de ces évolutions régionales sur la question kurde, influenceront nécessairement sur l'avenir la Turquie. En Méditerranée Orientale, le rapprochement de la Turquie avec l'état d'Israël, la Grèce et Chypre, fortement soutenu par la diplomatie américaine, n'a pour le moment pas connu d'avancées significatives qui pourraient laisser présager un potentiel règlement des conflits géopolitiques qui s'y produisent. Au Caucase, la montée en puissance de l'Azerbaïdjan comme état exportateur d'hydrocarbures et le resserrement des liens stratégiques entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie risquent de renforcer l'enclavement de l'Arménie et ainsi d'anéantir à moyen terme toute possibilité de rapprochement entre la Turquie et l'Arménie. En Asie centrale, on assiste à la formation d'une association régionale inédite menée par le couple Turquie-Azerbaïdjan, qui se structure autour de l'appartenance linguistique commune des pays turcophones. Ce phénomène atteste du glissement progressif d'Ouest en Est de la politique extérieure turque.

Au niveau international, on assiste à deux phénomènes simultanés : le rapprochement de la Turquie avec la Russie et la Chine, qui a été officialisé en Avril 2013 par la signature d'un accord avec les membres de la SCO, dont la Turquie est désormais "partenaire de dialogue"<sup>271</sup> ; et l'éloignement de la Turquie de l'Union européenne, pour la première fois énoncée publiquement en Septembre 2013. Lors de "la Conférence Européenne de Yalta", le Ministre turc des Affaires Européennes a affirmé que la Turquie ne pourrait jamais devenir membre de l'Union européenne<sup>272</sup>. En tant que membre de l'OTAN et seconde force militaire après les États-Unis, le rapprochement de la Turquie avec la SCO, qui s'est fondée en réaction à l'OTAN, constitue un acte symbolique fort qui témoigne de l'émancipation de la Turquie vis-à-vis de la super-puissance américaine et de la matrice européenne. Néanmoins, le rapprochement qui s'opère avec la Chine et la Russie ne signifie pas pour autant un alignement sur leurs politiques extérieures. On voit même se dessiner une spécificité de la diplomatie turque autour du règlement de la crise syrienne, sur lequel elle s'oppose à la

---

<sup>271</sup> "Turkey makes it official with SCO", *Eurasianet*, 28.04.2013.

<sup>272</sup> "Turquie et Europe : la fin des promesses", *Ria Novosti*, 24.09.2013.

Russie, la Chine, et l'Iran ; et se trouve isolée par l'incapacité des puissances occidentales à s'accorder sur une politique commune.

Au niveau national, le mouvement de contestation au gouvernement AKP, survenu en Juin 2013, révèle les disparités et les mutations sociétales qui résultent de l'histoire politique et sociale de la nation turque. Les élections à venir en 2014 pourraient engendrer une recomposition du pouvoir en place depuis 2002 ou faire ressurgir le mouvement de contestation, violemment réprimé par le gouvernement au cours de l'été 2013. La stabilité politique que connaît la Turquie depuis plus de dix ans pourrait donc être remise en cause par un soulèvement de la société civile, qui s'inscrit dans un contexte plus large de mutations politiques et sociales en marche dans l'ensemble de la région depuis le début des Printemps arabes.

Face à cet avenir incertain, gardons un regard attentif et critique sur la somme d'informations quotidiennes qui nous submergent pour tenter de déceler les signes de changement à la fois structurels et conjoncturels.



## ANNEXES

### Annexe n°1 : Liste des entretiens

Numero	Lieu de l'entretien	Date de l'entretien	Titre de la personne interrogée	Remarques
1	Istanbul, Turquie	5 Février 2013	Seyfettin GÜRSEL, Enseignant-chercheur BETAM, Université Bahaçesehir	entretien en français
2	Istanbul, Turquie	8 Février 2013	M. Petrit BUSHATI, Executive manager pôle énergie BSEC (Black Sea Economic Cooperation)	entretien en anglais
3	Istanbul, Turquie	8 Février 2013	Çenk LEVI, manager Climat et Énergie GREENPEACE	entretien en anglais
4	Istanbul, Turquie	10 Février 2013	Ibrahim TURKMEN, rédacteur en chef du SUNDAY ZAMAN spécialiste économie, énergie	entretien en anglais
5	Istanbul, Turquie	12 Février 2013	Mara KARAKUS spécialiste environnement, efficacité énergétique AFD (Agence Française de Développement)	entretien en français
6	Ankara, Turquie	13 Février 2013	Mehmet Suat KAYIKCI spécialiste énergie EPDK (Energy Market Regulator Authority)	entretien en anglais
7	Ankara, Turquie	15 Février 2013	Necmi YASAR, Head of department Departement recherche, plannification et coordination EUAS (Compagnie Nationale de la Production d'Electricité)	entretien en turc et en anglais, présence de traducteurs
8	Ankara, Turquie	15 Février 2013	Levent Özcan CANER, head of department MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES	entretien en anglais
9	Ankara, Turquie	15 Février 2013	Sile Sanal assistante du head department TEIAS (Compagnie Nationale du Transport d'électricité)	entretien en anglais

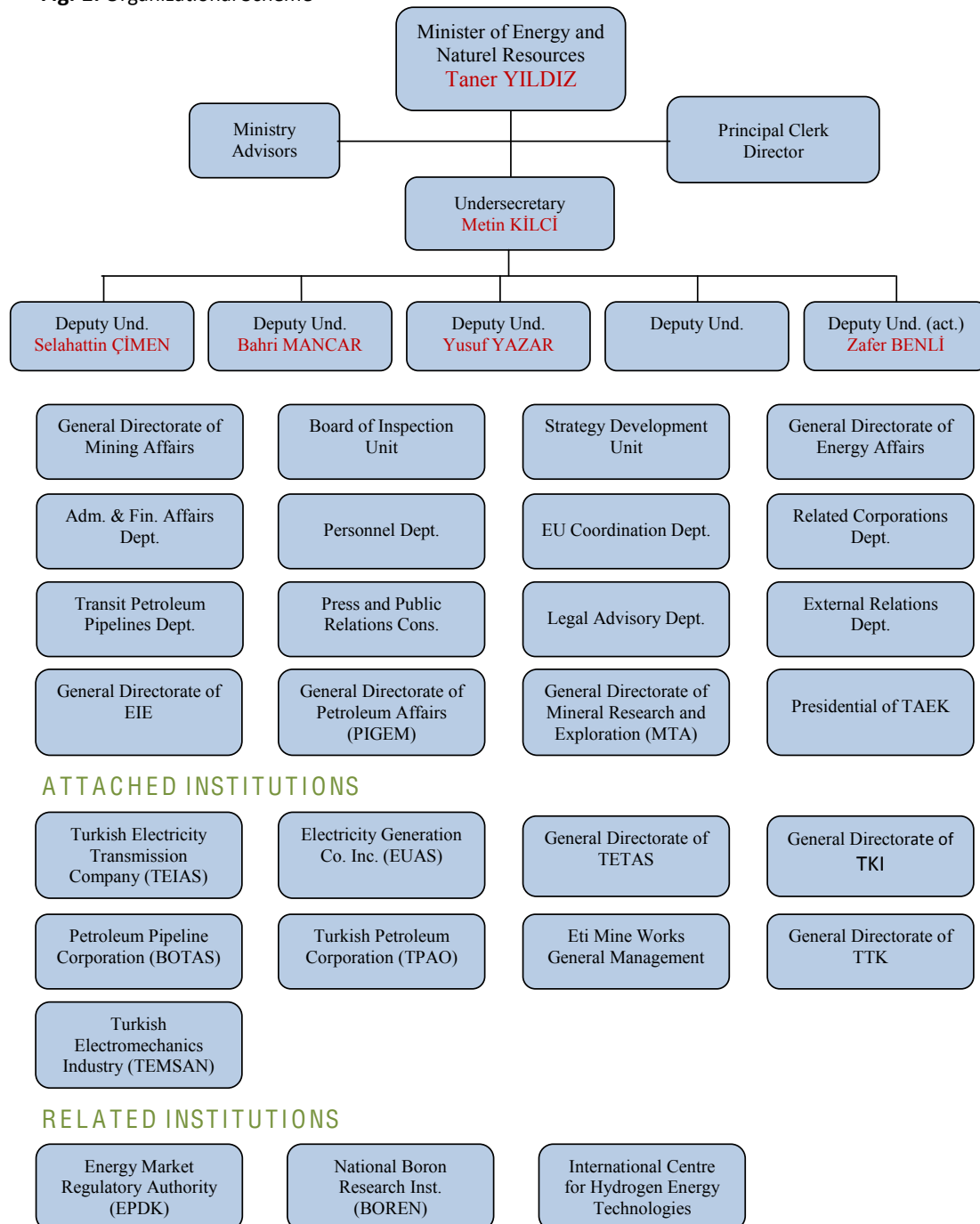
10	Ankara, Turquie	18 Février 2013	Seda KIRDAR, chercheuse Spécialiste politique extérieure TEPAV	entretien en anglais
11	Ankara, Turquie	18 Février 2013	Ghoussebacha GAFFA directeur du pôle énergie Service Economique Régional, Ambassade de France	entretien en français
12	Ankara, Turquie	19 Février 2013	Kürsat CAPANOGLU, head department BOTAS	entretien en anglais
13	Ankara, Turquie	19 Février 2013	Erdak CALIKOGLU, directeur général YEGM (Département Énergies Renouvelables)	entretien en anglais
14	Ankara, Turquie	19 Février 2013	Charles HANTOUCHE, directeur de mission RTE (Reseau de Transport d'Electricité) jumelage TEIAS/RTE financé par l'UE	entretien en français
15	Samsun, Turquie	20 Février 2013	Talha DINC ingénieur civil DSI Samsun	entretien en anglais
16	Samsun, Turquie	21 Février 2013	Talha DINC Visite d'une centrale hydroélectrique	discussion informelle
17	Samsun, Turquie	22 Février 2013	->Nazli (demande d'anonymat) environnementaliste et ingénieure à la DSI de Samsun	discussion informelle en turc/anglais voyage en voiture de Samsun à Sinop
18	Sinop, Turquie	22 Février 2013	Orhan ALPAY secrétaire général, préfet IL ÖZEL IDARESI (administration de la Province de Sinop) Directeur des recherches géomorphologiques pour la construction de la centrale nucléaire à Sinop	entretien en turc et en anglais, présence de traducteurs
19	Sinop, Turquie	22 Février 2013	Mettin GÜRBÜZ directeur de la PLATEFORME ANTI-NUCLEAIRE, Directeur DSI Sinop	entretien en turc et en anglais, présence de traducteurs
20	Istanbul, Turquie	26 Février 2013	Özgür GÜRBÜZ coordinateur de projet FONDATION HEINRICH	entretien en anglais

			BÖLL	
21	Istanbul, Turquie	26 Février 2013	Pascal DE MESTEER Vice président GDF SUEZ Turquie	entretien en français
22	Istanbul, Turquie	27 Février 2013	Yves-Marie LAOUENAN ancien directeur de la Chambre de Commerce Française en Turquie	entretien en français
23	Nanterre, France	29 Mars 2013	Sohbet KARBUZ Directeur du pôle hydrocarbures à l'OME (Observatoire Méditerranéen de l'Énergie)	entretien en anglais qui a débouché sur un stage au sein de l'organisation (Mai- Juillet 2013)
24	Ankara, Turquie	9 Septembre 2013	Cenk Pala Représentant TAP Turquie, directeur du pôle hydrocarbure chez E.ON, ancien directeur du pôle hydrocarbure chez BOTAS	entretien en anglais
25	Ankara, Turquie	25 Septembre 2013	Hasan Özertem chercheur à l'USAK, specialiste énergie Asie centrale, Turquie	entretien en anglais
26	entretien par téléphone	2 Octobre 2013	Can Ogutcu, spécialiste région MENA Energy Charter Treaty	entretien en français

## Annexe n°2 : Organigramme du Ministère turc de l'Énergie et des Ressources Naturelles

Source : "Strategic Plan 2010-2014", *The Republic of Turkey Ministry of Energy and Natural Resources*, p.7

**Fig. 1:** Organizational Scheme



### Annexe n°3 : Carte des pipelines BTC, BTE et Bakou-Soupsa

Source site internet de BP :

<http://www.bp.com/sectiongenericarticle.do?categoryId=9028923&contentId=7053886>

## Azerbaijan's BP-Operated Oil and Gas Infrastructure



Source: BP Caspian, *BP in Azerbaijan at a Glance*

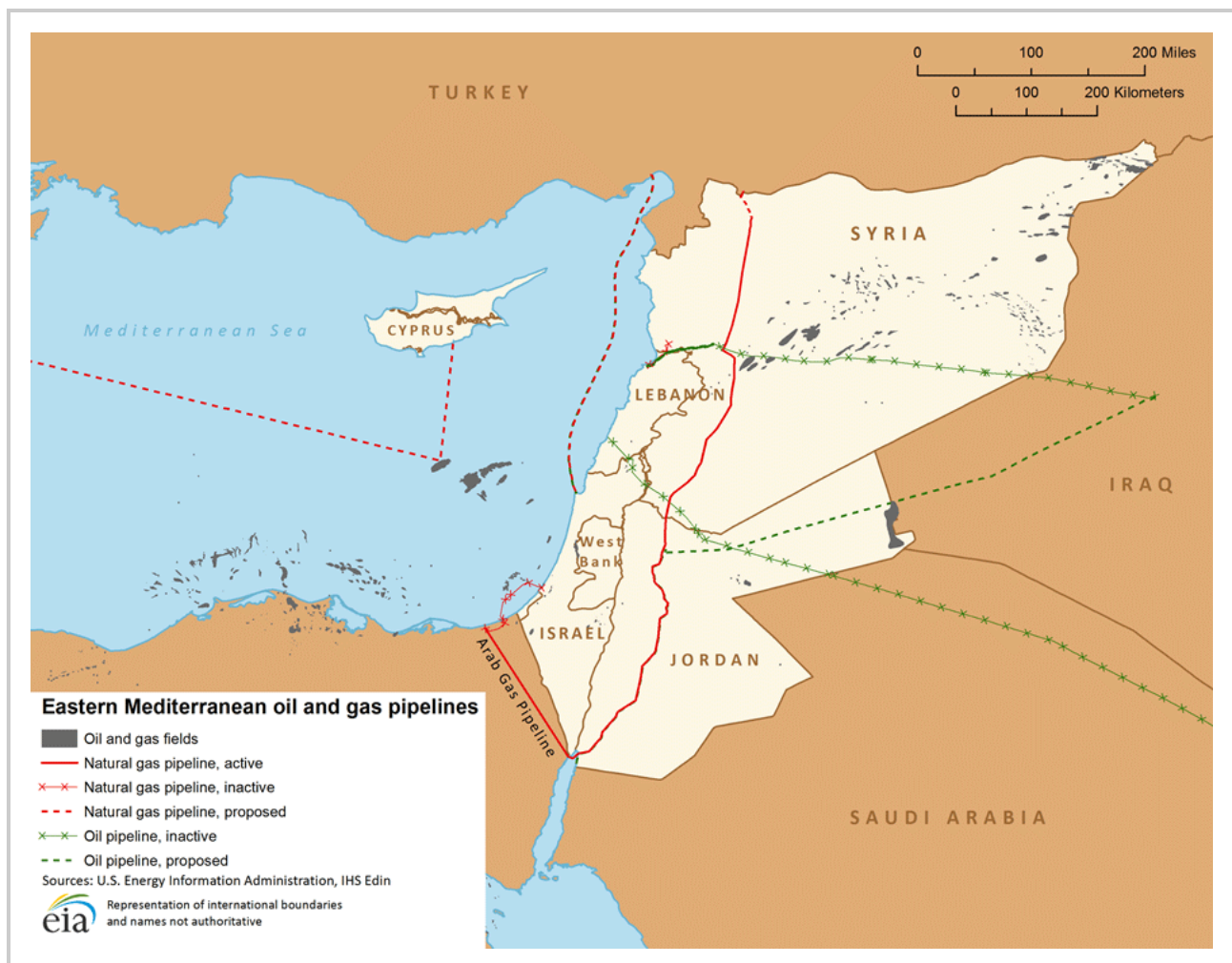
## Annexe n°4 : Carte du projet Nabucco

Source site internet de *Pipeline International* : <http://pipelinesinternational.com/>



## Annexe n°5 : Carte des projets de pipeline en Méditerranée Orientale

Source : EIA, "Eastern Mediterranean Region", *U.S. Energy Information Administration*, August 2013, p. 20.





**Annexe n°6 : Carte des bases militaires de l'OTAN en Turquie**

Source : CRS, "Turkey : Background and US relations", *Congressional Research Service*, 23.04.2013, p. 19.

**Figure 3. Map of U.S. and NATO Military Presence and Transport Routes in Turkey**

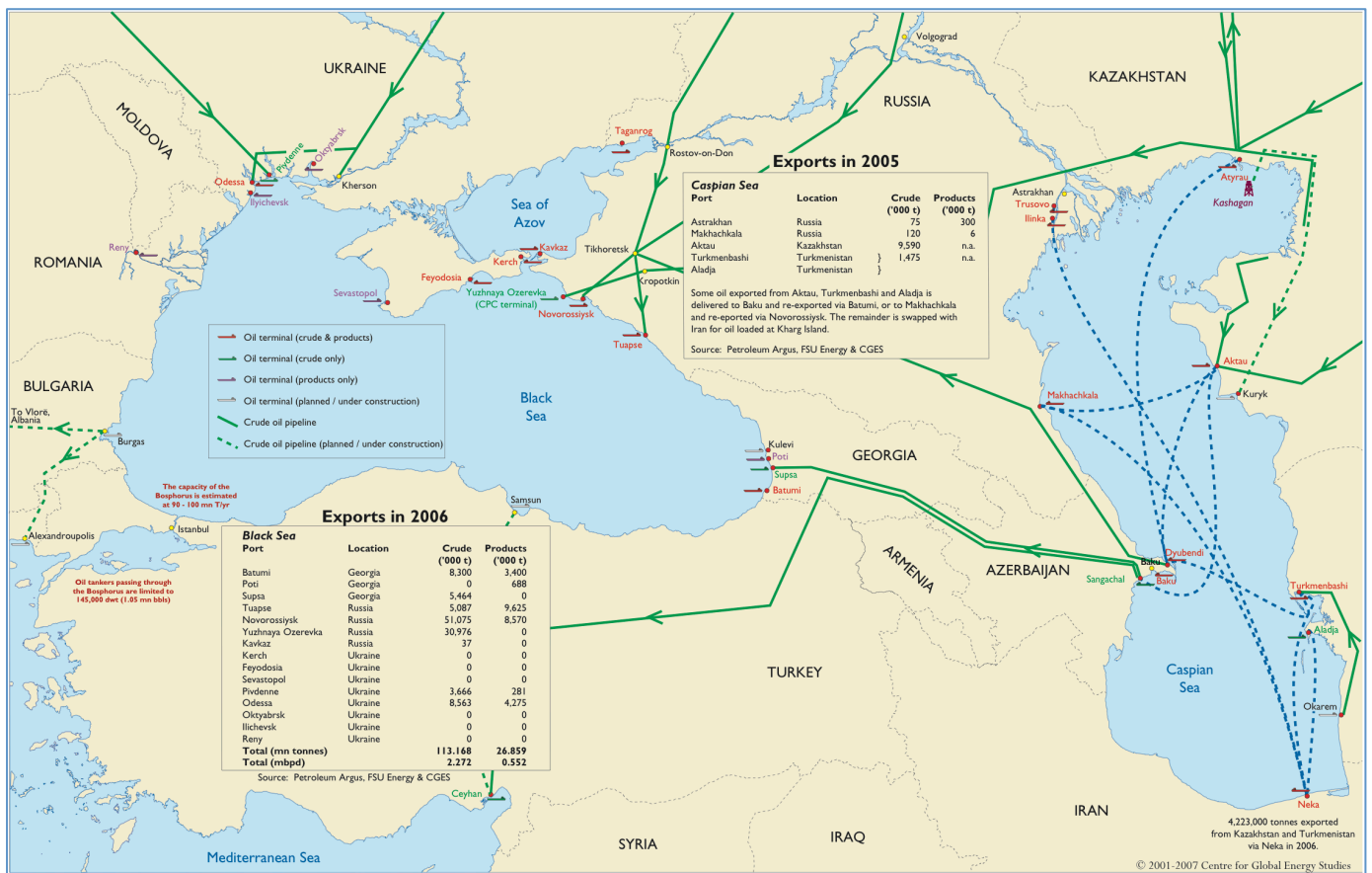


**Sources:** Department of Defense, NATO, *Hurriyet Daily News*; adapted by CRS.



# Annexe n°7 : Le système de transport des hydrocarbures en Mer Caspienne

Source : Center for Global Energy Studies



## BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

### I) Ouvrages et publications sur la Turquie

#### A) Géographie et Histoire

BAZIN, Marcel, DE TAPIA, Stéphane, *La Turquie : géographie d'une puissance d'une puissance émergente*, Armand Collin, 2012, Paris, 336 p.

BAZIN Marcel, KANCAL Salgur, PEREZ Roland, THOBIE Jacques (Coord.), 1998, *La Turquie entre trois mondes*, Paris-Istanbul, L'Harmattan-IFEA (Varia Turcica), 32, 453 p.

BRAUDEL, Fernand (sous la dir.), *La Méditerranée*, Arts et Métiers graphiques, 1986, Paris.

BOZARSLAN, Hamit, *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, Paris, 2006, 124 p.

BOZARSLAN, Hamit, "La Turquie : puissance régionale et forteresse assiégée ?", *Politique étrangère*, n°1, 2003, p. 93-102.

CHENAL, Alain, "L'AKP et le paysage politique turc", *Pouvoirs*, 2005/4, n°115, p. 41-54.

COPEAUX, Etienne, *Espaces et temps de la nation turque*, Paris, CNRS éditions 1997.

[http://www.cafe-geo.net/article.php3?id\\_article=1074](http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1074)

GIBLIN, Béatrice, SENI, Nora (sous dir.), Géopolitique de la Turquie, *Herodote*, n°148, 1er trimestre 2013.

MANTRAN, Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard, Paris, 1989, 810 p.

THOBIE, Jacques, *Intérêts et impérialisme français dans l'Empire ottoman, 1895-1914*, Publication de la Sorbonne, Paris, 1977, 817 p.

ÜLGEN, Sinan, "La transformation économique de la Turquie : une ère nouvelle de gouvernance ?", *Pouvoirs*, 2005/4, n° 115, p. 87-99.

VANER, Semih (dir.), *La Turquie*, Fayard, Paris, 2005, 733 p.

VEREZ, Jean-Claude, "La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés" *Revue Tiers-Monde*, 2008/2, n°194, p. 281-306.

YERASIMOS, Stéphane, "Ethnies et minorités en Turquie : quelques réflexions sur un problème insoluble", *Revue les Temps modernes*, n° 456-457, Juillet- Août 1984.

#### B) L'énergie en Turquie

BABALI, Tuncay, "Regional energy equations and Turkish foreign policy : the Middle East and the CIS", *Insight Turkey*, Vol. 12 n°3, 2010, pp. 81-92.

BILGIN, Mert, "Energy and Turkey's foreign policy : state strategy, regional cooperation and private sector involvement", *Turkish Policy Quarterly*, Vol. 9, n°2, Summer 2010.

BRUNO, Greg, "Turkey at an energy crossroads", *Council on Foreign relations*, Nov. 2008.

CHUVIN, Pierre, « La Turquie : futur Hub énergétique de l'europe ? », *Revue Tiers Monde*, 2008/2 n° 194, pp. 359-370.

COSKUN, Bezen Balamir, CARLSON, Richard, "New energy geopolitics : why does Turkey matter ?", *Insight Turkey*, Vol. 12 n°3, 2010, pp. 205-220., pp. 147-168.

DELOITTE, "Turkey's natural gas market, Expectations and developments 2012", April 2012, 84 p.

EIA, "Turkey", *U.S. Energy Information Administration*, February 2013, 16 p.

ETKB, "Strategic plan 2010-2014", *The Republic of Turkey Ministry of Energy and Natural Resources*, 45 p.

HISARCIKLIOGLU, Rifat, "The global energy challenges and Turkey : private sector perspective", *Turkish Policy Quarterly*, Vol. 9, n°2, 2010, pp. 27-31.

KARAKAYA, Leyla, "Turkey played its hand well in the energy game", *TEPAV*, Dec. 2011.

KRAUER-PACHECO, Ksenia, "Turkey as a transit country and energy hub : the links to its foreign policy aims", *Forschungsstelle Osteuropa Bremen*, N° 118, Decembre 2011.

KROZSER, Anna-Pacheco, "The role of energy Transit in Turkish foreign policy", Thesis of Department of international relations and European Studies, Hungary, 2012.

KARBUZ, Sohbet, SANLI, Baris, "On formulating a new energy strategy for Turkey", *Insight Turkey*, Vol. 12 n°3, 2010, pp. 89-105.

OKUMUS, Olgu, "La Turquie, acteur incontournable des projets gaziers européens et russes", *CERI*, 04.08.2011".

PAILLARD, Christophe-Alexandre, "Où en est la Turquie dans sa volonté de devenir un hub énergétique", *IRIS*, Juin 2012.

SARIKAYA, Ali C., VELICANGIL, Emre, "The new game of energy in Turkey and its neighborhood", *Turkish Policy Quarterly*, Vol.11, n°3, 2013, pp. 166-171.

SCHALCK, Christophe, "Le développement énergétique en turquie : quels effets en attendre ?", *Management & Avenir*, 2011/2, n°42, p. 328-340.

TPQ, "Interview with Taner Yildiz", *Turkish Policy Quarterly*, Vol.11, n°3, 2013, pp. 29-34.

YILMAZ, Osman, USLU, Tuncay, "Energy policies of Turkey during the period 1923-2003", *Energy Policy*, n°35, 2007, pp. 258-264.

## **II) Publications sur les relations extérieures de la Turquie**

BAL, Idris, "Turkish Foreign Policy in post-cold war era", Universal Publishers, 2004, p. 436.

BABALI, Tuncay, "The role of energy in Turkey's relations with Russia and Iran", *Center for Strategic & International Studies*, March 2012.

CORDESMAN, Anthony H., GOLD, Bryan, SHELALA, Robert, GIBBS, Micheal, "U.S. and Iranian strategic competition : Turkey and the South Caucasus", *Center for Strategic & International Studies*, June 2013, 113 p.

CRS, "Turkey : Background and US relations", *Congressional Research Service*, 23.04.2013, 46 p.

DAVUTOGLU, Ahmet, " Principles of Turkish Foreign policy and regional political structuring", *TEPAV*, 3rd edition, 2012.

GLASMAN, Frantz, "Les défis de la « diplomatie de bon voisinage » turque", *Blog Le Monde*, Août 2011. (<http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/08/17/les-defis-de-la-diplomatie-de-bon-voisinage-turque/>)

KIBAROGLU, Mustafa, "Turkey's neighborhood", *Foreign Policy Institute*, April 2008, 312 p.

SARIKAYA, Ali C., VELICANGIL, Emre, (sous dir.), "The new game of energy in Turkey and its neighborhood", *Turkish Policy Quarterly*, oct 2012.

VÉREZ Jean-Claude, « La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés », *Revue Tiers Monde*, 2008/2 n° 194, p. 281-306. VÉREZ (D) Jean-Claude, « La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés », *Revue Tiers Monde*, 2008/2 n° 194, p. 281-306.

YINANÇ, Barçın, "Turkey can be a game-maker in Iraq's North, Easter Med" *Hurriyet Daily News*, 25.02.2013.

### **A) L'Union européenne**

ALEX, Bastien, "L'euroseptiscisme, le turcoseptiscisme et la Turquie : une affaire de perceptions ?", *IRIS*, Decembre 2012.

BAUDELLE, Guy, MONTABONE, Benoit, "La Turquie et l'Union européenne", *EchoGéo*, Mars 2008, <http://echogeo.revues.org/2314>

BITTERLICH, Joachim, "L'Europe à la dérive : illusions et réalités de la politique énergétique européenne", *Question d'Europe*, Fondation Robert Schuman, n° 279, Mai 2013.

BOONSTRA, Jos, "The EU's interest in central Asia : Integrating energy, security and values into coherent policy", *European Development Cooperation*, January 2011.

CCE, "Plan d'action européen matière de sécurité et de solidarité énergétiques", *Commission des Communautés européennes*, Bruxelles, 13.11.2008.

CCE, "Rapport régulier 2001 sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion", *Commission des Communautés européennes*, Bruxelles, 13.11.2001.

DE MONTBRIAL, Thierry. "La question turque", *Politique étrangère*, N°3, 2004, pp. 501-514.

EUROPEAN COMMISSION, "The entry into force of the EU third energy package", *Directorate General for energy*, March 2011.

EUROPEAN COMMISSION, "Key figures", *Directorate General for energy*, June 2011.

HELLY Damien, "Un corridor de transport Asie-Europe. TRACECA, l'Union européenne et sa Route de la Soie", *Courrier des Pays de l'Est (Les sociétés postcommunistes en mouvement)*, n°10/19, 2001, pp. 52-64

KAFYEKE, Chantal, « L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : enjeux et état du débat », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2006/28-29 n° 1933-1934,

KAYAOGU, Barin, "Is Turkey Giving Up On EU Membership?", *Al Monitor*, 23.09.2013.

KORSUNSKY, Sergiy, "The European project and geopolitics of energy", *Turkish Policy Quarterly*, Vol. 11, N°1, Spring 2012, pp. 91-97.

OVACIK, Fatma, "L'impact et la place de la Turquie dans le réseau énergétique transeuropéen", mémoire sous la direction de M. Ben Ayed, *Institut des Hautes Etudes Internationales*, 2005, 93 p.

SPILLIUS, Alex, "Turkey will probably never be EU member", *Telegraph*, 26.09.2013.

YETKIN, Murat, "Turkey with or without EU", *Hurriyet Daily News*, 06.02.2013.

## **B) La région de la Mer Noire**

BAZIN Marcel, KANCAL Salgur, THOBIE Jacques, Yavuz TEKELIOGLU (Eds), 2000, *Méditerranée et mer Noire entre mondialisation et régionalisation*, Paris, L'Harmattan - IFEA (Varia Turcica), 34 p.

CCE, "La synergie de la Mer Noire, une nouvelle initiative de coopération régionale", *Commission des Communautés Européennes*, Bruxelles, 11.04.2007.

COJOCARU, Doru, *Géopolitique de la Mer Noire*, éléments d'approche, L'Harmattan, Paris, 2008.

DES GROTTE, Alban, "La Turquie et l'Organisation de la Coopération Economique de la Mer Noire", Rapport sous la dir. de Jean Marcou, *OVIPO/IFEA*, Istanbul, 2007, 28 p.

GONCKARENKO (A.), «The Wider Black Sea Area : New Geopolitical Realities, Regional Security structures and Democratic Control : A Ukranien View», *Nato Defense College Occasional Paper*, 11, 2005, p. 23.

SAK, Güven, "Turkey in the wider Black Sea", *TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey*, June 2010, 45 p.

TOUMARKINE, Alexandre, SIECA-KOZLOWSKI, Elisabeth, *Géopolitique de la mer Noire, Turquie et pays de l'ex-URSS*, Karthala, Paris, 2000, 222 p.

YAKACIKLI, Lebriz, «Initiatives de cooperation dans la région de la mer Noire», *Fédéralisme Régionalisme*, Vol. 11, n°2, 2011, 14 p.

### **C) Le Caucase et l'Asie centrale**

CHEMINEAU, Sylvie, "La Turquie, un acteur stratégique centrasiatique", Rapport sous la dir. de Jean Marcou, *OVIPO/IFEA*, Istanbul, 2007, 20 p.

ECS, "In-depth review of energy efficiency policy of Azerbaijan", *Energy Charter Secretariat*, 2013.

EIA, "Azerbaijan", *U.S. Energy Information Administration*, January 2012, 6 p.

EIA, "Caspian countries are developing new oil and natural gas export capacity", *U.S. Energy Information Administration*, September 2013.

EIA, "Kazakhstan", *U.S. Energy Information Administration*, September 2012, 11 p.

EIA, "Turkmenistan", *U.S. Energy Information Administration*, January 2013, 9 p.

GORDEYEVA, Marya, "China buys into giant kazakh oilfield for 5\$ billion", *Reuters*, 7 septembre 2013.

GÖRGÜLÜ, Aybars, KRIKORIAN, Onnik, "Turkey's South Caucasus agenda : the role of state and non-state actors", *TESEV, Foreign policy program*, July 2012, 8 p.

KHAZAR, Ibrahim, "Why The Caspian matters!?", *HASEN, Caspian Strategy Institute*, Report spring 2013, pp. 96-99.

LARUELLE, Marlène, PEYROUSE, Sébastien (dir.), *Éclats d'empires, Asie centrale, Caucase, Afghanistan*, Fayard, Paris, 2013, 435 p.

LUSSAC, Samuel, "L'Azerbaïdjan : les hydrocarbures et les pipelines, réseaux socio-techniques et régionalisation", Thèse sous la dir. D. Compagnon, Université Bordeaux IV, 2011, p. 359-360.

LUSSAC, Samuel, *Géopolitique du Caucase, au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Edition Technip, Paris, 2000, 189 p.

LUSSAC, Samuel, "The Baku-Tbilisi-Kars railroad and its geopolitical implication for the South Caucasus", *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2(4), autumn 2008, 13 p.

MARDIROSSIAN, Florence, "Géopolitique du Sud-Caucase : risque d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie", *Outre-terre*, 2007/2, n°19, p.283-302.

MIKHELIDZE, Nona, "The winner is TAP : the EU's failed policy in the South Caucasus", *Istituto Affari Internazionali*, Working paper 13/25, July 2013, 7 p.

ÖZTÜRK, Asiye, "Les fonctions géostratégiques de la Turquie en Asie antérieure", *Outre-Terre*, 2006/3, n°16, p. 273-286.

PAUL, Amanda, "The EU and the South Caucasus : How far, how deep ?", *HASEN, Caspian Strategy Institute*, Report spring 2013, pp. 89-95.

PUNSMANN, Burcu G., "Turkey's Interest and strategies in the South Caucasus", *TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey*, May 2012, 11 p.

RZAYEVA, Gulmira, " Azerbaijan and energy security of Europe- Balancing national priorities and international commitments", *HASEN, Caspian Strategy Institute*, Report, Spring 2013, pp. 105-119.

SAGHEB, Nasser, JAVADI, Masoud, "Azerbaijan's "Contract of the century" finally signed with Western Oil Consortium", *Azerbaijan International*, Winter 1994.

SUS, *The Silk Road Strategic Act*, Senate of the United States, 3 August 1999.

WALKER, Joshua W., WIMBUSH, Enders, "Eurasia's hinge : it's more than just energy", *The German Marshall Fund of the United States*, May 2012.

YENIKEYEFF, Shamil M., "Kazakhstan's gas : Export markets and export routes", *Oxford Institute for Energy Studies*, November 2008, 89 p.

#### **D) Le Moyen Orient**

ABURDEN, Odeh, "Shale oil and gas and the Middle East", *Atlantic council*, February 2013.

ARCHICK, Kristin, MIX, derek, "The U.S. and europe : responding to change in the Middle east and North Africa", *Congressional Research Service*, June 2013, 36 p.

BOZARSLAN, Hamit, *Conflit kurde, le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, Paris, 2009, 172 p.

BURDY, Jean-Paul et MARCOU, Jean, « Le cheminement complexe des nouvelles relations turco-arabes », *Hérodote*, 2013/1 n° 148, p. 8-22.

CHOSSUDOVSKEY, Michel, "The war on Lebanon and the Battle for oil", *Global Research*, October 2012.

EIA, "Syria", *U.S. Energy Information Administration*, February 2013, 13 p.

KARDAS, Saban, "Turkey and the arab spring : transformations in turkey's Middle East policy", *HASEN Caspian Strategy Institute, Report*, Spring 2013, pp. 119-124.

HUSARI, Ruba, "Syria redrawing Middle East energy map", *Carnegie Middle East Center*, January 2013.

LATSA, Alexandre, "La guerre en Syrie : une guerre pour l'énergie?", *Voltairenet.org*, 18.09.2013.

MOURAD, Hicham, BILLION, Didier, "La Turquie vue du Monde arabe : entre attraction et méfiance", *IRIS, OVIPO*T, Novembre 2012.

OZCAN, Mesut, " La politique régionale turque au lendemain du Printemps arabe", *TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey*, 9e édition, 2013.

ÖZGE, Artik, « La Turquie : retour au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2013/1 n° 148, p. 33-46.

RATNER, Michael, NERURKAR, Neelesh, "Middle East and North Africa unrest : Implication for oil and natural gas markets", *Congressional Research Service*, March 2011, 20 p.

SHARARA, Nasser, "Syrie : le trajet des gazoducs qataris décide des zones de combat", *Mondialisation.ca*, 15.11.2012.

SOLOMON, Erika, BURCH, Jonathon, "Syrian kurds battle Al-Qaeda islamists for control oil fields", *The Global Mail*, 18.07.2013.

VERDEIL, Eric, " Services urbains en réforme dans le Monde arabe", *Géocarrefour*, Vol. 85, 2010.

### **1) L'Irak**

ADLIG, Berevan, "Le kurdistan irakien", *Hérodote*, 2007/1, n°124, p.155-172.

AL-FRIDI, Noureldine, "Iraqi Minister explains country' stance on regional unrest", *Al-Monitor*, 24.08.2013.

AL RUBAYE, " Les hydrocarbures irakiens partent en Chine" *Ria Novosti*, 11.06.2013.

AL-SHAHER, "Iraqi provinces consider more autonomy in managing oil wealth", *Al-Monitor*, 04.07.2013.

GLAIN, Stephen, " How Iraqi Oil is changing the World" *Foreign Policy*, 17.03.2010.

GÖKSEL, Timur, "Davutoglu's Kirkur visit ignites rage in Bagdad", *Al-Monitor*, 03.08.2013.

EIA, "Iraq", *U.S. Energy Information Administration*, April 2013, 11 p.



HILTERMANN, Joost, "Iraq after US withdrawal", *TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey*, December 2012.

IDIZ, Semih, "Turkey adds fuel to fight of Iraqi kurds for independence", *Al-Monitor*, 19.07.2013.

KATZMAN, Kenneth, "Iraq : politics, Governace, and Human Rights", *Congressional Research Service*, June 2013, 53 p.

KIRDAR, Seda, « Erbil, Bagdad, Ankara et Washington : la course au pétrole en Irak du Nord », *Hérodote*, 2013/1 n° 148, p. 103-116.

LEE, Julian, "Iraq's oil production 2013" *Center for Global Energy Studies*, 13.06.2013.

MUNIER, Gilles, "La soif de pétrole irakien d'Israël", *Global Research*, Mars 2008.

NATALI, Denise, "Iraqi kurdistan's silent revolution", *Al-Monitor*, 16.08.2013.

NATALI, Denise, "Turkey's political fallout on Iraki Kurdish Crude", *Al-Monitor*, 01.07.2013.

SABADUS, Aura, "Iraq : Turkey's energy triumph card", *Turkish Policy Quarterly*, Vol.11, N°2, Summer 2012, pp. 105-113.

TOHMEH, Abdel, "Oil and Gas law key to resolving issues betwin Bagdhda, Erbil", *Al-Monitor*, 24.08.2013.

TOL, Gonul, "Turkey's KRG energy partnership" *Hurriyet Daily News*, 29.01.2013.

## **2) L'Iran**

ALEM, Yasmin, SLAVIN, Barbara, "The political kaleidoscope turns again in crisis-challenged Iran : 2013 elections", *Atlantic Council*, May 2013, 12 p.

BARZEGAR, Kayhan, "Rouhani and the prospects for US-Iran nuclear talks", *Al-Monitor*, 12.08.2013.

COHEN, David, "U.S. Policy toward Iran, Written testimony of Under Secretary for Terrorisme and Financial Intelligence", *U.S. Senate Committee on Foreign Relation*, May 2013, 18 p.

CRS, "Iran sanctions", *Congressional Research Service*, 13.06.2013, 82 p.

COOK, Alasdair, a view on Shah Deniz", *Natural Gas Europe*, 17.01.2012.

DJALILI, Mohammad-Reza, « L'Iran dans son contexte régional », *Politique étrangère*, 2012/3 Automne, p. 519-531.

DUBOWITZ, Mark, GROSSMAN, Laura, "Iran's energy partners, Compagnies requiring investigation under U.S. Sanctions Law", *Foundation for Defense of Democracies*, August 2010, 37 p.

EIA, "Iran", *U.S. Energy Information Administration*, March 2013, 22 p.

HABIBI, Nader, "Turkey and Iran : growing economic relations despite Western sactions", *Middle East Brief*, Crown Center for Middle East Studies, May 2012/ n°62, 9 p.

IDIZ, Semih, "Turkey-Iran struggle to keep appearances", *Al-Monitor*, 28.05.2013.

KATZMAN, Kenneth, "Obama administration has options for Iran sanctions relief", *Al Monitor*, 19.08.2013.

KHAJEHPOUR, Bijan, "Iran's pivot to the East", *Al-Monitor*, 19.07.2013.

KIRDAR, Seda, "US gold sanctions on Iran and its possible consequences", *TEPAV, Economic Policy Research Foundation of Turkey*, April 2013.

NAYEBI-OSKOU, Michael, BOKHARI, Kamran, "The foreign policy impact of Iran's presidential election", *Stratfor, Geopolitical weekly*, 18.06.2013.

RASTBEEN, Ali, « L'Iran et les enjeux géostratégiques au XXIe siècle », *Hérodote*, 2009/2 n° 133, p. 180-197.

SINKAYA, Bayram, "Rationalisation of Turkey-Iran relations : prospects and limits", *Insight Turkey*, Vol. 14, n°2/2012, p.140-142.

WEIST, Richard, "Turkey and Teheran : a cold peace", *Turkey Analysis*, February 2013.

### **E) La Méditerranée Orientale**

ANZINGER, Niklas, "Will the Eastern Mediterranean become the next Persian Gulf ?", *American Enterprise Institute for Public Policy Research*, N°3, July 2013, 8 p.

CHOSSUDOVSKEY, Michel, "The militarisation of the Eastern Mediterranean : Israel strikes in the Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline", *Global Research*, 2006.

DALOGLU, Tulin, "Turkey-Israel-Cyprus triangle in Mediterranean", *Al-Monitor*, 07.01.2013.

EIA, "Eastern Mediterranean Region", *U.S. Energy Information Administration*, August 2013, 29 p.

ENGHDAHL, William, "La ruée vers le Gaz en Méditerranée", *voltaire.net*, Mai/Juin 2012

HUET, Guillaume, "La découverte de gazoff-shore en Méditerranée Orientale : nouveau défi pour la stabilité du Proche-Orient", *Centre d'Études Supérieures de la Marine*, 2013, Paris, 40 p.

MARTINEZ, Miguel, MURDOCK, Hannah, SCHAEFFER, Floriane, "Geopolitics of gas in Mediterranean", *Science Po*, June 2013, 59 p.

OGURLU, Ebru, "Turkey admits the shifting, geopolitics in the Eastern Mediterranean", *Rethink Institute Washington DC*, Paper 09 May 2013, 25 p.

République Hellenique du Ministère des Affaires Étrangères, "Délimitation de la mer territoriale", 14.05.2013.

SOCOR, Vladimir, "Azerbaijan wins tenders for gas pipelines in Greece", *Eurasia Daily Monitor*, Jameston Foundation, 25.06.2013.

UDASIN, Sharon, "Cooperation on gas critical to regional stability", *Jerusalem Post*, 06.10.2013.

USGS, « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », US Department of the Interior, *U.S. Geological Survey Fact Sheet 2010–2014*, mars-avril 2010.

### **1) Chypre**

ALMERAS, Guillaume, « Avant-propos », *Confluences Méditerranée*, 2012/1 N°80, p. 9-18.

AYAT, Karen, "Noble Energy : stakeholder collaboration integral for Cyprus LNG Project", *Natural Gas Europe*, 04.07.2013.

BLANC Pierre, 1998, Chypre : une île à hauts risques, *Hérodote (Méditerranée : Nations et conflits)*, n° 90, pp. 94-117.

BLANC, Pierre, « Chypre : un triple enjeu pour la Turquie », *Hérodote*, 2013/1 n° 148, p. 83-102.

CRS, "Cyprus : Reunification proving elusive, *Congressional Research Service*, June 2013, 28 p.

DE CUETO, Carlos, « La Turquie et l'internationalisation du conflit ethnique de Chypre », *Pôle Sud*, 2005/2 n° 23, p. 95-112.

DREVET, Jean-François, "The European Union and the Cyprus Issue", *Notre Europe*, Policy Paper No. 58, September 2012, 36 p.

LAKADAMYALI, Mustafa, "Turkish Cyprus demand deadline for peace talks, reject perpetual negotiations", *Today's Zaman*, 14.05.2013.

FAUSTMAN, Hubert, "Cyprus offshore hydrocarbons , regional politics and wealth distribution", *Prio Cyprus Center*, Report 1/2012, 98 p.

JACKSON, Alex, "The gas fallout from the Cyprus crisis", *Natural Gas Europe*, 02.04.2013.

STUDER, Elisabeth, "La russie impactée par les taxes imposées à Chypre, le gaz Leviathan comme enjeu ?", *Leblogfinance.com*, 17.03.2013.

### **2) Israel**

BUSHINSKY, Jay, "Turkey, Israel to built Mediterranean pipeline, four legs would carry crude oil, electricity, natural gas and water", *San Fransisco Gate*, 28.04.2006.

BILGE, Ömer, "Turkish Company offers Israel to build pipeline", *Hurriyet Daily News*, 16.09.2013.

DALOGLU, Tulin, "Turkey-Israel tensions set back Turkish energy interests", *Al-Monitor*, 10.01.2013.

EAPC, "Akshelon booklet", *Eilat Ashkelon Pipeline Company Ltd.*, Report 2013, 26 p.

ENCEL, Frédéric, « Causes, déroulement et conséquences de la rupture israélo-turque », *Hérodote*, 2013/1 n° 148, p. 68-82.

HERZOG, Isaac, "Gas is a strategic resource", *Globes*, 9.07.2013.

HUBER, Daniela, TOCCI, Nathalie, "Behind the scene of the Turkish Israeli breakthrough", *Istituto Affari Internazionali*, Paper 13/15, April 2013, 16 p.

IDIZ, Semih, "Erdogan's proposed Gaza visit reignites controversy", *Al-Monitor*, 28.06.2013.

RAZOUX, Pierre, "Quel avenir pour le couple Turquie-Israël?", *Politique étrangère*, 2010/1 Printemps, p.25-39.

RATNER, Michael, "Israel's Offshore natural gas discoveries enhance its economic and energy outlook", *Congressional Research Service*, January 2013, 13 p.

SHARP, Jeremy, "U.S. foreign aid to Israel", *Congressional Research Service*, April 2013, 34 p.

ZANOTTI, Jim, "Israel : background and U.S. relations", *Congressional Research Service*, June 2013, 44 p.

## **F) La Russie**

BLANK, Stephen, KIM, Younkyoo, "Russo-turkish divergence (partI) : the security dimension", *Meria Journal*, Volume 16, N° 1, April 2012

BLANK, Stephen, KIM, Younkyoo, "Russo-turkish divergence (partII) : the energy dimension", *Meria Journal*, Volume 16, N° 3, Novembre 2012.

BONZON, Ariane, "Entre la Russie et la Turquie, le gaz n'éclaire pas tout", *Slate*, 26.10.2012.

CSS, "Russian analysis digest : Russia relations with Turkey, Bulgaria and Romania", *Center for Security Studies*, N0125, March 2013.

DELOITTE, "Russian Oil & gas outlook survey", Report 2013, 24 p.

EIA, "Russia", *U.S. Energy Information Administration*, September 2012, 17 p.

KASAYEV, Eldar, "Russia and Turkey : pending problems", *Hurriyet Daily News*, 22.05.2013.

VATANSEVER, Adnan, KORANYI, David, "Russian gas price", *The Atlantic Council*, 2013.

### **G) Les États-Unis**

BABAN, Inessa, et SHIRIYEV, Zaur, "The U.S. South Caucasus Strategy and Azerbaijan", *Turkish Policy Quarterly*, Vol.9, N°2, pp. 93-103, Summer 2010.

COOK, Steven A. (dir.), "U.S.-Turkey relations, a new partnership", *Council on Foreign Relations*, Report n° 69, May 2012, 99 p.

ISERI, Erme, "The US Grand Strategy and the Eurasian Heartland in the Twenty-First Century", *Geopolitics*, Vol.14, N°1, February 2009, pp. 26-46.

KANLI, Yusuf, "Obama-Erdogan meet", *Hurriyet Daily News*, 17.05.2013.

NICHOL, Jim, "Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Security Issues and Implications for U.S. Interests", *CRS Report for Congress*, February 2007, 52 p..

PAILLARD, Christophe-Alexandre, "Les relations bilatérales États-Unis/ Turquie", Compte rendu de séminaire, 11 Février 2013, IRIS, 36p.

WALKER, Joshua W., "The Spirit of the Truman Doctrine : 65 years of strategic partnership between the United States and Turkey", *TEPAV*, 2012, 4<sup>e</sup> édition, 8 p.

## **III) Ouvrages et publications sur le secteur de l'énergie**

### **A) Rapports généraux sur l'énergie**

BP, "Energy Outlook 2030", *BP Statistical Review*, January 2013, 86 p.

EIA, "Annual Energy Outlook 2013", *U.S. Energy Information Administration*, April 2013, 244 p.

ECS, "Traité sur la Charte de l'Énergie et documents connexes", *Energy Charter Secretariat*, 1996, 189 p.

ECS, "The role of energy charter in International energy trade", *Energy Charter Secretariat*, April 2008, 23 p.

IEA, "Key World Energy Statistic 2012", *International Energy Agency*, 80 p.

IEA, "Key World Energy Statistic 2013", *International Energy Agency*, 81 p.

### **B) Les ressources et le transport des hydrocarbures**

ALEXEEV, Igor, "South-Stream shapes european energy security, Nabucco falls behind", *Natural Gaz Europe*, 08.04.2013

BM, " Report on a technical assistance loan in the amount of US\$ 5.0 million to the Republic of Turkey for a BTC technical assistant projet", *Rapport de la Banque Mondiale*, June 2012, 20 p.

BORDONARO, Frederico, "Blue Stream opens new horizons for Russia", *World Security Network*, 07.12.2005.

BOTAS, "Annual Report 2010", 82 p.

BOTAS, "Baku-Tbilisi-Ceyhan Crude oil pipeline project", *BOTAS Report*, May 2005.

BOTAS, *Transmission network operation principles*, December 2007, 79 p.

BOZKURT, Abdullah, "Turkish approval of south stream gives huge boost to Russia", *Today's Zaman*, 28.12.2011.

CHAZAN, Guy, "Decision time for BP-led group on route of Caspian gas pipeline", *Financial Times*, 09.06.2013.

CHOW, Edward C., "Emerging threat of resources wars", *Center for Strategic & International Studies*, Juin 2013, www.csis.org

CORNELL, E. Svante, TSERETELI, Mamuka, SOCOR, Vladimir, *The Baku-Tbilisi-Ceyhan pipeline : Oil window to the west*, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 2005, p. 20.

ECS, "Transport tariffs and underlying methodologies for cross-border crude oil and products pipelines", *Energy Charter Secretariat*, 2012.

ENCEL, Frédéric (sous dir.), "Perspectives énergétiques", *Ellipses*, Paris, 2013, 138 p.

GAO, "Gas pipeline safety" *Report to Congressional Committees*, June 2013, 46 p.

HOYOS, Carola, "The New seven sisters", *Financial Times*, March 2007.

LEVINE, Steeve, "Nabucco V.S South Stream", *Quartz*, 29 Juin 2013.

MIKHELIDZE, Nona, "The winner is TAP : The EU's failed policy in the South Caucasus", *Istituto Affari Internazionali*, n° 13/25, July 2013.

OKUMUS, Olgu, "What did Turley lose when EU lost Nabucco?", *Al-Monitor*, 02.07.2013.

ÖZERTEM, Hasan, "Has TAP ended the pipeline wars in the Southern Corridor?", *Turkish Weekly*, 01.08.2013.

ROBERTS, John, "The southern corridor : Baku-Tbilisi-Ceyhan gas legacy", *Turkish Policy quarterly*, Vol. 11, N°2, Summer 2012, pp. 77-85.

ROBERTS, John, "The Southern Gas Corridor a case of peanuts", *HASEN, Caspian Strategy Institute*, Report, Spring 2013, pp. 100-105.

TONOLLI, Frédéric, *L'inavouable histoire du pétrole, le Secret des sept soeurs*, Edition Lamartinière, 2012, 256 p.

WAERN, Karl, "TAP : Opening the southern gas Corridor", *Energy Charter Secretariat Transit and Trade Working Group*, September 2009.

### **C) Autres formes d'énergies**

BETHEMONT, Jacques, "Les grands prohets hydrauliques et leurs dérives", *Geocarrefour*, Vol.84/ 1-2, 2009.

BICHOFF, Damien, PEROUSE, Jean-François, "La question des barrages et du GAP dans le Sud-Est anatolien : patrimoines en danger ?", *Les dossiers de l'IFEA*, N°3, Août 2003.

BOYCE, Gregory, "Why the world continue to count on coal", *Energy Global*, 23.01.2013.

DELOITTE, "Turkish Electricity Market : Developments and expectations 2010-2011", 48 p.

FEIDT, Michel, *Energétique, concepts et applications*, Dunod, Paris, 2006, 964 p.

MAMMADOFF, Yalchin, "Géopolitics des barrages turcs sur le Tigre et l'Euphrate" *Eurocité*, Juin 2011.

NICOLET, Lucie, PALLE, Angelique, "La centrale russo-turque d'Akkuyu, précurseur d'une nouvelle forme de financement et de gestion du nucléaire civil ?", *IRIS Sup'*, Avril 2012.

REUSS, Paul, *L'énergie nucléaire*, PUF, Paris, 1994, réed. 2012, 127 p.

ÜLGEN, Sinan (dir.), "The Turkish model for transition to nuclear energy II", *EDAM, Center for Economic and Foreign Studies*, December 2012, 170 p.

VAÏSSE, Maurice (dir.), *L'énergie nucléaire en Europe, des origines à Euratom*, Editions scientifiques européennes, Berne, 1994, 203 p.

VASSILOPOULOS, Philippe, "Les prix des marchés de gros de l'électricité donnent-ils les bons signaux et les bonnes incitations pour l'investissement en capacité de production électrique ?", thèse de doctorat sous la direction de Jean-Marie Chevalier, Université Paris Dauphine, Juillet 2007.

VIOLLET, Pierre-Louis, *Histoire de l'énergie hydraulique*, Presses de l'école nationales des ponts et chaussées, Paris, 2005, 232 p.

### **D) Rapports sur la régulation**

ACER, "Opinion of the Agency for the cooperation of energy regulators", *Agency for the Cooperation of energy Relators*, 25.03.2013., 18 p.

CEER, "Annual Report of the Council of European Energy Regulators", *Council European Energy Regulators*, 2012, 40 p.

ECS, "Gas transit and transmission tariffs in energy charter Treaty Countries : Regulatory aspects and tariff methodologies" *Energy Charter Secretariat*, 2012, 86 p.

EMRA, "Electricity Market Report 2010", *Energy Market Regulator Authority*, 2010, 137 p.

EMRA, "Natural Gas Market, Sector Report 2011", *Energy Market Regulator Authority*, 2011, 87 p.

EMRA, "Petroleum Market, Sector Report 2011", *Energy Market Regulator Authority*, 2012, 176 p.

#### **IV) Presse**

##### **A) Turquie**

Hurriyet Daily news : <http://www.hurriyetdailynews.com/> (**Dépouillement quotidien**)

Today's Zaman : <http://www.todayszaman.com/home> (**Dépouillement quotidien**)

The journal of Turkish Weekly : <http://www.turkishweekly.net/>

##### **B) Moyen-Orient**

Al-Monitor : <http://www.al-monitor.com/pulse/home.html> (**Dépouillement quotidien**)

Iraq Business News : <http://www.iraq-businessnews.com/>

Iraq Energy : <http://www.iraqenergy.org/home/>

Iraq Oil Report : <http://www.iraqoilreport.com/>

Mehr News : <http://old.mehrnews.com/en/>

Press TV : <http://www.presstv.ir/section/3510202.html> (**Dépouillement quotidien**)

Teheran Times : <http://www.tehrantimes.com/>

Zawya : <http://www.zawya.com/>

##### **C) Méditerranée Orientale**

Cyprus Mail : <http://cyprus-mail.com/>

Energia Greece : <http://www.energia.gr/>

Globes Israel's Business news : <http://www.globes.co.il/>

The Jerusalem Post : <http://www.jpost.com/>

The Times of Israel : <http://www.timesofisrael.com/>

##### **D) Russie et Asie centrale**

Eurasia Daily Monitor : <http://www.jamestown.org/edm/>

Eurasianet : <http://www.eurasianet.org/>

Ria Novosti : <http://fr.ria.ru/> (**Dépouillement quotidien**)

Today.az : <http://www.today.az/>

Trend : <http://en.trend.az/> (**Dépouillement quotidien**)



## **E) International**

Al Jazeera : <http://www.aljazeera.com/>

Financial times : <http://www.ft.com>

Forbes : <http://www.forbes.com/>

France 24 : <http://www.france24.com/fr/>

New York Times : <http://www.nytimes.com/pages/world/middleeast/index.html>

Slate Magazine : <http://www.slate.fr/>

United Press International : <http://www.upi.com/> (**Dépouillement quotidien**)

## **V) Sites internet consultés**

### **A) Rapports et think thank**

Affaires stratégiques : <http://www.affaires-strategiques.info/>

Atlantic council : <http://www.acus.org/>

Congressional Research Service : <http://www.fas.org/sgp/crs/index.html>

Carnegie Endowment for International Peace : <http://carnegieendowment.org/>

Caspian Strategy Institute, HASEN : <http://www.hasen.org.tr/>

Diploweb, les blogs du Monde diplomatique : <http://www.diploweb.com/>

Foreign Policy : <http://www.foreignpolicy.com/>

Foundation for Defense of Democracies : <http://defenddemocracy.org/>

Insight Turkey : <http://www.insightturkey.com/>

Institut des Medias au Moyen Orient : <http://www2.memri.org/french/>

Jameston foundation : <http://www.jamestown.org/>

Middle East Economic Survey : <http://www.mees.com/>

Noria Research : <http://www.noria-research.com/>

OVIPOT, Observatoire de la vie politique en Turquie : <http://ovipot.hypotheses.org/>

TEPAV, Economic Policy Research Foundation : <http://www.tepav.org.tr/en>

The Turkey Analyst : <http://www.turkeyanalyst.org/>

USAK International Strategic Research Organisation : <http://www.usak.org.tr/>

U.S. Department of State : <http://www.state.gov/>

U.S. Government Accountability Office : <http://www.gao.gov/browse/date/week>

U.S. Senate Committee on Foreign Relations : <http://www.foreign.senate.gov/>

Voice of America : <http://www.voanews.com/>

## **B) Sites spécialisés sur l'énergie**

Bloomberg : <http://www.bloomberg.com/>  
Carnegie Wave : <http://www.carnegiwave.com/>  
Center for Global Energy Studies : <http://www.cges.co.uk/>  
Connaissances des énergies : <http://www.connaissancedesenergies.org>  
Downstream Today : <http://downstreamtoday.com/>  
Enerdata, Energy Research : <https://estore.enerdata.net/>  
Energy community : <http://www.energy-community.org/>  
Energy Daily : <http://www.energy-daily.com/>  
Energy News : <http://enenews.com/>  
Energy tribune : <http://www.energytribune.com/>  
Quartz : <http://qz.com/on/energy-shocks/>  
Stratfor : <http://www.stratfor.com/topics/energy>  
The Oil and Gas Year : <http://www.theoilandgasyear.com/>  
Upstream : <http://www.upstreamonline.com/>  
Your Pipeline News : <http://www.yourpipelinenews.com/index.php>  
Your Oil and Gas News : <http://www.youroilandgasnews.com/>

## **C) Institutions et compagnies**

Assemblée Parlementaire de la Méditerranée : <http://www.pam.int/?lang=fr>  
Black Sea Economic Cooperation : <http://www.bsec-organization.org/>  
BOTAS (Société de transport des hydrocarbures par pipeline): <http://www.botas.gov.tr>  
BP : <http://www.bp.com/>  
DEIK (Conseil des relations économiques extérieures): <http://www.deik.org.tr>  
Délégation de la Commission Européenne pour la Turquie: <http://www.deltur.cec.eu.int>  
EPDK (Autorité de régulation du marché de l'énergie): <http://www.epdk.org.tr>  
Energy charter Treaty : <http://www.encharter.org/>  
EUAS (Compagnie nationale turque de production d'électricité) : <http://www.euas.gov.tr>  
European commission : <http://ec.europa.eu/>  
Gazprom : <http://www.gazprom.com/>  
Genel Energy : <http://www.genelenergy.com/>  
International Énergie Agency : <http://www.iea.org/>  
Kurdistan Regional Government : <http://www.krg.org/?l=12>  
Ministère de l'Économie: <http://www.ekonomi.gov.tr>

Ministère du Développement: <http://www.dpt.gov.tr>  
Ministère de l'Énergie et des Ressources Naturelles de Turquie : <http://www.enerji.gov.tr>  
Ministry of Commerce, Insustry and Tourisme of Cyprus : <http://www.mcit.gov.cy/>  
Ministry of Industry and energy of Republic of Azerbaijan :  
[http://www.azerbaijans.com/content\\_530\\_en.html](http://www.azerbaijans.com/content_530_en.html)  
Ministry of Infrastructure, Energy and Water Ressources of Israel :  
<http://energy.gov.il/english/Pages/default.aspx>  
Monistry of Oil of Iraq : <http://www.oil.gov.iq/>  
Ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme: <http://www.cevresehircilik.gov.tr>  
Ministère des Forêts et des Affaires Hydrauliques: <http://www.ormansu.gov.tr>  
Ministère des Affaires Étrangères: <http://www.mfa.gov.tr>  
Petkim : <http://www.petkim.com.tr/>  
PIGM (Direction Générale des Affaires du Pétrole): <http://www.pigm.gov.tr>  
Rosneft : <http://www.rosneft.com/>  
SOCAR : <http://new.socar.az/socar/en/home/>  
TAEK (Turkish Atomic Energy Authority) : <http://www.taek.gov.tr/en/home.html>  
TEIAS (Compagnie nationale turque de transport d'électricité): <http://www.teias.gov.tr>  
TPAO (Compagnie nationale turque des hydrocarbures): <http://www.tpaogov.tr>  
Tüpras (Corporation turque des raffineries de pétrole) : <http://www.tupras.com.tr>  
TUSIAD (Association des industriels et du patronnat turc): <http://www.tusiad.org.tr>  
Turkstat (Institut Statistique turc) : <http://www.turkstat.gov.tr>

## **GLOSSAIRE**

AGRI : Interconnexion gazière Azerbaïdjan-Géorgie-Roumanie

AKP : Parti pour la Justice et le Développement

BP : British Petroleum

BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement

BSEC : Coopération Économique de la Mer Noire

BTC : Bakou-Tbilissi-Ceyhan

BTE : Bakou-Tbilissi-Erzurum

BTK : Bakou-Tbilissi-Kars

BOTAŞ : Turkish State Petroleum Pipeline Corporation

EMRA : Autorité de Régulation du Marché de l'Énergie

EUAS : Compagnie nationale turque de production d'électricité

GUAM : Géorgie-Ukraine-Azerbaïdjan-Moldavie (organisation régionale)

IDE : Investissements directs étrangers

IEA : Agence Internationale de l'Énergie

INOGATE : Transport interétatique de pétrole et de gaz vers l'Europe (programme européen)

ITGI : Interconnexion Turquie-Grèce-Italie (interconnexions gazières)

KCTS : Système du transport du Pétrole Caspien

KRG : Gouvernement Regional Kurdistan

LNG : Gaz naturel liquéfié

Mmc : Milliards de mètres cubes (gaz)

NIOC : Compagnie Nationale Iranienne de Pétrole

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PEV : Politique Européenne de Voisinage

PIB : Produit Intérieur Brut

PKK : Parti de travailleurs du Kurdistan

RTE : Réseau de Transport d'Électricité

SOCAR : Compagnie Pétrolière Nationale de la République d'Azerbaïdjan

TAP : Trans-Adriatic Pipeline

TANAP : Trans-Anatolian Gas Pipeline

TAEK : Autorité turque de l'énergie atomique

TEIAS : Compagnie nationale turque de transport d'électricité

TPAO : Compagnie nationale turque des hydrocarbures

TRACECA : Transport Corridor Europe Caucasus Asia

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétique

## TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 1 : Approche de la géopolitique de l'énergie en Turquie</b>	<b>11</b>
I) <i>L'énergie comme outil de pouvoir : définition des notions fondamentales</i>	11
A) Qu'est-ce que la "sécurité énergétique" ?	11
1) Les grands enjeux du XXI <sup>e</sup> siècle : l'augmentation de la demande en énergie fossile et le changement climatique	11
2) La sécurité énergétique : élément central des politiques énergétiques des états	13
3) Le savoir technique comme moyen de domination	14
B) L'énergie et le territoire	14
1) Upstream, la localisation des ressources	14
2) Le transport de l'énergie et la sécurité du territoire	15
3) Qu'est-ce qu'un "hub"	16
C) L'identification des acteurs et l'opacité du secteur	16
1) Appréhender le fonctionnement du secteur de l'énergie	16
2) Les acteurs annexes aux compagnies pétrolières et gazières	18
II) <i>État des lieux de la situation énergétique : à quels enjeux la Turquie est-elle confrontée ?</i>	19
A) La Turquie : seconde croissance mondiale en demande d'énergie	19
1) Causes et dynamiques internes	19
a) Situation démographique et sociale	19
b) Un développement économique rapide	20
2) Données chiffrées sur la production et la consommation nationale d'énergie	21
B) Comment assurer la sécurité énergétique de la Turquie ?	24
1) Diversification du mix énergétique	24
a) Optimiser le potentiel hydraulique de la Turquie	24
b) L'entrée de la Turquie dans l'énergie nucléaire	25
c) Développer les énergies renouvelables	27
2) Diversifier ses origines d'importation de gaz et de pétrole	28
C) Les acteurs du secteur de l'énergie en Turquie	29
1) Les institutions étatiques	29
2) La privatisation du secteur	30
III) <i>Comment la Turquie est-elle devenue le "hub énergétique de l'Europe" ? (1990-2005)</i>	32
A) Son positionnement géographique et historique	32
1) Une position géographique de carrefour	32
2) Un pays traditionnellement occidentaliste qui diversifie ses alliances	33
B) Le tournant de la Guerre froide : la course aux ressources et au contrôle de la région Caspienne	35
1) Le BTC : les débuts du Corridor Sud-Européen	36
a) Sa signification politique	36
b) Sa réalisation : le "Contrat du siècle"	37
2) Le Blue Stream et la Black Sea Economic Cooperation (BSEC) : réappropriation d'un espace commun entre la Russie et la Turquie	38
<b>CHAPITRE 2 : La Turquie comme état-pivot du Corridor Sud-Européen : un projet occidental ? (2005-2013)</b>	<b>41</b>
I) <i>Assurer la sécurité énergétique de l'Union européenne : but originel du Corridor Sud-Européen</i>	41
A) En quoi la Turquie représente-t-elle un élément clef dans la constitution du Corridor Sud-européen ?	42
1) La guerre du gaz avec la Russie : un moteur pour la construction du Corridor Sud-Européen	42
2) La Turquie et la sécurité énergétique de l'Europe dans la question de son intégration à l'Union européenne	43
B) La région de la Mer Noire au cœur de la politique énergétique européenne	45
1) Les outils de la politique énergétique de l'Europe	46

a) Les traités et associations régionales	46
b) les fonds monétaires et sources de financement	48
2) L'échec de Nabucco : révélateur du manque de cohérence de la politique énergétique européenne	49
<i>II) Le choix du TANAP et du TAP : un succès pour la Turquie et l'Azerbaïdjan</i>	50
A) Le TANAP : un pipeline à la fois économique et politique	51
1) La consolidation du Corridor Sud-Européen : "la Route de la soie de l'énergie"	51
a) La décision du Shah Deniz Consortium	51
b) Que représente le TANAP pour l'Europe ?	53
2) Pour la Turquie : une assurance énergétique et un renforcement de sa position stratégique	54
B) Le partenariat Azerbaïdjan-Turquie : quelles réalités ?	55
1) Une interdépendance de plus en plus prononcée	55
2) La persistance de la question arménienne	56
C) Le TAP : le contrôle complet de la route du <i>Upstream</i> au <i>Downstream</i>	58
1) Les enjeux énergétiques en Europe de l'Est et du Sud-Est	58
2) Manipulations autour du rachat du réseau gazier Grec	59
<i>III) Le contre projet South Stream ou la projection de la volonté de puissance de la Russie</i>	62
A) Le South Stream et l'Europe : la guerre du gaz	63
1) Le monopole gazier russe : vers une perte de pouvoir ?	63
a) Réalités politiques et économiques du South Stream	63
b) Le Third energy package : la fin du monopole de Gazprom	64
2) Rivalités de pouvoir aux marches des empires	66
B) La subtilité de la diplomatie turque	67
1) Que représente le South Stream pour la Turquie	68
2) Le cas du Samsun-Ceyhan : preuve d'un partenariat solide	69
<b>CHAP 3) Comment alimenter le TANAP et le TAP ? Les enjeux que présentent les ressources de la Méditerranée Orientale, du Moyen Orient et de l'Asie centrale</b>	<b>73</b>
<i>I) Les ressources de la Méditerranée Orientale : des enjeux décisifs pour la Turquie et pour l'alimentation du TANAP</i>	73
A) Les enjeux géopolitiques en Méditerranée Orientale	73
1) État des ressources et délimitation des Zones Économiques Exclusives	74
2) Quelle diplomatie énergétique turque en Méditerranée Orientale ?	77
3) Le rapprochement Grece/Chypre/Israël : un danger pour la Turquie	78
B) L'interventionnisme américain dans la politique extérieure turque en Méditerranée Orientale	80
1) Les tentatives de la diplomatie américaine de pacifier les relations israélo-turques	80
2) La vision des États-Unis quant à l'affirmation de l'identité politique turque	82
<i>II) Les ressources énergétiques du Moyen-Orient et la question de l'alimentation du TANAP</i>	83
A) Le partenariat énergétique Turquie-Iran et les sanctions internationales	83
1) Un partenariat énergétique et commercial solide	83
2) Les conséquences de l'embargo iranien	85
B) L'Irak, le Kurdistan irakien, la Turquie et l'exploitation des ressources	86
1) Le rapprochement de la Turquie et du Kurdistan irakien : un tournant dans les relations énergétiques entre l'Irak et la Turquie	87
a) Les relations énergétiques entre Ankara et Bagdad	87
b) Le rapprochement entre Ankara et Erbil	89
2) La position ambiguë des États-Unis dans la politique énergétique turque vis-à-vis de l'Irak	91
<i>III) La course aux ressources en Asie centrale</i>	93
A) La Mer Caspienne : un espace controversé	93
1) Les blocages juridiques en Mer Caspienne	93
2) Les modes de transport des hydrocarbures en Mer Caspienne	95
B) Les conséquences géopolitiques de la montée en puissance de la Chine	96
1) La Chine, puissance énergivore, investit le marché des hydrocarbures	96
2) La Turquie et l'option asiatique	97
a) L'apparition de nouvelles alliances	98
b) La Coopération Économique de Shanghai comme alternative à l'Union européenne	99

<b>CONCLUSION</b>	<b>102</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>105</b>
<i>Annexe n°1 : Liste des entretiens</i>	105
<i>Annexe n°2 : Organigramme du Ministère turc de l'Énergie et des Ressources Naturelles</i>	108
<i>Annexe n°3 : Carte des pipelines BTC, BTE et Bakou-Soupsa</i>	109
<i>Annexe n°4 : Carte du projet Nabucco</i>	110
<i>Annexe n°5 : Carte des projets de pipeline en Méditerranée Orientale</i>	111
<i>Annexe n°6 : Carte des bases militaires de l'OTAN en Turquie</i>	112
<i>Annexe n°7 : Le système de transport des hydrocarbures en Mer Caspienne</i>	113
<b>BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE</b>	<b>114</b>
<i>I) Ouvrages et publications sur la Turquie</i>	114
A) Géographie et Histoire	114
B) L'énergie en Turquie	114
<i>II) Publications sur les relations extérieures de la Turquie</i>	116
A) L'Union européenne	116
B) La région de la Mer Noire	117
C) Le Caucase et l'Asie centrale	118
D) Le Moyen Orient	119
1) L'Irak	120
2) L'Iran	121
E) La Méditerranée Orientale	122
1) Chypre	123
2) Israël	123
F) La Russie	124
G) Les États-Unis	125
<i>III) Ouvrages et publications sur le secteur de l'énergie</i>	125
A) Rapports généraux sur l'énergie	125
B) Les ressources et le transport des hydrocarbures	125
C) Autres formes d'énergies	127
D) Rapports sur la régulation	127
<i>IV) Presse</i>	128
A) Turquie	128
B) Moyen-Orient	128
C) Méditerranée Orientale	128
D) Russie et Asie centrale	128
E) International	129
<i>V) Sites internet consultés</i>	129
A) Rapports et think thank	129
B) Sites spécialisés sur l'énergie	130
C) Institutions et compagnies	130
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>132</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>134</b>